Tome IX. N° 5 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er Juin 1922

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Un chapitre de l'histoire du « Ralliement »

Émile Keller et le cardinal Lavigerie

Pour Émile Keller, la cause catholique se confondait avec la cause nationale. Si la monarchie traditionnelle lui parut de nature à mieux servir les intérêts de cette cause commune, il s'était pourtant montré prêt à se rallier à tout régime qui ne la compromettrait pas irrémédiablement. Après la guerre, il accepta de fait la république « conservatrice », et c'est seulement lorsqu'il crut bien établi que le régime républicain représentait, non pas une simple forme de gouvernement, mais, comme à l'époque révolutionnaire, une doctrine essentiellement contraire aux principes religieux et à l'ordre social, qu'il s'en écarta et replaça ses espoirs dans une restauration monarchique.

Il se trouva ainsi en opposition avec la politique de Léon XIII, lui, le plus ardent défenseur du Saint-Siège, le plus soumis des chrétiens, le Français le plus dégagé des

d'y entrer : « Tu auras vu le nouveau manifeste du comte de Chambord, écrivait-il à sa femme le 9 juillet 1871. Voilà la fusion chavirée et tous les légitimistes dans une désolation dont tu ne peux pas te faire d'idée. Quant à moi, je pense plus que jamais qu'il faut accepter la forme républicaine tant qu'elle pourra durer, et concentrer ses efforts sur la défense des intérêts catholiques... Voilà pour le présent. L'avenir appartient à Dieu. » En 1874, il ne vota pas pour la République « parce qu'elle ne lui inspirait pas confiance », mais « du moment, observait-il, qu'on refuse de faire la monarchie, il faut bien avouer qu'on est en République, et ne pas vouloir, comme les doctrinaires, danser indéfiniment sur la corde raide ».

Aux élections de février 1876, il accepta « l'application sincère » du « principe de la République légalement établie », tout en déclarant d'ailleurs vouloir le préserver « des passions anarchiques et antireligieuses qui seraient sa condamnation ». A la Chambre, lors de la validation de l'élection du comte Albert de Mun, il tendit la main à tous les amis de la liberté : « Je crois, dit-il, que parmi ceux qui veulent fonder la République, il doit s'en trouver un grand nombre nous appelant à venir, sur le terrain de la Constitution, défendre nos convictions, notre liberté, les principes chrétiens sur lesquels repose l'ordre social. » Enfin, le 8 juillet 1876, sous le ministère « centre gauche » de M. Dufaure, il tint à revendiquer son indépendance politique vis-à-vis des diverses fractions de la droite, et à rappeler, aux applaudissements du centre et de la gauche, que « pour sa part il avait accepté le terrain de la Constitution pour y défendre de toutes ses forces les principes conservateurs et chrétiens ».

Il est donc incontestable qu'il fut, bien avant l'heure, un « rallié », et qu'il paraissait ainsi prédestiné à servir la politique de Léon XIII. Or, si le ralliement eut pour but de briser la vague anticléricale, c'est précisément parce que ce moyen lui parut alors aller à l'encontre qu'il fut amené à le répudier.

*
* *

1876 marque la fin de la politique de « l'Ordre Moral ». Le maréchal de Mac-Mahon n'avait plus la majorité à la Chambre, et la gauche anticléricale y devenait fort agressive. Le 12 novembre, un mois avant la chute du ministère

Dufaure, le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, put encore parler comme Thiers en 1871 et faire admettre l' « absolue nécessité » de notre ambassade auprès d'une souveraineté spirituelle qui « avait droit à nos hommages, à nos respects, à nos déférences », qui était « la consolation et l'espoir de trente millions de catholiques français »; mais Madier de Montjau avait outragé cette « clientèle catholique » et opposé « l'humanité » à « la politique odieuse, cruelle, inhumaine, de la cour pontificale ». D'autant plus outré d'un tel langage qu'il concordait avec celui du vainqueur, de Bismarck, se plaignant de nos manifestations en faveur du Pape, avec le langage aussi de Victor-Emmanuel nous accusant de vouloir « lui tomber dessus », Émile Keller rappela « le silence patriotique » gardé par « ceux qui avaient ressenti de la façon la plus vive et la plus douloureuse les événements accomplis au delà des Alpes ».

Quinze jours après, le 25 novembre, c'était au tour du prince Jérôme-Napoléon Bonaparte d'opposer le « drapeau clérical à celui de la révolution et du progrès », et de lancer des traits de ce genre, qu'il qualifiait de *faits historiques* : « L'issue malheureuse de la guerre de 1870 vient de l'occupation de Rome, et le maintien temporel du pape nous a coûté l'Alsace-Lorraine. » « Moins que personne, riposta Émile Keller, l'orateur ne devait réveiller ces douloureux souvenirs, car il porte un nom écrit en lettres de sang dans la chair palpitante de l'Alsace et de la Lorraine ! » Tandis que la droite bonapartiste, furieuse, se soulevait contre l' « ancien candidat officiel de l'Empire », la gauche et le centre l'applaudissaient, et Gambetta en personne approuva la « noblesse » de sa protestation; mais si ces applaudissements accentuaient, pour le prince, la flétrissure, ils ne diminuaient en rien l'abîme qui se creusait entre la doctrine catholique représentée par Keller et la doctrine « républicaine » représentée par un parti auquel Gambetta allait donner son mot d'ordre : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

Il est inutile de rappeler ici les événements qui, après le 16 mai 1877, obligèrent Mac-Mahon à « se démettre », assurèrent la victoire de l' « entente républicaine » des opportunistes et des radicaux, portèrent successivement au pouvoir, sous la présidence de Jules Grévy, Waddington, Freycinet, Jules Ferry, Gambetta, et inaugurèrent en 1880, contre les congrégations non autorisées, une sorte de *Kulturkampf*

français qui devait, jusqu'à la guerre de 1914, troubler si profondément les consciences. Relevons ici qu'Émile Keller, assimilant désormais la doctrine des meneurs du parti républicain à la doctrine de la franc-maçonnerie et convaincu que le régime évoluerait, fatalement, vers une législation entraînant à la fois la ruine de la religion et de la patrie, ne vit bientôt plus d'autre moyen de salut que dans le ralliement à la monarchie :

Notre devoir, écrivit-il dans *le Monde* du 21 janvier 1884, après la mort du comte de Chambord, est de nous réunir autour de l'héritier de la monarchie, comme autrefois tous les bons Français autour d'Henri IV catholique, sans épiloguer sur son passé, sur ses amitiés, sur ses intentions cachées. Que deviendrait aujourd'hui la France en présence de l'incapacité, des folies, de l'impuissance sénile des républicains et des convoitises menaçantes de ses voisins, si elle ne savait pas se rallier autour du représentant incontesté de son unité traditionnelle?

Et le 10 avril suivant :

Il est temps que le peuple réclame une politique nationale, un pouvoir national... Ce pouvoir national, ce n'est pas la République proclamée trois fois par une poignée d'émeutiers et d'ambitieux, séduisant un instant la foule par des promesses chimériques et menteuses qu'elle n'a jamais tenues, et bientôt obligé de faire appel à la force et à la corruption pour continuer à s'imposer au pays. Ce n'est pas davantage le césarisme, qui nous rappelle de si tristes souvenirs. C'est la monarchie héréditaire dans la vieille et toujours populaire maison de France.

*
* *

La forte doctrine du comte de Chambord, qui, « sur les larges assises de la décentralisation administrative et des franchises locales », voulait fonder « un gouvernement conforme aux besoins réels du pays » (1), était celle d'Émile Keller. Tout en étant resté à l'écart, en 1873, du mouvement de restauration monarchique, ce dernier en avait regretté l'échec.

A la nouvelle de la mort du prince, il avait déploré que cette « noble vie » nous eût été « si peu utile ». « Qu'allons-nous devenir, ajoutait-il dans sa lettre du 29 août 1883 à

(1) *Manifeste* du 5 juillet 1871.

Ch. Chesnelong, et quelle attitude va prendre le comte de Paris? De leur côté, qu'ont à faire les catholiques qui doivent plus que jamais s'unir et se poser comme une force avec laquelle tout gouvernement doive compter? »

La réconciliation de Frohsdorf avait prouvé que le comte de Paris plaçait au premier rang l'intérêt national, et le chef de la branche cadette devenu, par la mort du chef de la branche aînée, le chef de la maison de France, voulut s'entourer des conseils les plus éclairés. Une correspondance régulière s'établit désormais entre lui et Émile Keller. En le félicitant de son élection de 1885, il lui disait que sa tâche et celle de ses amis serait grande et délicate : fermes dans la défense des intérêts qui leur avaient été confiés, ils devaient, « par leur modération, leur désintéressement, leur honnêteté politique, conquérir cette confiance du pays qui finirait par leur assurer le soin de ses destinées » (28 décembre). Nul sans doute n'était, mieux que le député de Belfort, susceptible de remplir un pareil programme, conforme au programme de sa vie politique tout entière.

Le Prince résidait encore en France, et telle était son influence que dans ses salons de l'hôtel Galliera il eût été facile de trouver, observait *le Figaro*, le personnel complet d'un grand gouvernement, avec ses pairs, ses diplomates, ses députés, ses conseillers d'État... Le gouvernement républicain se crut en péril, et fit voter en 1886 l'expulsion des princes :

Cette mesure, déclara Émile Keller, est contraire à la fois à l'intérêt et à l'honneur du pays... Si le peuple ne trouvait pas d'homme de gouvernement, il sentirait renaître en lui son vieux sentiment monarchique, et il se demanderait par la force des choses si un prince héréditaire, un représentant unique et permanent ne ferait pas mieux ses affaires, ne défendrait pas mieux ses intérêts démocratiques que huit cents souverains irresponsables, occupés à bâtir et à démolir des cabinets... Je désire pour mon pays une position plus haute,.. Si vous ne la donnez pas à la France, si la France devait végéter dans l'isolement et dans l'amoindrissement, soyez sûrs qu'elle aussi se demanderait si une dynastie nationale, identifiant son honneur avec celui de la patrie, n'assurerait pas mieux sa grandeur.

Le comte de Paris dut s'embarquer pour l'Angleterre, et tandis que Raoul Duval et cinq ou six députés « hybrides,

chimériques, déclassés » (1) fondaient *la droite républicaine* et préludaient ainsi au ralliement ; tandis que nombre de hautes notabilités catholiques se laissaient entraîner dans l'aventure boulangiste, Émile Keller s'attacha de plus en plus à l'exilé, et l'entoura des avis les plus clairvoyants.

Les lettres du Prince précisent le courant d'idées qui s'établissait entre lui et son correspondant et le terrain politique sur lequel ils se rencontraient. On a proposé à la Chambre la suppression des crédits pour les établissements protestants : « Ne se trouverait-il pas un catholique sincère et éloquent pour les défendre? Il y aurait là un acte politique à faire. Vous vivez trop près de Montbéliard pour ne pas le comprendre » (16 novembre 1886). Il faut toujours placer, comme le fait Émile Keller « les intérêts supérieurs du pays au-dessus des considérations électorales » (3 décembre).

Plus il importe de développer et de répandre dans le pays l'idée monarchique, plus il faut dans la Chambre s'attacher à la politique des résultats immédiats. A nous de préparer l'avenir. Aux députés de sauver le présent. La nouvelle loi militaire est bien mauvaise, mais si on renversait le gouvernement, on ne l'empêcherait pas de passer et on replongerait le pays dans des aventures auprès desquelles la plus mauvaise loi devient insignifiante (30 juin 1887)...

Il faut laisser à chacun le soin de choisir son terrain électoral. Mais j'estime comme vous qu'à côté de la politique parlementaire et de la politique électorale, il y a ce que j'appellerais la politique doctrinaire, si ce mot n'était pas maintenant pris en mauvaise part. Cette politique qui doit être poursuivie avec persévérance, à travers tous les incidents et les accidents journaliers, a pour but de faire connaître la monarchie, de la faire désirer, de montrer la nécessité d'y revenir le plus promptement possible. Elle doit être comme le chœur de la tragédie antique qui tire la morale de chaque péripétie du drame représenté sur la scène (15 février 1888).

Très préoccupé de la question sociale, le prince autorisait, en 1888, Émile Keller à lui amener une députation ouvrière et fixait avec soin le sens des allocutions qui lui seraient adressées sur les corporations, la représentation des intérêts, les assurances. Sous le nom de *France nouvelle*, Émile Keller avait d'ailleurs créé à Paris une association d'ouvriers

(1) Expressions d'Eugène Veuillot dans *l'Univers*.

monarchistes dont le comte de Paris suivait avec satisfaction les progrès. « Remerciez d'avance en mon nom ces enfants de Paris de cette manifestation de leur sympathie pour l'exilé, écrivait-il le 26 avril 1889, à la veille du premier banquet de l'association, de leur ferme confiance dans le succès prochain de leur cause qu'il a l'honneur de représenter. Ils ont raison de compter sur la monarchie qui seule peut sauver la France, et je sais que, de mon côté, je peux compter sur eux. »

Émile Keller était ainsi devenu le confident très intime du prince, lorsque le cardinal Lavigerie le pressa d'accepter la direction politique du ralliement.

*
* *

A l'époque où Émile Keller se tenait sur le « terrain constitutionnel », Mgr Lavigerie, ardent royaliste, avait pressé le comte de Chambord d'en finir avec la République, fût-ce par un coup d'État dont il lui avait tracé le plan (1).

Depuis, ses opinions sur ce qu'il jugeait opportun avaient suivi une évolution inverse de celle d'Émile Keller. En 1885, il avait, d'accord avec le Vatican, lancé de Carthage une sorte de manifeste qui détournait le clergé des luttes électorales et appelait tous les catholiques à s'unir sur le terrain de la défense religieuse, de la *justice* et de la *liberté*. Bon terrain, que le comte de Paris avait approuvé (2), et aussi Émile Keller, car ce dernier comptait avec Chesnelong, Lucien Brun, de Mun, de Mackau, Kolb-Bernard, parmi les treize principaux députés catholiques signataires d'un *Appel* établi sur les mêmes principes. A la fin de la même année, Mgr Lavigerie avait commenté dans un mandement spécial l'encyclique *Immortale Dei* dans laquelle Léon XIII précisait les rapports de l'Église et de l'État, rappelait les devoirs et les droits de la puissance civile, affirmait que « dire que l'Église voit d'un mauvais œil les formes les plus modernes des systèmes politiques » est une calomnie « vaine et sans fondement », et reconnaissait que « s'il s'agit de questions purement politiques, du meilleur genre de gouvernement,

(1) Lettre du 25 août 1874 publiée par la *Gazette de France* du 28 novembre 1890.

(2) Lettre à Mgr Lavigerie du 5 juin 1885.

de tel ou tel système d'administration civile, des divergences honnêtes sont permises ». Cette encyclique n'imposait certes pas la République aux catholiques, et il nous paraît par conséquent exagéré de prétendre qu' « elle contenait en germe » (1) les directives du toast d'Alger ; mais elle donna lieu à de vives controverses entre catholiques intransigeants et catholiques libéraux, et les commentaires de Mgr Lavigerie étaient favorables à ces derniers. Quant aux adversaires de la religion et aux opportunistes, ils conclurent que « les évêques et curés ne pourraient plus désormais se montrer les ennemis de la République sous peine de désobéir au pape, puisqu'il acceptait tous les gouvernements » (2).

La « concentration républicaine » enleva d'ailleurs aux catholiques le bénéfice de l'esprit conciliateur de Léon XIII et produisit en 1886 la loi Goblet sur « la laïcité » de l'enseignement. Aux élections de 1889, pourtant, si les monarchistes, les bonapartistes et les boulangistes furent battus, les radicaux le furent aussi, et la majorité républicaine de la Chambre se trouva modérée. Le gouvernement s'orienta vers l' « apaisement », et beaucoup de conservateurs recherchèrent une tactique nouvelle : M. Piou fonda la « droite constitutionnelle » ; dans *l'Univers*, Pierre Veuillot affirma que « le pays voulait la République » et qu'il fallait sans doute en tenter l' « expérience » ; l'*Union catholique* elle-même, dirigée par Guyot de Salins, Keller, Chesnelong, Lucien Brun, acceptait l'idée d'élargir son terrain d'action et elle demanda, par l'organe de son président, le concours du cardinal Lavigerie.

Le primat d'Afrique venait de lancer une nouvelle lettre pastorale sur l'encyclique *Sapientiæ Christianæ* (19 janvier 1890) : Léon XIII y déclarait qu' « attirer l'Église à un parti quelconque, c'était abuser de la religion » ; que si l'Église ne réprouvait aucune forme politique, « elle ne pouvait pas prêter sa faveur et son appui aux chefs d'État qui l'attaquaient ou méconnaissaient ses droits » ; et cela, en bonne logique, pouvait être interprété en leur faveur par les monarchistes, et surtout par les catholiques qui entendraient rester

(1) J. Tournier, *le Cardinal Lavigerie et son action politique* (Paris, Perrin, 1913), p. 238.

(2) Lettre de Mgr Place, archevêque de Rennes, à Mgr Lavigerie.

en dehors des partis, du parti républicain comme des autres. Mais enfin le pape reconnaissait, une fois de plus, que les catholiques pouvaient être républicains, et c'est ce droit, évidemment, que le cardinal s'apprêtait à leur présenter comme un devoir, comme un devoir en dehors duquel l'union des catholiques, indispensable au salut de l'Église de France, serait condamnée à l'impuissance.

Sollicité naguère d'intervenir en faveur du général Boulanger, Léon XIII avait répondu « qu'il avait pour principe de rester en dehors des luttes de parti à l'étranger », et Mgr Baunard a rapporté que le Pape lui aurait dit plus tard au sujet du ralliement : « Pour sa déclaration d'adhésion à la République, ce n'est pas une mission que je donnai au cardinal Lavigerie, mais une permission et un encouragement... Je lui fis en outre la recommandation de ne pas engager à fond le Saint-Siège dans une action que l'Éminence mènerait par elle-même (1)... » Mais sans doute faut-il noter, avec Mgr Baudrillart (2), « qu'au moment de la conversation de Léon XIII avec Mgr Baunard, les affaires du ralliement allaient déjà mal et que le Pape était pris entre le souci de la vérité et celui de décharger le Saint-Siège d'une responsabilité excessive ». L'entente préalable entre le Pape et le cardinal est en tout cas discutable : après avoir vu, à Fontainebleau, M. Carnot, président de la République ; à Paris, les ministres Freycinet, Ribot et Constans, le cardinal eut, du 10 au 14 octobre 1890, des audiences suivies avec Léon XIII qui admit qu'il fallait briser « les vitres avec les anciens partis », unir les catholiques sur le terrain républicain, prendre M. Keller pour chef, et laisser à l'archevêque d'Alger le soin de choisir, pour rendre ces dispositions publiques, une occasion favorable. Avant de quitter Rome, le 18 octobre, le cardinal écrivit d'ailleurs au ministre de l'Intérieur, M. Constans, que les avantages et la nécessité d'une adhésion explicite de l'épiscopat français à la forme républicaine étaient désormais reconnus par le Saint-Siège, et qu' « il était tout prêt pour sa part à en donner le signal si le Pape le lui demandait ».

L'occasion favorable se présenta le 12 novembre 1890.

(1) *Revue des sciences ecclésiastiques*, juillet-août 1913. — Mourret, *Histoire générale de l'Église*, chap. IX, p. 101.

(2) *Vie de Mgr d'Hulst*, t. II, p. 296.

L'escadre de la Méditerranée était arrivée en rade d'Alger. Le cardinal Lavigerie offrit à son état-major et aux principaux fonctionnaires civils un banquet, et il y prononça le toast renfermant ces mots :

...Quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, que la forme du gouvernement n'a rien en soi de contraire, comme le proclamait dernièrement Léon XIII, aux principes qui seuls peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées ; lorsqu'il n'y a plus, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, que l'adhésion sans arrière-pensée à la forme du gouvernement, le moment vient de déclarer enfin l'épreuve faite, et, pour mettre un terme à nos divisions, de sacrifier tout ce que la conscience et l'honneur permettent, ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour le salut de la patrie.

...En parlant ainsi, je suis certain de n'être démenti par aucune voix autorisée...

On sait l'émotion soulevée en France par le toast d'Alger. Nous n'avons pas à la retracer. Mais, pour achever de dépeindre la situation dans laquelle se trouvait le cardinal au moment de sa prochaine correspondance avec Émile Keller, et pour donner par conséquent tout son sens à cette correspondance, il est indispensable d'ajouter encore quelques détails sur l'attitude du Saint-Siège en présence du fait accompli, et sur les sentiments qu'inspira cette attitude au cardinal lui-même.

Une douzaine d'évêques seulement adhérèrent nettement à la République. D'autres affirmèrent leurs préférences monarchiques, et la grande majorité, devant le torrent des polémiques soulevées par le toast, supplièrent le Saint-Siège d'intervenir. Le cardinal Rampolla, secrétaire d'État, télégraphia au nonce à Paris, Mgr Rotelli, « que par suite de l'agitation présente et à cause des divisions des partis politiques en France, la nonciature n'était pas autorisée à insinuer aux évêques de suivre la voie tracée par le toast du 12 novembre ». Mgr Rotelli fit donc savoir au baron de Mackau et, par lui, aux députés de la droite que le cardinal Lavigerie entreprenait une campagne toute personnelle. Le cardinal demanda à Léon XIII de remplacer Mgr Rotelli par Mgr Ferrata ; mais le Saint-Père lui fit répondre le 28 novembre par le père Burtin, son procureur à Rome, que dans l'affaire du ralliement le nom du Pape ne devait jamais

être prononcé ; que Son Éminence devait garder jusqu'à nouvel ordre un grand silence et une extrême prudence, et ne pas publier sa nouvelle lettre pastorale, projetée pour la mi-janvier, avant d'avoir demandé conseil en haut lieu ; que cette lettre pastorale devait en tout cas s'inspirer de la ligne de conduite qu'allait tracer le Pape aux évêques français ; qu'enfin le Pape regrettait que le cardinal eût parlé de l'autorisation et de l'approbation du Saint-Siège.

C'était un désaveu officieux. Le cardinal adressa aussitôt de Biskra au père Burtin ce grave télégramme :

> Garderai complet silence si, dans pièce annoncée, mon nom et mes paroles ne sont, comme vous le dites, nullement visés ; mais, dans cas contraire, devrais dire forcément tout ce qui sera nécessaire pour sauvegarder mon honneur et mon autorité. Je donnerai publiquement toutes les explications nécessaires.

Il écrivit, en outre, le 3 décembre, que si Léon XIII se laissait aller à cet acte de faiblesse envers les monarchistes, il était libre, mais que pour lui il ne laisserait pas croire qu'il avait pris pareille initiative sans qu'elle eût été demandée et même imposée par le Saint-Père, pour le fond des choses. Il tenait le même langage à Mgr Ferrata, secrétaire de la Congrégation des Affaires extraordinaires.

Mgr Ferrata fut chargé par Léon XIII d'avertir secrètement les évêques venus *ad limina* qu'en adhérant, s'ils le voulaient, à la forme républicaine, « ils feraient œuvre utile et salutaire » ; mais le Vatican traçait comme règle aux catholiques français de se placer uniquement sur le terrain religieux pour ne former qu'un seul parti (conservateur et catholique). Mgr Ferrata recommanda encore le silence au cardinal et le dissuada de publier la lettre pastorale projetée... Mgr Lavigerie, peu satisfait, on le comprend, demanda que le Saint-Père adressât au moins à sa lettre de Noël une réponse dont il pût faire état pour prouver son orthodoxie ; mais Léon XIII garda, sans y répondre, dans ses cartons particuliers, la lettre de Noël.

Telle était la situation du cardinal Lavigerie lorsqu'il entretint, en décembre 1890-janvier 1891, avec Émile Keller, l'émouvant colloque épistolaire qui a amené l'historien du cardinal à formuler ce jugement : « Le cardinal dut faire plus d'une réflexion triste, mais profondément juste, sur la *funeste*

primauté dont jouissent les passions politiques au détriment des plus graves raisons (1). »

*
* *

Mgr Lavigerie et Émile Keller se rencontraient depuis plusieurs années sur le terrain des œuvres. Keller s'était en particulier activement occupé de la *Société anti-esclavagiste*, la grande œuvre du primat d'Afrique ; il en était devenu le président et il avait dirigé ses congrès.

En 1881, il avait été créé comte romain par Léon XIII. En octobre 1890, au moment où il fut choisi à Rome pour devenir le chef du ralliement, le cardinal Lavigerie fit joindre l'hérédité à ce titre, et, tout en annonçant au comte cette nouvelle faveur, ajouta que « Sa Sainteté l'invitait à travailler à l'union des catholiques en France ». Le jour même où il recevait cette lettre du cardinal (31 octobre), Émile Keller exposait à Léon XIII son propre programme d'action :

...Un désir de votre part étant sacré pour moi, je redoublerai d'efforts pour contribuer à cette union. Elle me paraît surtout nécessaire en ce moment pour résoudre d'un commun accord le problème social qui agite la classe si nombreuse et si intéressante des ouvriers, et qui menacerait la société européenne de nouveaux périls s'il n'était pas résolu par l'Église, seule capable de donner aux hommes la paix et la liberté.

...Si, de plus, la loi civile nous rendait la liberté d'association dont nous sommes complètement privés, et si, au lieu d'interdire et d'entraver les fondations charitables, au lieu de persécuter et de ruiner les congrégations religieuses qui sont le service gratuit du peuple, elle prenait soin de les encourager et d'assurer leur avenir, le problème serait promptement résolu, surtout en France, par l'élan spontané de la charité catholique.

Il serait souverainement dangereux et funeste de vouloir remplacer cette action de l'Église et de ses enfants par des contraintes vexatoires ou des assurances obligatoires aux mains d'un État despotique et antireligieux qui en ferait une nouvelle arme de tyrannie et de persécution. C'est donc sur le terrain de la liberté chrétienne que nous voudrions voir se cimenter l'union des catholiques, en attendant que

(1) J. Tournier, *le Cardinal Lavigerie et son action politique*, p. 310. C'est nous qui soulignons la phrase.

des circonstances plus favorables nous permettent de toucher également au problème politique ; et ce serait pour nous une grande force et un précieux appui si le Saint-Père bénissait cet effort.

Pouvait-on déterminer un terrain d'union plus large et plus conforme à l'esprit comme à la lettre des enseignements publics du Saint-Siège? La question politique elle-même était réservée ; mais c'est précisément sur ce point que le cardinal Lavigerie entendait brusquer les choses.

Le 17 décembre, de Biskra, il entamait en ces termes sa négociation :

...Les preuves d'attachement inébranlable que vous avez données au Saint-Siège, et en particulier aux idées et à la personne de Léon XIII, pendant que vous avez appartenu au comité directeur du journal *le Monde*, et de plus le fait que vous n'appartenez, en ce moment, ni à la Chambre, ni à aucune de ses coteries, ont persuadé Sa Sainteté (ceci très confidentiellement) et me persuadent moi-même que vous êtes le président naturellement désigné de l'*Union catholique* qui doit se former en France sous l'inspiration du Saint-Siège...

J'ai attendu, pour vous faire part de ces intentions, la fin de la campagne dont j'ai pris l'initiative et qui m'a valu, comme vous l'avez lu, tant d'attaques aveugles et passionnées de la part d'hommes me prenant bien à tort pour inspirateur de l'expédition, alors que je n'étais que le faible écho de sa pensée. Le Pape a maintenant parlé lui-même par la voix de son ministre, et tout le monde va, désormais, réfléchir, dans le silence, à la nécessité, si l'on ne veut pas perdre la religion, de se rendre à son appel.

Avant de l'entretenir de nouveau de vous, laissez-moi vous demander *tout à fait de moi-même et en secret*, monsieur le comte, si vous croiriez pouvoir accepter les ouvertures qui vous seraient faites en son nom, lorsque le moment sera venu...

Je ne veux rien ajouter à cette communication *confidentielle*. Si vous hésitiez, cependant, je vous répéterais ce que j'ai dit moi-même au Saint-Père, en ce qui me concerne, pour vous conseiller de lui faire la même réponse : *Etiamsi occideris me in te sperabo*. C'est la seule chose qu'un catholique puisse répondre au Pape, dans des circonstances aussi graves que celles que nous traversons. Seul, il peut sauver la religion en France ; mais il ne le peut sans que les catholiques aient bien compris que pour chacun d'eux c'est le cas d'être *obéissant jusqu'à la mort*...

Il est clair qu'en soi cet appel n'avait rien de contraire aux vues d'Émile Keller : celui-ci venait précisément d'affirmer à Léon XIII lui-même la nécessité d'une *Union catholique*, et nul ne semblait mieux désigné pour en prendre la direction. Mais s'il était prêt à combattre, exclusivement, sur le terrain religieux et social, il n'estimait pas qu'il fallût pour autant se rallier à la République : or, c'est évidemment ce que voulait le cardinal. Le toast d'Alger n'était-il vraiment que « le faible écho de la pensée du Pape »? Et décliner les ouvertures du cardinal équivalait-il à désobéir à Léon XIII? Mais ni les déclarations du nonce ni la lettre du cardinal secrétaire d'État à l'évêque de Saint-Flour, ni tout ce qu'Émile Keller savait des réserves de Rome ne l'obligeaient à pareille interprétation. Il répondit donc, le 29 décembre, au cardinal Lavigerie, avec la précision nécessaire :

Vous m'adressez un appel dont je suis profondément honoré, et auquel je vous demande la permission de répondre avec simplicité et franchise...

En France, l'idée d'un *parti catholique*, ou, si vous le préférez, d'une *union catholique*, s'agite depuis plusieurs années, et beaucoup de chrétiens pensent qu'il faut laisser de côté toute préoccupation politique pour travailler uniquement à la défense de la liberté et des intérêts religieux. Sous cette forme restreinte, l'union des catholiques n'est pas à faire, elle s'est faite dans les Chambres toutes les fois qu'une question religieuse a été posée. Elle s'est faite en dehors du Parlement, dans les œuvres des *comités catholiques* et de la *Société générale d'éducation*, qui n'ont pas cessé de grandir, qui tiennent leurs congrès à Paris et en province et où nous nous efforçons d'unir les efforts de tous les catholiques en dehors de la politique. Dans les œuvres, nous recevons le concours et les offrandes des royalistes, des bonapartistes, des républicains modérés, et je pourrais vous citer tel sénateur de gauche bien connu qui nous envoie chaque année cinq cents francs.

Faut-il aller plus loin, demander à tous les catholiques, unis par un accord tacite, de faire publiquement un acte d'adhésion à la République qui les opprime et les persécute? Faut-il le leur demander au nom du Saint-Père?

Je ne le pense pas. Tant que la République s'acharnera à identifier son existence avec la guerre à Dieu et à l'Église, elle causera à la majorité des chrétiens une invincible répulsion. Cette situation se résume

dans une parole que m'adressait un jour un de mes collègues de gauche : « Monsieur Keller, nous ne pouvons pas vivre ensemble. Il faut que la République tue le catholicisme, ou que le catholicisme tue la République. »

Faut-il que le Saint-Père emploie sa haute, son éminente autorité à vaincre les répugnances des fidèles? Je craindrais fort que son intervention n'obtînt pas le résultat que vous paraissez en espérer. Elle ne resterait pas secrète, c'est impossible, et une fois connue, elle soulèverait, même chez les bons, des objections violentes. En effet, il ne faut pas oublier qu'en France on n'admet à aucun degré l'intervention du clergé dans le domaine politique...

On sait parfaitement que le Pape et les évêques ne sont pas toujours hostiles à la *forme* républicaine ; mais ils compromettraient peut-être leur autorité en descendant dans l'âme politique et en imposant une direction politique aux laïques... En réalité, il n'y a peut-être rien à tenter en ce moment en dehors des *œuvres catholiques avant tout*... Le jour où les républicains feraient un pas sérieux vers nous, ils savent bien qu'ils désarmeraient presque toutes les oppositions ; mais ils ne veulent et ne peuvent pas faire ce pas, parce qu'ils sont tenus par leurs engagements maçonniques et leur passion antireligieuse.

Je vous ai exposé toute ma pensée. Si j'ai mal compris la portée de l'appel que vous m'adressiez, j'espère que vous aurez la bonté de m'éclairer complètement, et que vous ne douterez pas de mon dévouement filial à Léon XIII et de mes sentiments pour vous.

Sans même faire intervenir ses opinions politiques personnelles, et de la façon la plus courtoise et la plus claire, Émile Keller venait d'exposer les inconvénients et, il faut bien le dire, la contradiction profonde du ralliement : obliger en conscience les catholiques à adhérer à la République, c'était, en pratique, non pas les unir, mais les désunir, puisque c'était faire à leurs convictions une violence qu'ils n'admettraient pas, puisque c'était transformer cette union religieuse existante en un parti politique qui aurait fatalement ses dissidents. Émile Keller aurait pu invoquer contre une telle méthode la lettre du cardinal Rampolla à l'évêque de Saint-Flour, et aussi les lettres pastorales du cardinal Lavigerie lui-même, interdisant formellement à son clergé de participer aux luttes électorales : pour le Pape et les évêques, prêcher le ralliement c'était bien « descendre dans l'arène politique » et s'exposer, de la part des fidèles, aux pires

mécomptes, sans désarmer les adversaires de l'Église, les « anticléricaux », pour lesquels la République était tout autre chose qu'une simple forme de gouvernement.

Était-il juste de dire, avec M. l'abbé Fournier, que « la portée de l'appel du cardinal n'avait pas été comprise » par Émile Keller? La réponse « très confidentielle » du cardinal, qui s'efforça, le 4 janvier 1891, de réfuter des objections, mais découvrit toute sa politique, établit le contraire :

Je comprends que vous ayez besoin d'explications et je comprends aussi que mon devoir est de vous les donner *tout entières*, afin que vous sachiez le but que poursuivent ceux dont je n'ai été, au fond, que le porte-voix...

Je n'ai d'abord, en ce qui me concerne, aucune objection personnelle à faire, en soi, contre la royauté, même celle des fils ou petits-fils de Louis-Philippe ; mais je crois avec d'autres que la royauté ne pourrait se maintenir en France. Pourquoi, dès lors, user nos forces, celles de l'Église, à la rétablir?

La République, au contraire, peut vivre et s'acclimater par la seule raison qu'elle existe, et qu'on ne voit pas, dans l'état d'effritement politique où nous sommes, qui pourrait la renverser et la remplacer. On voit, au contraire, très bien qui pourrait, sans miracle, en chasser les radicaux pour donner leur place aux conservateurs. *C'est le corps électoral.* Aussi est-ce à ce corps électoral français, c'est-à-dire au pays, qu'il faut s'adresser,.. Beaucoup de catholiques ont bien, au fond, la même pensée, mais il y a deux points où ils s'éloignent sensiblement des idées du Saint Siège.

Le Saint-Siège, en effet, ne vise pas seulement la France ; il embrasse le monde catholique tout entier. Or, il est entouré d'ennemis et ne peut s'appuyer sur aucune grande puissance : ni sur l'Italie qui veut sa ruine, ni sur l'Allemagne qui est foncièrement protestante, ni sur l'Autriche qui est toujours joséphiste. Il ne voit, après tout et malgré tout ce qui s'est passé, qu'une seule alliance possible : celle de la France. Mais, de la France, il ne peut se rapprocher que si la République qui nous gouverne se *transforme* et devient *conservatrice et chrétienne.*

Une union, telle que les catholiques dont je parle l'entendent, se proposerait bien d'atteindre ce dernier but. Mais si ce sont les anciens partis qui la forment *en restant ce qu'ils sont*, c'est-à-dire sans renoncer à aucune de leurs prétentions politiques, pas même à leur nom, ce sera la guerre au couteau avec les républicains, et de ce chef toute entente ou rapprochement avec l'Église et le Saint-Siège deviendra

impossible. Pour qu'on se rapproche, il faut commencer par l'acceptation de la *forme constitutionnelle du gouvernement* et la renonciation à l'opposition systématique.

C'est ce rapprochement qui s'essaie, en ce moment même. Dans ces conditions, le gouvernement ne pourra pas s'opposer à ce que les catholiques soutiennent leurs idées, leurs droits et s'associent pour former une vaste union sous *l'étiquette républicaine*.

Mais si les catholiques ne veulent pas renoncer à se dire membres des anciens partis et accepter la forme républicaine, la guerre se continuera *au couteau*, et le Saint-Siège, au lieu d'atteindre son double but qui était d'améliorer sa situation au dehors en se rapprochant d'une France *améliorée* et de sauver la religion parmi nous, se trouvera jeté, après ses premières avances, et nous avec lui, dans des difficultés inextricables. Notre gouvernement le traitera en ennemi *hypocrite*...

Si l'on veut suivre la direction du Saint-Siège, c'est donc par là qu'il faut commencer, et en venir ensuite, par voie de conséquence constitutionnelle (ce qui est accepté de tous), à la formation d'une union conservatrice et catholique, ou, si l'on préfère plus tard la nommer ainsi, à la création d'une *droite puissante*...

Cette union se ferait, je le répète, entre tous ceux qui, pour sauver la religion, seraient disposés à *se résigner*, sans rien renier de leurs opinions, *à la forme du gouvernement et à la soumission aux lois*.

Pour arriver à établir entre ces deux nuances un accord pratique et véritable, il faut un programme accepté de vous. Voici celui que je proposerais pour ma part :

1° Accepter le gouvernement établi qui est, en France, celui de la République, *dans la mesure et dans le sens où le Saint-Siège l'accepte lui-même*, pour remplir la haute mission dont il est chargé par Dieu, pour le bien de la religion et le salut des âmes ;

2° Renoncer à toute alliance avec les partis politiques, et, en conséquence, à toute opposition *à la forme du gouvernement actuel* que ces partis veulent renverser ;

3° S'unir ensuite exclusivement, en oubliant toutes les discordes intérieures, *sur le terrain religieux*, et s'organiser de façon que dans les prochaines élections générales (pratiquement on ne peut rien faire plus tôt) la majorité soit acquise dans la Chambre aux conservateurs catholiques...

Quant à l'organisation du personnel de l'Union catholique, elle devrait encore être fort simple :

A Paris, un conseil central composé de douze membres choisis parmi les catholiques éprouvés, dont le nom n'a pas été compromis

dans les luttes violentes des partis hostiles et, en particulier, dans le boulangisme.

En province, un conseil dans chaque diocèse, dont le président serait désigné dans les mêmes conditions, ce qui ne serait pas difficile avec les renseignements que l'on pourrait obtenir soit de l'évêque soit des hommes d'œuvres.

La charge de ces divers conseils serait de livrer, à tout ce qui est sectaire, les *batailles décisives* en soutenant nos combattants par la presse et en provoquant des contributions de la part des chrétiens.

Voilà, monsieur le comte, ce qui peut vous donner une idée de ce que désire, au fond, le Saint-Siège, comme cela se voit évidemment par les derniers enseignements de Léon XIII, et ce que l'Union catholique serait appelée à réaliser sous la direction de son *président général* et de son conseil (de Paris).

Puisse ce président être celui que, pour ma part, je désire entre tous les autres! Je me borne aujourd'hui à lui demander *le secret*, et, s'il m'est permis de lui citer mon exemple, de lui rappeler qu'il y a des cas où il faut savoir, pour Dieu et pour la France, tout sacrifier, même son repos et sa vie, lorsque le vicaire de Jésus-Christ croit utile de s'adresser à nous. J'attendrai votre réponse... avec confiance.

Il n'y avait donc plus d'ambiguïté : Émile Keller était invité à adopter une politique dont le premier principe était le ralliement à la République. Le cardinal pouvait avoir raison en ce qui concernait le peu de chances de rétablir alors et de maintenir la monarchie ; mais s'agissait-il d'« user les forces de l'Église » à la restaurer? Il n'avait pas tort d'attacher aux élections une extrême importance ; mais la question était précisément de savoir si le ralliement tel qu'il le comprenait était le meilleur moyen d'assurer la victoire conservatrice et catholique. Il admettait qu'on « se résignât » à la forme du gouvernement « sans rien renier de ses opinions » ; mais en ce cas pouvait-on franchement se dire républicain? Il déclarait que les catholiques français devaient accepter la République « dans la mesure et dans le sens où le Saint-Siège l'acceptait lui-même » : n'était-ce pas confondre deux plans d'obligations fort différents, ou parler d'une soumission pratique à la légalité, à la puissance de fait, à « César », que nul homme d'ordre ne nie, et qui d'ailleurs a ses bornes dans les droits de Dieu? Il demandait qu'on renonçât à toute collaboration avec les anciens partis : mais était-ce supprimer ces anciens partis, et fallait-il

exclure de l'Union des catholiques qui constituaient leur élite, et en même temps l'élite de la France chrétienne? Il parlait de « s'unir ensuite *exclusivement... sur le terrain religieux* » : mais alors à quoi bon l' « étiquette républicaine » collée auparavant sur la porte des comités? Et pourquoi lui attribuer la vertu merveilleuse d'assurer la déroute des « sectaires »? En vérité, les arguments contraires à une telle thèse ne manquaient pas à Émile Keller, qui répondit au cardinal le 15 janvier 1891, sans se départir de la plus profonde déférence, mais avec une fermeté dont les événements ultérieurs prouvèrent la clairvoyance :

Éminence, ...dans une question de si haute gravité, vous ne me pardonneriez pas, si je ne vous exprimais pas nettement ma pensée, si je ne vous disais pas ce que commandent, à mes yeux, l'intérêt de la France et celui de l'Église, qui en réalité n'en font qu'un seul. Le fait qui domine la situation et que les incidents de chaque jour viennent sans cesse confirmer, c'est *l'hostilité systématique et implacable* de la plupart des républicains contre la *religion catholique*. Ils lui ont déclaré et ils lui font, sans trêve ni repos, ce que vous appelez une *guerre au couteau*... Lors même que nous changerions d'attitude, ils sont bien résolus à nous combattre toujours comme des ennemis, qu'il faut non seulement écarter du pouvoir, mais opprimer, détruire et faire disparaître.

C'est donc une erreur de penser qu'on désarmerait cette haine en adoptant l'étiquette républicaine. Et tandis qu'on resterait en butte aux mêmes persécutions, on se séparerait ainsi sans aucun profit d'un grand nombre de catholiques zélés et généreux, qui n'ont pas foi dans la forme républicaine, qui la considèrent comme identifiée avec la haine de l'Église et comme mal adaptée au tempérament français...

Étant ainsi attaqués, traqués, mis hors la loi et hors les fonctions publiques par des ennemis implacables, l'instinct de la conservation et la force des choses nous conduisent à nous unir en temps d'élection à tous ceux que la politique actuelle a froissés, et à joindre la cause religieuse à celle de nos finances, de notre armée, de notre magistrature, etc. C'est par cette union de toutes les forces conservatrices qu'on est arrivé à avoir en 1885 cent soixante députés toujours d'accord pour défendre nos intérêts religieux. En nous séparant des partis politiques et de leurs états-majors, loin d'arriver à former une *droite puissante et une majorité*, c'est à peine si nous conserverions une dizaine de sièges pour les candidats *purement catholiques*, et je ne

vois pas d'ici les départements où pourraient se former des comités solides pour le succès de ces candidatures.

Je serais désolé que le Saint-Père se découvrît, même indirectement et en secret, si tant est qu'il y ait des secrets, pour obtenir un pareil résultat. Je craindrais fort que ce ne fût un amoindrissement pour son autorité, si grande et si incontestée en France. Et qu'obtiendrait-il en échange? Quand Pie VII traitait avec Napoléon Ier, il avait affaire à un homme assez puissant pour museler la Révolution et pour assurer de véritables avantages à l'Église. Aujourd'hui, ceux qui gouvernent sont les instruments, aveugles et dociles, de la passion antireligieuse. Celui qui essaierait de résister serait brisé...

S'il m'était permis de dire au Saint-Père ce que nous attendons, ce que nous désirons en ce moment, je lui dirais très respectueusement qu'au lieu d'une adhésion à l'étiquette républicaine, qui attristerait et découragerait nos meilleurs amis, et qui porterait tous les catholiques douteux à faire des concessions à nos ennemis, nous aurions besoin d'une parole qui nous encourageât pour la lutte et qui nous groupât autour de nos évêques, non pour garder le silence, mais pour agir, pour protester, pour résister. La mollesse est grande non seulement parmi les partis politiques qui ne font courir aucun danger au gouvernement, mais aussi parmi les catholiques qui sont trop disposés à courber la tête devant l'orage. Le moment ne serait-il pas venu de les réveiller pour le bon combat?

En résumé, je pense qu'il faut attendre que la République se montre moins sottement antireligieuse, ou qu'elle périsse par ses fautes. Si elle devient meilleure, on ira à elle tout naturellement et sans effet. Presser les choses et devancer ce moment, ce serait compromettre gravement l'*Union des catholiques* et l'existence de toutes les œuvres qu'ils soutiennent avec tant de zèle. Le profit serait grand pour nos ennemis, le dommage non moins grand pour nous.

Émile Keller ne faisait que préciser ses arguments antérieurs et ses propres dispositions. Sans doute était-il dur pour le cardinal de lire qu'en somme il manquait de clairvoyance, et que le moyen proposé par lui allait à l'encontre du but ; mais Émile Keller avait l'impérieux devoir d'opposer à ses instances une conviction basée sur une longue expérience politique et un indiscutable désintéressement. Après tout, il n'était pas pour la République un adversaire plus irréductible que la masse des catholiques, et il prévoyait le moment où le ralliement pourrait s'opérer de lui-même. La religion nationale représentait encore une force

énorme : si, au lieu de vouloir entraîner cette force dans l'orbite républicaine, au lieu de l'énerver et de l'effriter, on l'organisait et on la maintenait bien tendue sur son terrain propre, n'amènerait-on pas la force adverse à s'incliner un jour devant son invincible résistance? Ce n'était pas parce que trop de catholiques étaient monarchistes que les radicaux les combattaient ; c'était parce qu'ils étaient catholiques ; ces derniers, pour l'emporter, devaient dès lors résister en tant que catholiques, tout en oubliant dans cette lutte commune leurs divergences politiques. Tel était le nœud de la question ; telle, en tout cas, la position prise par Émile Keller. Une telle position ne se conciliait guère avec le grand rôle politico-religieux qu'avait rêvé de jouer, « en pressant les choses », le cardinal Lavigerie. Par sa lettre du 26 janvier, ce dernier voulut encore prouver ses torts au chef qui lui échappait, et il le fit en ces termes :

Je n'insisterai pas sur l'affaire. Mais, au fond, je trouve que vous ne jugez pas exactement la pensée qui la dirige. Le Saint-Siège demande aux catholiques ce que leur demande l'Évangile, de *rendre à César ce qui est à César*, en demandant l'acceptation du gouvernement établi. Cette acceptation, Notre-Seigneur la demandait pour le gouvernement de Néron qui allait venir, et de tous les persécuteurs qui l'ont suivi pendant trois cents ans et qui voulaient, eux aussi, la destruction du catholicisme.

Il demande aux mêmes catholiques *de rendre à Dieu ce qui est à Dieu*, en défendant la cause de l'Église, et cela, non par des conspirations et par des révoltes, mais par tous les moyens que leur offrent les lois.

Dire qu'il faut ainsi s'allier avec les républicains actuels et surtout les aimer ou les estimer, c'est vraiment une conséquence trop forcée. Ce n'est pas avec les républicains, tels qu'ils sont aujourd'hui, que le Saint-Père, par la voix du cardinal Rampolla, nous demande de conclure un traité quelconque. Il nous demande de nous adresser *à la France, au corps électoral*, pour obtenir, dans la situation, des modifications telles qu'elles rendent le gouvernement acceptable. Nous n'avons pas su les obtenir jusqu'ici, même en 1885... Si on avait agi avec plus d'énergie et d'ensemble, et surtout si on avait fait le sacrifice des passions de parti, on aurait abouti.

C'est cet ensemble et cette énergie que le Saint-Siège demande aujourd'hui aux catholiques, et pour faciliter le succès, il désire que nous tenions compte des tendances ou des préjugés des masses et

que nous renoncions à l'alliance avec les anciens partis malheureusement impuissants ; et pour preuve visible de la cessation de cette alliance, que nous acceptions le gouvernement actuel dans le même sens et dans le même but que le Pape le fait lui-même

Vous préférez conserver le système suivi depuis vingt ans et qui nous a si mal réussi. J'avoue que, dans un homme de votre caractère, de votre haute intelligence et de votre esprit si fermement chrétien, cela me paraît, à distance, *incompréhensible.*

A la faveur de singulières confusions, le cardinal achevait ainsi de condamner Émile Keller. Il l'accusait d'être en opposition avec l'Évangile, avec l'Église, avec le Pape ; de conserver un système basé sur des conspirations, des révoltes, des passions de parti ; un système néfaste que l'intelligence, le caractère et l'esprit chrétien d'Émile Keller auraient dû lui faire abandonner... C'était la rupture.

* * *

C'est en invoquant formellement la volonté de Léon XIII que le cardinal avait essayé d'entraîner celle d'Émile Keller. C'est donc auprès de Léon XIII que le comte romain devait maintenant se justifier, et il le fit sans plus tarder, le 7 février 1891, dans une lettre où il traitait dans son ensemble toute la question du ralliement. Bien que ce mémoire reprenne les arguments déjà opposés à l'archevêque d'Alger, il est utile d'en reproduire ici les passages essentiels, car il achève d'éclairer la pensée d'Émile Keller et celle de tous les catholiques éminents qui imitèrent sa conduite. Sans sortir du domaine des faits politiques qu'il connaissait aussi bien que le primat d'Afrique, et sur lequel il avait, lui, chef laïque, le droit incontestable de se tenir, il analysait l'état de l'opinion, les dangers et l'inutilité pratique du ralliement imposé par l'autorité religieuse, les résultats jadis obtenus avec le concours des « anciens partis », et les moyens que pouvait employer le clergé pour réaliser l' « union plus intime » des catholiques :

Très Saint-Père,

...Placé momentanément en dehors du Parlement, je ne mets aucune pensée, aucune affection, aucune préoccupation personnelle au-dessus de l'intérêt supérieur de l'Église et de la France, auquel je suis prêt à tout sacrifier.

J'ajoute que je me garderai d'entrer dans le domaine des principes et de la doctrine et que je resterai dans le domaine des faits qu'un laïque peut constater et apprécier, et qu'il a le devoir de faire connaître au Père commun des fidèles.

Il y a quelques mois, un trop grand nombre de conservateurs et de catholiques avaient placé dans le général Boulanger une confiance qu'il ne méritait pas, et comptaient sur lui pour les débarrasser de la République et des républicains... Ceux qui attendaient tout d'une baguette magique sont aujourd'hui les premiers à crier qu'il n'y a plus rien à faire, et qu'il faut renoncer à changer la forme du gouvernement. Au milieu de ce découragement politique, les questions religieuses prennent chaque jour plus d'importance. Elles sont pour ainsi dire les seules pour lesquelles on se passionne encore. De là, la pensée naturelle d'abandonner les préoccupations politiques, les théories gouvernementales, et de s'unir pour défendre la liberté religieuse.

Jusque-là, tout le monde est d'accord ; mais quelques-uns font un pas de plus, et estiment qu'il ne suffit pas de garder le silence sur la forme du gouvernement, qu'il faut adhérer publiquement à la constitution républicaine, et qu'ainsi l'on pourra soit adoucir l'hostilité du parti républicain et obtenir de lui des concessions, soit ramener à soi une partie hostile du corps électoral...

Peut-on espérer sur ce terrain l'union des catholiques, et atteindre par là le résultat satisfaisant que je viens d'indiquer?

Quelle est réellement l'opinion de la France?... Il ne faut pas oublier qu'il y a vingt ans l'Empire n'avait en face de lui qu'une opposition beaucoup moins importante que celle d'aujourd'hui et qu'au Corps Législatif les représentants de l'idée républicaine étaient au nombre de cinq.

Même en ce moment, il y a peu de républicains systématiques et convaincus. Ils ont groupé autour d'eux tous ceux qui cherchent avant tout, et sous n'importe quel régime, la ruine du catholicisme et la destruction de la foi dans les âmes. Enfin, à ce concert de toutes les mauvaises passions, se joignent les calculs et l'intérêt qui asservissent au pouvoir, quel qu'il soit, tous les fonctionnaires et la foule sans nombre de ceux qui attendent une faveur du pouvoir ou qui redoutent la sévérité, les rigueurs justes ou injustes de leurs agents.

Malgré cette puissance redoutable dont dispose le gouvernement, près de la moitié des électeurs ont voté contre lui en 1885 et en 1889, et manifesté, malgré une pression éhontée, leur opposition pour le régime que nous subissons. Sans doute, beaucoup d'entre eux ne connaissent pas la monarchie ou n'y croient pas ; mais alors ils sont prêts

à se rallier au premier venu qui les débarrassera de la République. Pour la masse, il n'y a pas de distinction subtile à faire entre la République et les républicains. La République, c'est le régime impie et persécuteur que nous subissons dans les plus petits villages comme dans la plus grande ville... Si l'on dit au peuple qu'il faut admettre l'étiquette républicaine, il en conclura qu'il faut voter pour ceux qui la portent en ce moment, et il votera pour les radicaux que patronne le gouvernement.

Parmi les catholiques, il y aura une scission profonde au lieu de l'union qu'il est désirable de réaliser. Les uns céderont à la tentation de suivre le torrent... Les autres, blessés dans leurs convictions intimes et profondes, ne pouvant adhérer à un régime qui déshonore la France et qui la conduit à sa ruine, se retireront non seulement de l'arène politique, mais encore des œuvres catholiques, où ils défendent en ce moment les droits et les libertés de l'Église...

Nous sommes aujourd'hui étroitement unis par notre dévouement, notre soumission et notre attachement au Saint-Siège... Quand nous serions tentés de nous diviser, c'est cette voix du Père commun, planant au-dessus de nos querelles et de nos partis, qui nous réunit tous autour de lui.

Ce serait une grave erreur de penser qu'une invitation du Souverain Pontife adressée aux fidèles pour obtenir leur adhésion à la République aurait le même effet. Elle n'empêcherait pas la scission dont je parlais plus haut, et, aux yeux des catholiques divisés, comme aux yeux de leurs adversaires réjouis, je ne crains pas de dire qu'elle diminuerait l'autorité du Saint-Siège. Les évêques ne pourraient répondre à cette invitation qu'à regret, sentant qu'ils ne seront pas suivis par leur clergé et par les meilleurs de leurs fidèles, comprenant que leur troupeau va se diviser au grand dommage de toutes les œuvres catholiques. En effet, ces œuvres reposent principalement sur le dévouement d'hommes convaincus que la République conduit la France à sa ruine. Ces hommes pourront se taire et cesser d'agir ; ils ne sauraient dire et faire le contraire de ce qu'ils croient. Pour compenser le mal si grave qui est à redouter... quels avantages est-il permis d'espérer? Les hommes qui sont au pouvoir sont bien résolus à nous combattre toujours comme des ennemis, qu'il faut non seulement écarter du pouvoir et de toutes les fonctions publiques, mais opprimer, détruire et faire à jamais disparaître...

Toutefois est-il permis d'espérer qu'on ramènerait à soi les sympathies et les votes d'un grand nombre d'électeurs et qu'ainsi on pourrait reconquérir la majorité dans la Chambre? Non, ce serait croire à un tiers-parti à la fois conservateur et républicain, qui est

plutôt une ombre qu'une réalité au sein du Parlement, et qui n'existe pas du tout dans le pays... En temps d'élection, ceux qui sont catholiques avant tout, fussent-ils ralliés à la constitution, seront combattus comme des malfaiteurs par le gouvernement et par tous ses agents et n'auront chance de succès qu'en s'unissant à ceux que la politique radicale a froissés et en joignant la cause de la religion à celle de nos finances, de notre armée, de notre magistrature. C'est par cette union de toutes les forces conservatrices qu'on est arrivé à avoir en 1885 et en 1889 de cent soixante à deux cents députés *toujours d'accord pour défendre nos intérêts religieux*. En nous séparant des partis politiques et de leurs états-majors, loin d'arriver à former une droite puissante et une majorité, c'est à peine si nous conserverions une *vingtaine* de sièges pour des candidats purement catholiques, et je ne vois pas d'ici les vingt collèges où l'on pourrait assurer le succès de ces candidatures...

Ainsi la République conservatrice et chrétienne, qui peut être attrayante en théorie, n'a en France ni partisans, ni chance de succès...

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire pour répondre au désir *d'union plus intime* et d'activité plus énergique des catholiques? Loin de moi cette pensée. Ici encore, en restant dans le domaine des faits, il est facile de voir ce qui s'est fait depuis treize ans pour résister à la persécution, et ce qui pourrait se faire pour rendre cette résistance plus forte et plus efficace.

Des laïques appartenant à des opinions diverses, mais plaçant au-dessus de toute autre préoccupation la défense des intérêts religieux, se sont groupés dans des œuvres actives et dévouées... Votre Sainteté connaît ces œuvres qu'Elle a toujours daigné encourager, et un grand nombre d'évêques n'ont pas manqué de leur témoigner leur sympathie et leur bienveillance. Néanmoins, les moyens d'action pourraient être singulièrement complétés et développés si le clergé et surtout les évêques s'en occupaient plus directement, s'ils stimulaient le zèle des fidèles et s'ils ne craignaient pas de se mettre à leur tête pour diriger leurs efforts et leur résistance.

Je ne citerai qu'un exemple de ce qui se fait et de ce qui pourrait se faire. C'est surtout sur le terrain de l'école impie ou chrétienne qu'on se dispute les âmes des enfants et que se joue l'avenir de la société et de la patrie. Or, bien que doctrinalement l'enseignement irréligieux et même l'enseignement neutre aient été maintes fois condamnés par le Saint-Siège, dans la pratique, non seulement on tolère partout l'enseignement neutre, mais parmi les milliers d'instituteurs qui professent ouvertement l'impiété et l'athéisme, *pas un seul* n'a vu son école interdite aux parents chrétiens par l'autorité ecclésiastique. Et

lorsqu'en face de cette école perverse, un bon curé ouvre une école chrétienne, souvent le gouvernement, pour le punir, supprime son traitement, et le traitement n'est rétabli que le jour où l'évêque consent à déplacer ce bon curé. Pour éviter de semblables difficultés, nos prêtres deviennent de plus en plus prudents, et cette vertu cardinale grandit démesurément aux dépens des autres.

En résumé, les questions politiques tendent à s'effacer et à perdre leur acuité. Il serait peut-être fâcheux de les raviver en demandant aux catholiques une adhésion constitutionnelle que beaucoup d'entre eux refuseraient, qui par suite les diviserait et affaiblirait singulièrement leur force et leur union si belle autour du Souverain Pontife...

Au contraire, en laissant aux laïques leurs convictions de citoyens et la liberté de manœuvrer, comme ils l'entendent, sur le terrain parlementaire et électoral, tout est à faire pour augmenter et cimenter l'union des catholiques sur le terrain *des œuvres d'éducation, de propagande, de charité et de défense sociale.*

Là, les évêques peuvent *décupler* les forces des laïques... Il faut qu'en dehors de la politique les efforts de tous les fidèles, groupés sous la direction de leurs pasteurs légitimes, soient coordonnés et concentrés pour résister aux sectaires implacables qui ont pris l'engagement de déchristianiser la France. Dans cette lutte, on rencontrera des difficultés ; mais il n'existe pas de moyen de les éviter ni de les atténuer, et les concessions faites à nos ennemis les rendent plus audacieux, plus entreprenants, et augmentent d'autant le mal que nous aurons ensuite à guérir et à réparer. Pour nous sauver, l'adhésion peu sincère donnée à la République n'aurait pas plus de vertu sur l'adhésion donnée par un trop grand nombre et par les mêmes au général Boulanger. Au lieu de nous affaiblir et de nous diviser, unissons-nous *dans la résistance* où les caractères se retrempent pour des jours meilleurs, dont Dieu seul a le secret...

Léon XIII ne devait pas approuver cette ligne de conduite. Émile Keller était trop fidèle catholique pour prendre publiquement à l'égard du Saint-Siège l'attitude de la résistance. Chassé d'ailleurs du Parlement dont il était depuis trente ans l'honneur, il resta royaliste, royaliste *par raison*, et il continua à combattre pour sa foi jusqu'en 1909, jusqu'à la mort, sur le terrain qui lui restait.

GUSTAVE GAUTHEROT.

A travers le répertoire lyrique [1]

VII

Le Roi d'Ys

C'est peut-être la première fois, après trente-quatre ans, que nous reparlons du *Roi d'Ys*. Heureux de n'avoir point à nous dédire, on nous pardonnera s'il nous arrive, çà et là, de nous répéter.

Lalo, un petit nom, porté naguère par un petit homme. Rare et longtemps mélancolique destinée, sans aurore, sans midi, mais dont le soir eut l'éclat et comme la jeunesse d'un matin triomphant. Les musiciens avaient toujours tenu pour un des leurs, et l'un des premiers, l'auteur de nombreux ouvrages de musique de chambre. Le public des concerts applaudissait la *Symphonie espagnole* et la *Rapsodie norvégienne*. Mais ce qu'on appelle, ou ce qui s'appelle « le monde », se réservait encore. Dans les salons, une voix magnifique et conjugale chantait en vain de nobles chants : certaine *Esclave* surtout, la plus belle peut-être des *Orientales* ou des *Captives*, plainte grave et profonde, portée et comme flottante sur le fleuve (*uxorius amnis*) de l'incomparable voix.

Lalo vieillissait : « *Que faisiez-vous au temps chaud?* » lui demandait-on. « *Je chantais, ne vous déplaise.* » Et ce qu'il avait chanté, c'était le *Roi d'Ys*. Il proposa donc le *Roi*

(1) Voir la *Revue Universelle* des 1er janvier, 1er avril, 1er juin, 1er août, 15 novembre 1921 et 1er février 1922.

d'Ys au directeur de l'Opéra, mais celui-ci de lui répondre : « *Eh bien! dansez maintenant* », ou plutôt : « Faites danser. » Alors il écrivit le délicieux ballet de *Namouna*, qu'on n'écouta guère, et de cette chute, à son âge, il faillit ne pas se relever.

Mais un jour, un beau jour de mai de l'an 1888, vers la fin de la « saison », l'Opéra-Comique représenta le *Roi d'Ys*. Une foule subitement saisie d'enthousiasme acclama le chef-d'œuvre qu'elle n'attendait pas et ce fut dans toute la salle comme si d'un flacon poudreux et par hasard ouvert un parfum très fort et très doux s'était échappé.

Chef-d'œuvre en effet, et peut-être l'un des trois plus purs, (les deux autres étant *Carmen* et *Samson*), de notre musique de théâtre en un demi-siècle, le *Roi d'Ys* n'en est pas le plus populaire. Il n'exerce même pas, sur le « public » du moins, le charme plus sensible d'une *Manon* ou d'un *Werther*. Le vulgaire est excusable d'y trouver je ne sais quoi de plus fier, d'un peu distant et, pour ainsi dire, de moins flatteur.

Pour définir le caractère général de l'œuvre, le mieux est peut-être de s'en rapporter au dessein même de l'auteur. Il nous l'exposait naguère en ces termes : « Négation de tout système. J'écris ce que je trouve en moi, sans aucune préoccupation des illustres voisins, et le vocabulaire moderne : « la vérité dans l'art, la transition, l'idéal nouveau », n'est pour moi qu'un jargon incompréhensible. Musset a mille fois raison contre tous les théoriciens et je répète après lui : « *Mon verre n'est pas grand, mais...* » Pour le *Roi d'Ys*, j'ai fait absolument tout le contraire de ce que je fais pour la musique de chambre et la symphonie : je ne me suis servi que de formes très brèves et, d'un bout à l'autre, j'ai volontairement écarté tous les développements. Le désavantage de ce procédé, c'est l'écourtement musical ; l'avantage, c'est la marche rapide de l'action dramatique. Je savais très bien qu'il y avait là un dangereux écueil. Les gens sans parti pris m'ont donné raison, les autres ont fait la grimace et, ne pouvant condamner entièrement une partition très fouillée, ils ont prononcé une sentence mitigée : « Œuvre de transition. » Cela me fait rire, car, dans le *Roi d'Ys*, il n'y a pas trace de transition entre le passé et l'idéal nouveau.

« Je vous remercie d'avoir défendu le dernier acte. Il est vraiment trop absurde de désirer un vaste tableau sympho-

nique, comme l'admirable *Déluge* de Saint-Saëns, pour clore une partition qui ne comporte que des scènes rapides, sans aucun développement. Je regrette, au contraire, de n'avoir pas été aussi concis à la fin qu'au commencement. »

Quelques mois plus tard (novembre 1889), autre billet : « Beethoven est mon dieu et j'ai le grand tort de comprendre très peu ce qui s'écarte trop de cet idéal inconscient ; en d'autres termes, j'ai la passion de Rembrandt et je ne comprends pas Raphaël. N'allez pas croire que j'aie la prétention du *grand*. C'est une sensation, pas autre chose. »

Du *Roi d'Ys*, ou sur le *Roi d'Ys*, tout n'est pas dit en ces quelques lignes, mais je crois bien que le principal s'y trouve. « *Lo mio maestro e lo mio autore.* » C'est Beethoven, et Beethoven seul, que le musicien du *Roi d'Ys* aurait pu nommer et nommait en effet de ces deux noms. Beethoven seul, et j'ajoute : un certain Beethoven : non pas celui des « vastes pensers », des grandes formes sonores, développées avec magnificence, mais celui des formules brèves et frappantes ; le Beethoven qui se concentre et non le Beethoven qui se déploie. Deux œuvres beethoveniennes, plus que toutes les autres, nous offrent un modèle de ces raccourcis puissants : l'ouverture d'*Egmont* et celle de *Coriolan*, plus significative encore. Les familiers des concerts du dimanche savent par quoi celle-ci commence et finit. Impossible d'oublier, quand on en a reçu le choc et l'ébranlement, ces couples d'accords soudains et violents, dont l'effet ressemble à celui d'un ressort brusquement tendu et détendu. Pour la brièveté, pour la force, il y a là quelque chose de comparable, avec l'harmonie en plus, à l'*ictus* initial, mais rythmique et mélodique seulement, de la symphonie en *ut* mineur. Faut-il même parler ici de mélodie ou d' « idée musicale »? Oui, car l'idée, en musique, est de nature et de forme infiniment diverse. Croyons-en notre confrère de *l'Action française*, Jean Darnaudat. Il a dit un jour — et très bien, selon sa coutume — à propos du dernier ouvrage de M. Georges Huë (*Dans l'ombre de la cathédrale*) : « Une idée musicale, quelquefois c'est une longue mélodie ; quelquefois un bout de phrase ; *quelquefois deux accords*, ou même deux notes ; quelquefois un simple roulement de timbales. Quel phénomène secret ! Où est le Platon musical qui nous en donnera la formule synthétique? » Et Darnaudat, lui, proposait deux formules, dont nous retien-

drons la première : « Il y a idée quand on ne voudrait pour rien au monde s'en aller à ce moment-là, quand on se sent cloué sur son fauteuil. » En dépit de leur brièveté, une bonne moitié des mélodies du *Roi d'Ys* est de cette espèce. En d'autres termes, plus familiers et très modernes, quand on les entend, « on en reste assis ».

Un musicien de l'orchestre, auquel nous demandions autrefois ce qu'il pensait de l'opéra de Lalo, nous répondit : « C'est très bien. Ça finit à onze heures. » Et pourtant cela ne finit pas trop tôt. Cela n'est point écourté. Mais cela est court. Je ne sais pas de musique plus essentielle, unissant à plus de concision plus d'énergie. Action, caractères, couleur, tout y est concentré. En cette ébauche, ou puissante, ou délicate, pas une surcharge, aucun accessoire inutile, et pas un détail superflu. Peu, très peu de développements, nulle symphonie, et le contraire pourtant de la sécheresse et de l'indigence. Une veine mélodique très pure et très dense, une harmonie serrée, un orchestre solide ou léger. Toujours du nerf, et des nerfs jamais. Partout la vigueur et le grand parti pris d'une pensée qui procède moins par analyse que par synthèse et comme par intuition.

On connaît le sujet du *Roi d'Ys*. Le drame se joue entre deux sœurs, Margared et Rozenn, l'une jalouse jusqu'au crime, l'autre innocente et miséricordieuse. Le musicien a doué d'une double vie ce couple d'âmes féminines, fraternelles et contraires. Il a frappé dans l'or pur une médaille à deux faces. Et les deux faces, également belles, montrent deux visages de femme, un visage irrité et un doux visage, le profil d'une furie et celui d'un ange. Pailleron naguère eut raison de modifier le proverbe et de dire : « Mieux vaut douceur... *et* violence. » Ce sont deux aspects de la vie et de la vérité. La musique du *Roi d'Ys* nous les présente tous deux.

Le rôle entier de Margared n'est guère fait que de sursauts et de secousses, mélodiques ou rythmiques, de coups et de contre-coups. Dans le duo du premier acte, et dans celui du second plus encore, sans trêve ni pitié, la vierge farouche brise de ses imprécations le fil léger qu'essaye en vain de suivre et de renouer la voix compatissante, et qui voudrait être consolatrice, de sa sœur. Aussi bien sa rage gagne tout ce qu'elle touche, ou que seulement elle approche ; elle s'exprime, ou s'exhale, par le même langage

sonore, avec autant de puissance et de brièveté. Vous plaît-il d'éprouver ce que peuvent contenir d'énergie expressive les formes sonores les plus courtes, allez ouïr la scène de Margared et de Karnak son complice, défiant ensemble saint Corentin, patron et protecteur de la Bretagne. Et puis, et surtout, un peu plus loin, tandis que s'achèvent, derrière les portes de la chapelle, les noces de Rozenn et de Mylio, écoutez le dialogue haletant de Karnak et de Margared, celle-ci, comme la méchante reine du vieux conte, « enragée » d'entendre ce qu'elle entend. Oui vraiment « la rage alors se trouve à son faîte montée ». Elle y monte par des élans, par des assauts dont notre musique de théâtre n'a peut-être pas atteint et certainement pas surpassé l'impétuosité, la furie française. Là comme ailleurs, des accents plus que des mélodies, des lignes brisées plutôt que suivies ; au lieu de contours, des hachures, des éclats, des éclairs, mais dont s'illuminent jusqu'au fond les âmes des personnages et les nôtres.

Autant la figure de Margared est gravée ou taillée en force, autant celle de Rozenn est modelée avec amour. « Ici, comme dit Gœthe, le poing fermé s'ouvre sous la caresse d'une main amie. » Pour la douce et généreuse enfant, la musique s'épanouit, les rythmes se détendent, la mélodie se lie et s'allonge ; elle coule, sans écumer. Plus de saccades, plus de valeurs pointées ; un style tout uni. Mais ainsi que tout à l'heure les formes plus rudes ne cessaient pas d'être plastiques et pleines, les contours adoucis ne s'amollissent pas et le dessin, pour être plus léger, n'en devient pas moins sûr. Dans le rôle de Margared, la déclamation, très musicale toujours, occupe une grande place. Le personnage de Rozenn est plus mélodique et plus chantant. La brièveté, si frappante, si tranchante ailleurs, se change alors non pas en des longueurs, mais en cette « longueur de grâce » dont parle Chateaubriand quelque part, et qui non seulement convient, mais délasse et délecte ici. Les chants de Rozenn, tous ses chants, ne sont pas des airs, encore moins des romances : plutôt peut-être des *lieder*, s'il faut nommer d'un vocable allemand des choses, des choses exquises, et qui, j'en appelle aux Gounod, aux Massenet, aux Duparc, aux Fauré, sont françaises aussi.

Dès le duo du premier acte, l'antithèse est posée entre les deux voix et les deux âmes. Rien qu'en trois notes d'or-

chestre, que d'autres, chantées, suivent et renforcent, l'âpre courroux de Margared éclate. Mais aussitôt après, en une longue, et fluide, et caressante cantilène s'épanche la tendresse de Rozenn et sa pitié ! Le rôle de la jeune fille est plein de ces candides effusions, qui font d'elle « quelque vierge en or fin d'un livre de légende, » ou, tout simplement, la plus pure, la plus délicieuse « ingénue » de notre théâtre musical.

En vérité plus on le relit, ce *Roi d'Ys* (faute d'avoir assez souvent l'occasion de le réentendre), et plus on l'aime ; plus on admire comment des éléments divers s'y opposent, mais pour s'y balancer, pour s'y fondre harmonieusement. Et l'indépendance n'est pas moindre ici que l'harmonie. A cet égard, Lalo se connaissait bien lui-même. On trouve de tout en son œuvre ; des airs même, oui des « airs » ; au moins un, celui de Margared au début du second acte, un peu dans le style du Weber d'*Euryanthe;* ailleurs, des chœurs symétriques, voire des chansons divisées en couplets ou strophes. Les « avancés », autrefois, en dépit de leurs théories, ont déclaré tout cela parfait. Ils ont eu bien raison. Au contraire, devant le mépris de certaines formules, devant la liberté de la déclamation et la hardiesse du discours lyrique, les « conservateurs », au nom de leurs principes, ont fait mine de s'alarmer. Ils eurent grand tort.

Voilà pour la *practical basis*, comme disent nos confrères anglais quand ils veulent dire la forme ou le style d'une œuvre musicale. Que ne dirait pas de la *poetical basis*, ou du sentiment, un musicien psychologue ! Musique de haine et d'amour, de guerre et d'église, la musique du *Roi d'Ys* est cela, tout cela, tour à tour. En ces ordres divers, elle excelle également à saisir, à manifester ce que Charles Levêque a si bien nommé le rapport entre les forces de l'âme et les forces du son.

Aux imprécations, aux anathèmes de Margared, (duo du second acte), Rozenn oppose une angélique douceur. Sur un accompagnement uni, fait d'accords liés, son chant paisible, affectueux, se déroule. L'orchestre, dès le premier acte, l'avait esquissé. Peut-être vous en souviendrez-vous ici. Mais, si vous l'avez oublié, point n'est besoin, pour qu'il vous charme, de le reconnaître. Il ne s'impose pas avec l'opiniâtreté de certains *leit-motiv*. Il est discret, il est humble, et si plein d'indulgence, de compassion fraternelle, qu'on

se rappelle, à l'entendre, toutes les épithètes et toutes les louanges qu'un fameux passage de l'Apôtre prodigue à la charité. La scène des épousailles, avec l'aubade de Mylio et la réponse de Rozenn, que le dialogue nuptial des chœurs enveloppe l'une et l'autre comme d'un nimbe sonore, forme un délicieux tableau d'amour, du plus innocent et du plus pur amour. Pas un souffle de sensualité ne s'y mêle. C'est ici le seul épisode où le drame, faisant quelque loisir à la musique, elle en profite pour se détendre et s'étendre longuement, à son aise.

Gardons-nous d'oublier d'autres passages où l'action la pousse, la précipite, mais sans jamais l'essouffler. On le sait, il y a pour un musicien peu de sujets aussi difficiles que les sujets militaires. Aucun genre n'est plus exposé que le genre guerrier à tomber dans la vulgarité. Mainte page de *Sigurd*, pour ne citer que cet exemple, en rendrait témoignage. Dans le *Roi d'Ys*, au contraire, c'est en véritable héros que le jeune Mylio « s'en va-t-en guerre ». Son « chant du départ » est magnifique d'élan et de fougue, d'éloquence sans emphase et de lyrisme sans enflure. Sur une basse répétée, redoublée et dont le roulement s'accroît de mesure en mesure, la voix se renforce également et s'élève au paroxysme de la force, mais d'une force maîtresse d'elle-même jusqu'à la fin et qui pas un instant ne s'égare. Hymne de guerre, cet hymne est pieux aussi. Entre la première et la seconde strophe, une certaine gravité, le ton de la prière, s'y mêle à l'enthousiasme. Aussi bien, en cette œuvre, en ce chef-d'œuvre, à la fois bref et varié, qu'est le *Roi d'Ys*, le sentiment religieux même a sa place. Il s'y exprime une ou deux fois, discret et pur, en style non seulement sacré, mais d'église. Et cela vaut d'être remarqué. A la voix injurieuse de Margared et de son complice, la statue de saint Corentin s'anime et prend elle-même une voix. Elle psalmodie le *Dies iræ* sur le rythme légèrement transformé du vieux chant liturgique. « *Repentez-vous, repentez-vous,* » répondent de loin d'autres voix mystérieuses. Voix des morts peut-être, des morts qui jadis ont péché et détournent les vivants de pécher comme eux. Avec moins d'autorité que la voix du saint, elles ont plus d'humanité et de miséricorde. Au lieu de menacer, elles supplient. De temps en temps, l'orchestre, par des assauts brusques et courts, empiète brutalement sur les longues tenues des orgues. Voilà bien le

combat qui se livre dans l'âme des méchants. « *Repentez-vous* », répètent les voix bonnes conseillères. Tout cela est sobre, mais tout cela est efficace, émouvant, tout cela est beau.

Dans l'ordre religieux encore, il est un autre exemple de convenance, et parfaite, entre le sujet, ou la situation, et la musique : le mariage de Rozenn et de Mylio vainqueur. Des échos seulement nous en arrivent, à travers les portes de la chapelle ; mais ils n'ont rien que de liturgique, rien qui ressemble — fût-ce de loin et d'avance — à la « méditation de *Thaïs* » ou autres morceaux formant l' « ordinaire » ou le « propre » des vraies messes de mariage, auxquelles on assiste aujourd'hui. Et l'occasion est bonne, après beaucoup d'autres, de faire ou de refaire l'observation que voici. Chaque fois que le théâtre a représenté les cérémonies de l'église, il n'a rien négligé pour en imiter le caractère ou le style avec autant de respect que de fidélité. Ainsi, par un échange ou plutôt par un renversement curieux, la musique d'église à la scène est beaucoup plus d'église qu'elle ne l'est, de notre temps, à l'église même ; ainsi la figuration ou la fiction musicale des choses saintes est plus convenable que n'en est trop souvent la réalité même. Sous l'apparence d'un paradoxe, il n'y a là qu'une vérité de fait et d'histoire, que par l'étude aussi des faits et de l'histoire, de l'histoire de la musique de théâtre, on n'aurait pas de peine à démontrer.

Nous n'irons pas plus loin. Le *Roi d'Ys*, encore une fois, est une œuvre brève : il sied d'en parler avec brièveté. Pourtant, avant de finir, n'oublions pas le commencement, l'ouverture, par où l'auteur lui-même a fini sans doute, car il y expose, ainsi que dans une « table » anticipée, les divers éléments, par lui déjà fixés et choisis, de la partition. En cette magnifique symphonie, éclatante et douce, passionnée et rêveuse tour à tour, les thèmes, les mouvements divers se suivent et s'opposent, préparant le drame de guerre et le drame, ainsi que l'idylle, d'amour. Les violoncelles y chantent aussi mélodieux, aussi purs, qu'au début de l'ouverture de *Guillaume Tell* et les trompettes, sonnant à la fin leur héroïque fanfare, ne sont pas de celles-là que Shakespeare eût appelées « hideuses ». J'ai beau chercher : en un demi-siècle, en un siècle de notre musique de théâtre, je ne trouve pas de préface ou de portique

sonore qui, par la beauté des formes, par la grandeur et l'harmonie des proportions, l'emporte sur l'ouverture du *Roi d'Ys*, chef-d'œuvre annonciateur d'un chef-d'œuvre.

... Tout établissement
Vient tard et dure peu.

Mais celui-là, pour avoir été tardif, n'en sera pas moins durable. « Il me semble souvent, écrivait Renan, que j'ai au fond du cœur une ville d'Ys, qui sonne encore des cloches obstinées à convoquer aux offices sacrés des fidèles qui n'entendent plus. » On joue rarement, trop rarement, l'œuvre de Lalo. Mais au fond de leur cœur aussi, les musiciens entendent encore, entendront toujours sonner les cloches de la ville d'Ys.

Camille Bellaigue.

L'histoire du Saint-Graal

Les savants disputent encore sur l'origine des romans du cycle « breton ». Artus, Gauvain, Lancelot, la reine Guenièvre, Merlin et leurs compagnons sont nés dans la Grande et la Petite Bretagne. Mais leurs caractères, leurs aventures ont été complètement transformés par les poètes et les prosateurs français du douzième et du treizième siècle qui ont rédigé les œuvres qui nous sont restées, de manière qu'il est assez malaisé de savoir au juste ce que la « matière de Bretagne » était tout d'abord.

Sans doute, quelques harpeurs bretons récitaient et chantaient dans l'Angleterre normande, et peut-être en France, des légendes qui avaient beaucoup de succès. A cette époque, les auteurs qui écrivaient en langue vulgaire n'étaient guère que des sortes d'artisans : cela ne veut pas dire qu'ils ne pussent avoir du talent, certes, mais qu'ils ne produisaient que pour gagner leur vie ; ils faisaient ce que nous appelons de la « littérature industrielle », tout de même que nos « romanciers populaires » ou nos auteurs de romans-feuilletons (du moins, je le crois). Quoi qu'il en soit, les ménestrels de langue française se sont emparés, tout de suite, de ces légendes bretonnes qui plaisaient. Ils les ont coordonnées, modifiées, complétées, arrangées, entièrement réinventées, civilisées, si l'on peut dire, enfin accommodées au goût de leurs compatriotes de France et d'Angleterre. Dans quelle mesure au juste? On ne le saura jamais, probablement ; ce qu'on peut dire, c'est, avec M. Léon Clédat, que nos contes « bretons » du douzième et du treizième siècle sont bretons comme *le Cid* est une pièce espagnole.

Il nous est resté divers poèmes du douzième siècle où nous sont narrées des aventures se rattachant au cycle d'Artus, et surtout un immense roman, rédigé en prose au début du treizième siècle, où l'on trouve coordonnées et fondues de manière à former un récit assez bien suivi : 1° l'histoire du Saint-Graal et de son transport en Bretagne ; 2° l'histoire de Merlin, celle de la jeunesse du roi Artus, de son mariage avec Guenièvre et de ses premières guerres ; 3° l'histoire de Lancelot du Lac et ses aventures, ainsi que celles des compagnons de la Table Ronde ; 4° la quête et la conquête du Saint-Graal ; 5° la mort d'Artus et la fin de sa brillante et chevaleresque cour. La quantité des manuscrits et les sept éditions aux quinzième et seizième siècles des trois dernières parties témoignent le succès, durant tout le moyen âge et jusqu'à la Renaissance, de ce gigantesque roman. Bien que ce *corpus* soit d'une valeur littéraire très inégale, comme au reste les poèmes antérieurs, ces *romans de la Table Ronde* (ainsi les a nommés Paulin Paris) ont paru capables d'amuser.

Il ne pouvait être question de les traduire exactement en français moderne, ni même de les analyser ; les lecteurs d'aujourd'hui auraient été vite rebutés par leurs longueurs, leurs gaucheries qui ne sont pas toujours touchantes, et leurs péripéties infinies qui trop souvent se répètent et se recommencent. Si, dans la partie qu'on va lire et qui est l'histoire du Saint-Graal, on a assez exactement suivi le poème de Robert de Boron, dont la naïveté a paru souvent gracieuse, on a réduit au strict nécessaire les aventures du Graal en Bretagne, de sorte qu'en ce peu d'espace tient la matière de 395 pages d'un immense in-4°. On a du moins tâché de s'inspirer de l'esprit des vieux conteurs ; et aussi bien, en prenant à leur endroit ces libertés dont eux-mêmes ne se privaient pas à l'égard de leurs prédécesseurs, ne suivions-nous pas, justement, l'exemple qu'ils ont laissé? Que l'on veuille donc bien considérer que ce qui va suivre ne se donne nullement pour un ouvrage digne d'un romaniste, mais pour une nouvelle rédaction scientifique à la manière de « maître Hélie ».

Au temps que Notre Sire était de ce monde, ceux de Rome avaient mis au pays de Judée un bailli du nom de Pilate. Ce Pilate avait à son service un chevalier appelé Joseph d'Arimathie, qui rencontra Jésus-Christ en plusieurs lieux et l'aima de tout son cœur, mais sans oser l'avouer à cause des autres juifs. Car Notre Sire avait beaucoup d'ennemis et peu de disciples ; encore, parmi ceux-ci, s'en trouvait-il un, Judas, qui était moins

bon qu'il eût fallu ; et les autres ne l'aimaient guère, car il n'était pas bien gracieux ; ni lui ne les aimait davantage.

Judas était sénéchal de la maison de Jésus-Christ, et, à ce titre, il avait droit, certains jours, à la dîme du revenu de Notre Seigneur. Or, un de ces jours-là justement, Madame Sainte Marie se mit à oindre de parfum les cheveux de son Fils. Judas en fut très courroucé, car il calcula que cet onguent valait bien trois cents deniers et que par conséquent Madame Sainte Marie lui faisait tort de trente. Pour les recouvrer, il résolut de s'aboucher aux ennemis de Dieu.

Sept jours avant la Pâque, ceux-ci s'assemblèrent chez un homme qui s'appelait Caïphas pour examiner comment ils pourraient se saisir de Jésus-Christ. A ce conseil, Judas se rendit. En le voyant, ceux qui étaient là se turent ou changèrent de propos, car ils le croyaient très bon disciple ; mais il leur dit que, s'ils voulaient, il leur vendrait Notre Seigneur pour trente deniers. Ils répondirent qu'ils l'achèteraient volontiers et, comme l'un d'eux avait les trente deniers, il les paya. Alors Judas leur expliqua comment ils pourraient prendre son Maître, et il leur recommanda de ne pas le confondre avec Jacques qui lui ressemblait beaucoup, pour ce qu'il était son cousin germain.

— Mais, sire, comment reconnaîtrons-nous Jésus-Christ? dirent-ils.

Il répondit :

— Celui que je baiserai, saisissez-le.

Or, Joseph d'Arimathie était à ce parlement, si bien qu'il entendit ces paroles et toute l'affaire, et il s'en chagrina très fort.

Le jeudi suivant, Notre Sire Jésus-Christ vint chez Simon le lépreux avec Monseigneur Saint Jean Évangéliste, et, quand ils y furent, Judas le fit savoir aux ennemis de Dieu, qui se précipitèrent à grande force dans la maison. Alors le félon baisa Jésus-Christ et, tandis que les méchants le saisissaient, il s'écria :

— Tenez-le bien, car il est très fort !

Ainsi fut pris Notre Sire. Le lendemain, les juifs le menèrent devant le bailli ; mais ils ne purent trouver nulle bonne raison pour établir qu'il devait recevoir la mort.

— Que répondrai-je, leur dit Pilate, si messire Tiberius, l'empereur de Rome, me demande de justifier la mort de Jésus?

— Sur nous et sur nos enfants soit répandu son sang! s'écrièrent les juifs.

Alors Pilate demanda de l'eau pour se laver les mains et, comme il n'y avait pas de vase, un juif lui donna une écuelle qu'il avait prise dans la maison de Simon le lépreux, et qui était celle justement où Notre Sire avait mangé et fait son sacrement le jour de la Cène.

Quand Joseph d'Arimathie eut appris la mort de Jésus-Christ, il fut très triste. Il vint à Pilate et lui dit :

— Sire, je t'ai servi longuement, moi et mes chevaliers, et jamais tu ne m'as rien donné pour ma solde.

— Joseph, demandez et je vous donnerai ce que vous voudrez.

— Grand merci, sire. Je demande le corps du prophète qu'ils ont supplicié à tort.

— Je pensais que vous me demanderiez davantage, dit Pilate. Je vous donnerai ce corps bien volontiers.

— Sire, cent mille mercis!

Joseph voulut donc prendre le corps sur la croix ; mais les juifs qui le gardaient refusèrent de le livrer, disant :

— Vous ne l'aurez mie, car ses disciples ont assuré qu'il ressusciterait, et autant de fois ressuscitera-t-il, autant le tuerons-nous.

Joseph revint conter à Pilate ce que les juifs lui avaient répondu. Le bailli en fut très courroucé : il appela un homme à lui, nommé Nichodemus, et lui commanda d'aller avec Joseph, puis, se souvenant du vase que le juif lui avait donné, il dit à son chevalier :

— Joseph, vous aimiez beaucoup ce prophète? J'ai un vase qu'un juif, qui l'avait pris dans la maison de Simon, m'a remis. Je vous en ferai don en souvenir de ce Jésus.

Joseph fut content et remercia fort. Il alla avec Nicodème emprunter à un artisan des tenailles et un marteau ; puis tous deux déclouèrent le corps de Notre Sauveur malgré les juifs. Joseph le prit entre ses bras, le descendit à terre, le lava et, voyant les plaies qui saignaient, il recueillit dans le vase que Pilate lui avait donné le sang qui coulait du côté, des pieds et des mains. Enfin il enveloppa le corps dans un riche drap qu'il avait acheté et l'ensevelit sous une pierre qu'il avait fait appareiller pour sa propre tombe.

Cependant les juifs étaient en grand courroux contre Joseph et Nicodème ; et lorsqu'ils apprirent que Jésus-

Christ était ressuscité, ils tinrent conseil et décidèrent de s'emparer d'eux, la nuit, pour les mettre en un lieu tel qu'on n'en entendît plus jamais parler. Nicodème avait des amis qui l'avertirent, de manière qu'il put s'enfuir ; mais Joseph fut pris, et ils le murèrent dans un pilier de la maison de Caïphas, qui semblait massif, mais qui était creux. Et quand Pilate vit qu'il avait disparu, il fut dolent, car il n'avait pas d'aussi bon ami, ni de plus loyal chevalier, et qui l'aimât davantage.

Mais Celui pour qui Joseph souffrait ainsi ne l'oublia pas ; il vint à lui à travers le pilier. Quand Joseph vit la Clarté, il s'émerveilla et demanda :

— Qui êtes-vous? Vous êtes si clair que je ne vous puis voir.

— Or, entends bien ce que je te dirai, répondit la Clarté. Je suis Jésus-Christ, fils de Dieu, qui ai voulu naître de la Vierge Marie, parce qu'il fallait que le monde qui avait été perdu par une femme fût par une femme sauvé. Et voici le précieux vase qui contient mon sang.

Ce disant, Notre Sire montra à Joseph l'écuelle que celui-ci, pourtant, croyait avoir cachée en un lieu que personne ne connaissait.

— Tu dois conserver ce vaisseau au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, dit Notre Sire, et après toi ceux à qui tu l'auras confié. Et ta solde et récompense seront que jamais on n'offrira le sacrifice sans que ton œuvre soit rappelée : car le calice signifiera le vase où tu recueillis mon sang ; la patène posée sur lui, la pierre dont tu couvris mon corps ; le corporal, le suaire dont tu m'enveloppas. Et je ne te ferai pas maintenant sortir d'ici ; mais ne crains rien, car tu ne mourras pas dans cette prison et tu en seras délivré sans mal ni douleur ; et jusque-là tu verras toujours cette clarté et tu seras toujours en ma compagnie.

Les apôtres et ceux qui firent les Écritures ne disent rien de ces paroles ni de la prison de Joseph parce qu'ils en avaient seulement entendu parler et qu'ils ne voulurent rien mettre en écrit qu'ils n'eussent vu et ouï. Mais tout cela est écrit au grand livre du Graal.

*
* *

Or, dans le temps que Jésus-Christ fut crucifié, Tibérius César tenait l'empire de Rome, et il le tint bien encore

dix ans après. Ensuite vint Gaius, son fils, qui vécut sept ans. Puis Claudius, qui régna quatorze ans, puis Titus. A la troisième année du règne de Titus, son fils Vespasianus tomba malade d'une lèpre si puante que ceux-mêmes qui l'aimaient le plus n'en pouvaient supporter l'odeur, et qu'on le mit en une chambre de pierre où on lui donnait à manger par une petite fenêtre, au bout d'une pelle. Son père en avait grand deuil et promit qu'il accorderait à celui qui guérirait Vespasianus tout ce qu'il souhaiterait.

Ainsi vint à lui un chevalier de Capharnaüm qui avait été en Judée au temps où Notre Sauveur était encore de ce monde. Et il dit à l'empereur :

— Sire, moi aussi j'ai été malade en ma jeunesse, mais il y avait alors, outre-mer, en la terre de Judée, un homme que l'on appelait le bon prophète, et qui faisait marcher les infirmes et rallumait les yeux des aveugles.

Quand l'empereur entendit cela, il envoya des lettres scellées au bailli de Judée, qui était alors Félix, et celui-ci fit crier par tout le pays que, si quelqu'un avait un objet qui eût touché Jésus, il l'apportât. Une vieille femme, nommée Vérone, se présenta devant lui :

— Sire, dit-elle, le jour que l'on menait le saint prophète au supplice, comme je passais près de lui portant une pièce de toile, il me pria d'essuyer son visage qui dégouttait de sueur, et je lui enveloppai le chef de ma toile, et le lui séchai. Et quand plus tard je la regardai, je vis que sa face y était restée portraite.

Ce disant, elle lui remit le linge, et Félix aperçut que le visage de Jésus-Christ s'y voyait aussi nettement que s'il eût été nouvellement peint.

— Grand merci, douce dame, dit-il à la vieille.

Et il l'envoya à Rome sans tarder, où l'empereur la reçut très bien. Lorsque Titus eut la toile entre les mains, il s'inclina trois fois, malgré lui, dont ceux qui étaient là s'émerveillèrent ; puis il porta le linge dans la chambre où son fils était emmuré. Et sitôt qu'il eut vu la semblance de Notre Seigneur, que l'on appela plus tard la Véronique, Vespasianus se trouva aussi sain de corps que s'il n'eût jamais été souffrant.

Alors il partit pour la Judée où il fit occire tant de juifs que je n'en sais le compte. Quand elle apprit cela, la femme de Joseph d'Arimathie vint lui conter comment son mari

avait disparu. Mais Vespasianus avait beau brûler des juifs, ceux-ci ne voulaient rien dire. A la fin, pourtant, il y en eut un qui confessa la vérité et qui le mena devant le pilier. Le fils de l'empereur s'y fit descendre lui-même par une corde, et il y trouva, au milieu de la plus grande clarté du monde, Joseph qui lui dit tranquillement :

— Bien venu sois-tu, Vespasianus !

— Qui es-tu, toi qui me nommes?

— Je suis Joseph d'Arimathie.

— Et qui t'apprit mon nom?

— Celui qui sait toutes choses, Celui qui t'a guéri. Si tu voulais, je t'enseignerais à Le connaître et à croire en Lui.

Vespasianus consentit, et Joseph lui conta comment, au temps de l'empereur Augustin César, il advint que Dieu envoya son ange à une pucelle qui avait nom Marie, à qui il annonça qu'elle serait enceinte sans péché du Fils de Dieu ; et comment elle répondit : « Notre Sire fasse de moi sa volonté comme de sa chambrière ! » et comment, étant venue à son terme, elle enfanta un beau valet qui eut nom Jésus-Christ ; et comment il fut mis en croix et ressuscita. Si bien que Vespasianus fut converti. Aussi, en sortant du pilier avec Joseph, il se mit à vendre à tous ceux qui en voulurent des juifs à raison de trente pour un denier.

En voyant Joseph vivant, et plus jeune et beau de corps qu'au jour de sa réclusion, trente-trois ans plus tôt, tout le monde s'émerveilla ; et lui, il s'étonnait de leur étonnement, car il lui semblait que sa prison n'avait duré que du vendredi au dimanche. Sa femme accourut pour le baiser : il la regarda curieusement, parce qu'il la trouvait fort changée. La nuit, il entendit une voix qui lui commandait de se faire baptiser, puis de partir avec sa femme, ses fils et tous ses parents sans prendre ni or, ni argent, ni chaussure, ni rien autre que sa sainte écuelle. Et en effet, dès le lendemain, il manda les siens et les convertit ; puis il s'en fut avec eux, emportant le vase très précieux dans une arche qu'il leur avait ordonné de construire, vers de lointaines terres où il prêcha la vérité de Jésus-Christ.

*
* *

Un soir, il arriva dans une cité que l'on appelait Sarras ; de là sont sortis les Sarrasins : car il ne faut pas croire ceux

qui prétendent qu'ils sont issus de Sarah, la femme d'Abraham. En cette ville régnait un roi nommé Evalac le Méconnu. Joseph fut arrêté et conduit devant lui ; mais ayant demandé de lui parler en particulier, il lui dit :

— Le Dieu des chrétiens te mande de te rappeler qui tu es et d'où tu es parti pour arriver à cette hautesse où tu te trouves. Tu penses que nul ne connaît ton lignage, mais je sais que tu es né à Meaux en France et que ton père était un pauvre savetier. Et je sais aussi, par la grâce du Haut Maître à qui rien n'est celé, que tu gardes à côté de ta chambre, dans une cachette dont nul homme mortel ne pourrait trouver l'entrée, une statue de bois en forme de la plus belle femme qu'on ait jamais vue ; et chaque nuit tu la couches auprès de toi, et tu honnis la reine ta femme au moyen de cette vaine image.

A ces mots, le roi Evalac fut si émerveillé qu'il voulut connaître la vraie Vérité de Dieu, et Joseph l'instruisit ; puis, après avoir fait brûler l'idole dont le roi était épris, il baptisa Evalac sous le nom de Mordrain ; et de même le duc Séraphe, beau-frère du roi, sous le nom de Nascien. Et la nuit de ce jour il vit Notre Sire lui-même sacrer évêque son fils Josephé.

Le lendemain, l'évêque Josephé, fils de Joseph, entra dans le temple de Sarras. Il s'approcha d'une idole païenne qui était sur l'autel et lui fit le signe de la vraie croix sur la face, puis il la conjura tant, que le diable qui s'y trouvait commença de crier qu'il s'en irait volontiers, mais qu'il ne le pouvait par la bouche à cause du signe de croix.

— Va t'en par le bas ! ordonna Josephé.

Et, au moment que l'ennemi sortait par là, il lui jeta sa ceinture autour du cou ; puis il le traîna de force par la ville.

Le diable hurla si haut que tous les bourgeois et les artisans accoururent. Josephé, alors, défit sa ceinture et, prenant le démon par les cheveux, il lui ordonna d'avouer qui il était : l'autre confessa qu'il avait nom Aselaphas, et qu'il avait pour mission de capter l'esprit des gens en leur donnant des nouvelles fausses. Aussitôt, ceux de la ville qui entendirent ces paroles coururent au baptême, et le roi Mordrain fit crier un ban ordonnant que tous ceux qui ne voudraient se faire chrétiens eussent à vider sa terre. Et ainsi fut converti le royaume de Sarras au service de Jésus-Christ.

Le lendemain Joseph d'Arimathie, emportant sa sainte écuelle, reprit sa route avec les siens sous la conduite de Notre Seigneur, et il alla tant qu'un samedi soir il parvint au bord de la mer. La nuit était claire et la lune luisait sur les flots cois et paisibles. L'évêque Josephé se mit en prières ; puis il commanda tout d'abord à ceux qui portaient l'arche contenant le saint vase d'avancer hardiment et ils se mirent à marcher sur la mer avec autant d'aisance que s'ils eussent été sur terre. Ensuite Josephé retira sa chemise qu'il étendit sur l'eau où elle n'enfonça point ; il dit à son père de poser le pied dessus, puis il appela l'un après l'autre tous ses parents, au nombre de cent cinquante, en les invitant à faire de même : et la toile s'agrandit de façon à les porter tous. Alors Josephé et son père Joseph prirent chacun une manche et la chemise se mit à voguer sur la mer derrière les porteurs de l'arche, jusqu'à ce qu'ils parvinssent en Bretagne la bleue. Or, bien loin d'éprouver aucune crainte durant ce long voyage, ils sentirent une béatitude singulière qui leur venait de l'écuelle contenant le précieux sang de Jésus. Aussi, l'on nomma désormais ce vase *Gréal* ou *Graal*, à cause de la grâce qu'il répandait et pour ce qu'il ne fut jamais personne qui l'eût approché d'un cœur pur sans le prendre à gré.

*
* *

Cependant, une nuit que Nascien reposait en son lit dans la cité de Sarras, une grande main vermeille l'enleva dans les airs, et, bientôt après, le déposa tout pâmé dans l'île Tournoyante. Et je vous dirai pourquoi cette île était ainsi nommée, car il y a des gens qui commencent une histoire et qui n'en savent venir à fin, mais je ne veux rien avancer que je n'explique.

Au commencement de toutes choses les quatre éléments étaient confondus. Le Créateur les divisa : aussitôt le feu et l'air, qui sont tout clarté et légèreté, montèrent au ciel, tandis que l'eau et surtout la terre, qui n'est qu'un pesant amoncellement d'ordures, tombaient en bas. Mais, d'avoir été si longtemps amalgamés, il ne se pouvait que les quatre éléments ne se fussent réciproquement passé un peu de leurs propriétés contraires. De façon que, lorsque le Souverain Père, qui est fontaine de netteté et de sagesse, eut nettoyé l'air pur et le feu clair, luisant et chaleureux de

toute chose terrienne, et la froide eau et la lourde terre de toute chose céleste, les résidus formèrent une sorte de masse ou de fumée, trop pesante pour s'élever avec l'air, trop légère pour rester à terre, trop humide pour se confondre au feu, trop sèche pour se joindre à l'eau ; et cette masse se mit à flotter par l'univers, jusqu'à ce qu'elle arrivât au dessus de la mer d'Occident, entre l'île Onagrine et le port aux Tigres. Il y a là, dedans la terre, une immense quantité d'aimant dont la force en attira et retint les parties ferrugineuses, mais sans être assez puissante pour en empêcher les parties de feu et d'air d'entraîner la masse vers le ciel : de façon qu'elle demeura à la surface de l'eau. D'autre part elle se mit à pivoter sur elle-même selon le mouvement du firmament auquel elle appartenait par ses parties ignées. Si bien que les gens du pays l'appelèrent *île* parce qu'elle était au milieu de la mer, et *Tournoyante* parce qu'elle virait ainsi. C'est là que fut déposé Nascien évanoui.

Quand il reprit son droit sens, il ne vit autour de lui que le ciel et l'eau, car ni herbe ni arbre ne pouvait croître, ni bête durer sur cette matière. Alors il se mit à genoux, tourné vers l'Orient, et pria Notre Seigneur ; et, quand il se releva, il vit approcher sur la mer une nef très haute et riche, qui bientôt accosta l'île. Après avoir levé la main et fait le signe de la vraie croix, il y entra. Nul homme mortel ne s'y trouvait ; il n'y vit qu'un lit magnifique, sur le chevet duquel gisait, à demi dégainée, l'épée la plus belle et précieuse qui ait jamais été, à cela près que les renges ou attaches par lesquelles on devait en accrocher le fourreau au ceinturon étaient d'une vile et pauvre matière comme est l'étoupe de chanvre, si faibles d'ailleurs qu'elles n'auraient pu supporter une heure le poids de l'arme ; en outre, des lettres gravées sur la lame et la gaine avertissaient que seul pourrait tirer l'épée sans danger le meilleur chevalier de tous les temps, et que les renges seraient changées, un jour, par une femme et fille de roi et de reine.

Autour du lit étaient plantés trois fuseaux de bois, dont l'un était blanc comme neige neigée, le second vermeil comme sang naturel et le troisième vert comme émeraude ; or, c'étaient là leurs couleurs propres, sans nulle peinture artificielle. Et pour ce que vous pourriez douter de cette merveille, je vous dirai la vérité sur ces trois fuseaux, cette épée et cette nef.

*
* *

Quand Ève la pécheresse écouta le conseil du mortel Ennemi et cueillit le fruit défendu, elle arracha de l'arbre, en même temps que lui, le rameau auquel il tenait. Son époux Adam prit la pomme et il laissa le rameau aux mains de sa femme qui le garda sans y penser. Or, sitôt qu'ils eurent mangé du fruit mortel à leur grand détriment et au nôtre, l'homme et la femme connurent qu'ils étaient nus, et Adam se couvrit de ses mains et Ève du rameau.

Alors Celui qui devine toutes les pensées les appela. Il parla en premier lieu à Adam, parce que l'homme était plus coupable, sa femme étant de faible complexion et faite de sa côte, et il lui dit la douloureuse parole : *Tu mangeras ton pain en sueur;* mais il ne voulut pas que la femme fût quitte puisqu'elle avait pris part au méfait et il lui dit : *En tristesse et douleur tu enfanteras.* Puis il les bouta tous deux hors de son paradis.

Ève tenait toujours le rameau feuillu : elle résolut de le garder en souvenir de l'arbre d'où son malheur était venu, et, comme il n'y avait en ce temps ni huche ni coffre où elle le pût mettre, elle le piqua en terre. Mais, là, ce rameau s'enracina et, par la volonté du Créateur, il crût si dru qu'en peu de temps il devint un grand et bel arbre, blanc comme neige de tige, de branche, de feuilles et d'écorce. Et ainsi était-il pour signifier qu'Ève était chaste lorsqu'elle le planta.

Adam et Ève furent réconfortés par la vue de ce bel arbre couleur de neige, et ils le firent multiplier, car ils en détachèrent des rameaux qu'ils plantèrent et qui poussèrent tout blancs comme le premier. Et ainsi se forma un bois sous lequel ils allaient volontiers pour se reposer.

Un vendredi qu'ils y étaient assis, une voix leur commanda de s'unir. Mais, en l'entendant, l'homme et la femme furent pleins de honte. Or, la volonté de Dieu était d'établir la lignée humaine et de reformer ainsi la dixième légion des anges qui avaient trébuché du ciel par orgueil, et elle ne pouvait être détournée ; mais Notre Sire eut pitié d'Adam et Ève qui se regardaient, pleins de vergogne et de confusion : il les couvrit de ténèbres, et ainsi Abel le Juste fut engendré.

Aussitôt l'obscurité se dissipa, et l'homme et la femme remarquèrent que le premier arbre, blanc naguère, était devenu vert comme l'herbe des prés ; et de ce jour il commença de fleurir et fructifier, ce qu'il n'avait pas encore fait ; et tous ceux qui naquirent de lui désormais furent semblables à lui. Mais ceux qui en étaient nés auparavant demeurèrent blancs, et sans fleurs ni fruits.

Il en alla de la sorte jusqu'au temps qu'Abel le débonnaire fut devenu grand, et que son frère Caïn commença de l'envier et de le haïr. Un jour qu'Abel avait conduit ses brebis près de l'arbre de vie, il fut s'abriter du soleil ardent à l'ombre des branches vertes, et s'y endormit. Il entendit pourtant venir son frère et se leva en lui souhaitant la bienvenue, car il l'aimait de grand amour. Caïn lui rendit son salut et lui dit de se rasseoir, mais, comme Abel se penchait, il le frappa si rudement d'une mâchoire d'âne sur la tête qu'il le décervela. Ainsi Abel reçut la mort au lieu même où il avait été conçu, et ce fut également un vendredi. Et il arriva une grande merveille, car, du moment qu'il eut été tué, l'arbre de vie devint vermeil en souvenir du sang qui avait été répandu sous ses branches. Et désormais il n'y eut pas d'arbre plus bel et délicieux à regarder ; mais il ne porta plus ni fleur ni fruit, et aucun de ses rameaux ne poussa plus racine en terre.

*
* *

Il passa le déluge sans dommage, ainsi que tous les arbres blancs et verts qui étaient nés de lui ; ils étaient encore tous en grande beauté au temps où Salomon régna après le roi David son père. Dieu avait donné à ce Salomon tous sens et discrétion : il connaissait les vertus des pierres précieuses, les forces des herbes, le cours du firmament et des étoiles, et tout ce qu'un homme mortel peut savoir ; néanmoins il fut séduit par la beauté d'une femme au point de faire une foule de choses contre Dieu. Pourtant cette femme le trompait et le honnissait de son mieux, et jamais il ne put s'en garder : dont il ne faut pas s'émerveiller, car, lorsqu'une femme veut employer son cœur et sa tête à ruser, nul homme ne saurait lui résister. Et c'est pourquoi Salomon a écrit en son livre qu'on appelle *Paraboles :* « J'ai fait le tour du monde et j'ai cherché de mon mieux : je n'ai pas trouvé une bonne femme. »

Le soir même qu'il eut écrit cela, il entendit une voix qui lui disait :

— Salomon, n'aie pas ainsi les femmes en mépris. C'est notre première mère qui apporta le chagrin à l'homme ; mais c'est une autre mère qui lui procurera une joie plus grande que n'a été son chagrin : ainsi une femme amendera ce qu'une femme a fait. Et c'est de ton lignage qu'elle sortira.

Salomon se mit à réfléchir et à scruter les divins secrets et les divines Écritures, de façon qu'il devina la venue de la glorieuse Vierge qui enfanta le Fils de Dieu. Mais, une nuit, la Voix se remit à parler et elle lui dit :

— Cette débonnaire et bienheureuse Vierge ne sera pas la fin de ton lignage. Le dernier qui en naîtra sera un chevalier qui passera en bonté et valeur tous ceux qui l'auront précédé et qui le suivront, autant que le soleil passe la lune et que la prouesse du chevalier Josué passe à cette heure celle de tous les prud'hommes de ton temps.

Salomon fut très joyeux de cette nouvelle ; néanmoins il regretta fort qu'il ne pût lui être donné de voir ce chevalier si preux qui devait sortir de sa lignée. Au moins, il eût aimé de lui faire connaître qu'il avait deviné sa venue ; mais il eut beau chercher, il ne trouva aucun moyen pour cela. Alors il songea que la femme qu'il aimait était beaucoup plus subtile et rusée qu'aucun homme et il se dit que, si quelqu'un pouvait le conseiller, c'était elle : si bien qu'il lui découvrit toute sa pensée. Elle réfléchit quelque temps, puis elle dit :

— Sire, j'ai trouvé comment le dernier chevalier de votre lignage pourra apprendre que vous avez prévu sa venue. Mandez tous les charpentiers de votre royaume et ordonnez-leur de construire une nef d'un bois qui ne puisse pourrir avant quatre mille ans. Puis vous prendrez dans le temple que vous avez fait élever en l'honneur de Jésus-Christ l'épée de votre père, le roi David. Vous en séparerez la lame, qui est la plus tranchante et la mieux forgée qui ait jamais été, et, grâce à votre science de la force des herbes et de la vertu des pierres, vous munirez cette lame d'un fourreau sans pair, d'une poignée non pareille et d'un pommeau fait de pierreries diverses, mais si subtilement composé qu'il paraisse d'une seule gemme. Pour moi, je mettrai à cette épée des renges de chanvre, si faibles qu'elles ne pourront que rompre sous son poids. Mais un jour, s'il plaît à

Dieu, une demoiselle les remplacera par d'autres qui seront belles et riches au point que ce sera merveille de les voir. De la sorte, cette pucelle réparera ce que j'aurai mal atourné en cette épée, comme la Vierge qui est à venir amendera le méfait de notre première mère.

Ainsi fut fait et, six mois plus tard, le navire fut construit, et l'épée appareillée et posée dans le navire sur un lit magnifique ; pourtant la dame déclara qu'il manquait encore quelque chose. Elle commanda aux charpentiers d'aller couper dans l'arbre de vie et dans ceux qui en étaient issus un fuseau rouge, un fuseau blanc et un fuseau vert. Et aux premiers coups de cognée qu'ils donnèrent, ils virent les arbres saigner, dont ils furent très épouvantés ; mais la dame exigea qu'ils achevassent leur besogne. Et les fuseaux furent disposés autour du lit ; puis Salomon grava sur la lame et le fourreau les lettres qui interdisaient de dégainer l'épée à tout chevalier qui ne serait pas le meilleur des meilleurs ; enfin il glissa sous le chevet un bref où il expliquait la signifiance de la nef et de tout, et qui commençait ainsi :

O chevalier, qui seras le dernier de mon lignage, si tu veux être en paix, garde-toi des femmes sur toute chose. Si tu les crois, ni sens, ni prouesse, ni chevalerie ne te garantiront d'être honni.

Quand tout fut achevé de la sorte, on mit la nef à l'eau. Et bientôt la brise en frappa les voiles, et en peu d'heures l'éloigna de la rive, et l'emporta vers la haute mer. Et personne ne la vit plus avant Nascien.

*
* *

Or, tandis qu'il s'émerveillait à regarder sur la nef de Salomon le lit, les fuseaux et l'épée, un grand vent s'était levé, qui devint vite une tempête félonne et cruelle, si bien que la nef se trouva emportée à toute vitesse au milieu de la mer furieuse. La tourmente dura huit jours ainsi, durant lesquels Nascien ne vit terre de près ni de loin et pensa que le navire allait chavirer sens dessus dessous ; pourtant il ne cessa d'adorer Dieu, de manière qu'il ne sentit ni la faim ni la soif. Le neuvième, la mer redevint coite et paisible, et Nascien s'endormit. Il crut voir en songe un homme vêtu de rouge qui l'appelait :

— Nascien, sache que jamais tu ne reviendras plus en ton pays et que tu resteras, et tes enfants après toi, dans la terre d'Occident où tu vas. Quand trois cents ans se seront écoulés, le dernier homme de ton lignage remontera dans la nef de ton ancêtre Salomon pour rapporter à Sarras le saint vase qu'on appelle le Graal. Et ce sera le neuvième de tes descendants après ton fils Galaad. Le premier sera roi et bon chevalier et prud'homme, et aura nom Narpus ; le second sera appelé Nascien comme toi ; le tiers Hélain le Gros ; le quart, Isaïe ; le cinquième, Jonan : il exaltera fort sainte Église, et donnera à son frère toute sa terre, puis il épousera la fille du roi de Gaule ; le sixième, son fils Lancelot, sera couronné au ciel comme sur la terre, car en lui hébergeront la pitié et la charité ; et sache qu'il aimera de pur amour une dame, la plus belle qui soit en Bretagne, et la meilleure, et la plus sainte, dont le mari le tuera par surprise durant qu'il boira en une fontaine ; et le septième de ton lignage sera le roi Ban ; et le huitième aura nom Lancelot encore : ce sera lui qui endurera le plus de peines et de travaux, mais il sera luxurieux comme chien jusqu'à l'approche de sa mort, qu'il s'amendera ; quant au neuvième, trouble en son origine, mais si clair et si net ensuite que Jésus-Christ en lui se baignera tout nu, et si doux et délicieux à boire qu'à peine s'en pourrait-on rassasier, il aura nom Galaad, et il passera en chevalerie terrienne et céleste tous ceux qui l'auront précédé et mettra fin aux temps aventureux.

Ainsi songeait Nascien en dormant, et quand le jour fut beau et clair, il se réveilla. Longtemps, il erra sur la nef où maintes aventures lui arrivèrent. Un soir enfin, il se trouva dans un port : c'était celui où Joseph d'Arimathie et ses compagnons avaient atterri, en Grande-Bretagne, non loin de la cité d'Oxford.

* * *

Ils l'accueillirent à grande joie, et le cinquième jour, ils partirent tous ensemble, emportant l'arche du Saint-Graal, et arrivèrent sur l'heure de tierce à la ville de Galafort.

Quand le duc de ce pays, qui avait nom Ganor, les vit ainsi venir nu-pieds, vêtus de pauvres habits, il fut tout

ébahi, et bien plus encore quand il apprit qu'ils étaient riches hommes en leur pays et qu'ils avaient tout laissé pour l'amour de Jésus-Christ. Il manda ses clercs et maîtres ès lois sarrasinoises et dit à l'évêque Josephé qu'il voulait l'entendre défendre sa foi contre eux. Alors Josephé pria la glorieuse Vierge Marie de ne pas laisser parler ceux qui voulaient s'élever contre elle : en sorte que les païens qui voulurent arguer contre lui ne purent que crier et braire, prendre leur langue à deux mains, la dépecer et l'arracher. Le duc, à cette vue, fut si touché de la grâce de Dieu qu'il requit chrétienté sur-le-champ, et avec lui tous ceux qui étaient dans la salle. Josephé les baptisa tous, tant hommes que femmes, dans une grande cuve pleine d'eau qu'il bénit de sa main, et il n'y eut bientôt plus personne dans la ville qui n'eût reçu la foi de Notre Seigneur.

A cette nouvelle, le roi de Northumberland, qui était le seigneur lige de Ganor, fut très courroucé. Il assembla ses barons et fut assiéger Galafort. Mais le duc fit une sortie, où, avec l'aide du chevalier Jésus, Nascien trancha la tête au roi de Northumberland, dont les hommes s'enfuirent. Et en mémoire de leur première victoire en Bretagne, les chrétiens bâtirent une église à Notre Dame. Le dernier fils de Joseph d'Arimathie, qui naquit durant qu'on la parfaisait, y fut baptisé, et on l'appela Alain.

Ensuite l'évêque Josephé partit avec son père et ses cent cinquante compagnons, emportant le Saint-Graal, et ils furent prêcher çà et là, tant qu'ils convertirent les gens de Northumberland ; après quoi ils entrèrent au royaume de Norgalles. Mais le roi Crudel, qui fut le plus félon et déloyal païen de tout l'univers, les fit prendre et enfermer dans une chartre, sous terre, où il défendit de leur donner rien à boire ni à manger.

Or, la même nuit, le roi Mordrain, qui était demeuré à Sarras, eut un songe : il lui fut avis qu'il voyait Notre Seigneur tout dolent et souffrant, qui lui commandait de s'embarquer avec sa famille et la femme de Nascien et tous ses hommes, et d'aller en Grande-Bretagne pour le venger du roi Crudel. Ainsi fit-il, et quand il aborda près de Galafort avec son armée, il trouva Nascien qui se rendait à sa rencontre, ayant été averti de sa venue. Tous deux marchèrent, avec les chevaliers de Sarras, de Galafort et de Northumberland, contre le roi Crudel qui fut défait et tué.

Et ils trouvèrent Josephé et son père Joseph avec leur compagnie en fort bon point dans leur chartre, car Notre Sire avait voulu qu'ils vécussent de la grâce du Graal durant les quarante jours de leur prison, en toute aise et confort.

Mais, peu après, il arriva une grande merveille. Durant que Josephé faisait le service divin, le roi Mordrain s'avança tout près du Graal pour l'examiner à loisir, malgré le commandement du Saint-Esprit : aussitôt il fut frappé de paralysie et de cécité. On le transporta dans une abbaye de moines blancs. Il y demeurera, sans mourir, jusqu'à sa délivrance par le meilleur chevalier entre les bons.

*
* *

Joseph repartit pour prêcher avec Josephé et sa parenté, et longtemps tout alla bien pour eux en Bretagne. Mais il advint que Dieu leur envoya toutes sortes de maux pour un mauvais péché que faisaient beaucoup de leurs compagnons, et qui était luxure sans raison. Un jour, Joseph s'agenouilla devant le Graal et se mit à prier en pleurant. Lors, il entendit une Voix qui lui parla ainsi :

— Joseph, souviens-toi que chez Simon, quand je dis qu'avec moi mangeait et buvait celui qui me trahirait, Judas se retira un peu en arrière, et plus jamais il ne s'assit en compagnie de mes disciples. En souvenir de la Cène, tu dresseras une table et, les nappes mises, tu y placeras au centre le vase qui contient mon sang, que tu couvriras d'un linge. Tu t'asseoiras à la table et tu inviteras Josephé à s'asseoir à ta droite ; mais tu verras qu'il s'éloignera de toi de manière à laisser une place vide qui signifiera celle que Judas occupa le jour de la Cène ; et elle demeurera vide jusqu'à ce que le Sauveur revienne la prendre. Lui-même ou bien celui qu'il enverra. Convie ta parenté. Tu leur diras que s'ils ont bien cru au Père, au Fils et au Saint-Esprit, et observé les commandements, ils auront part au repas. Sinon ils ne pourront même s'approcher.

Ainsi fut fait et tout se passa comme la Voix l'avait dit : la table fut pleine, hors l'espace entre Joseph et Josephé. Et désormais ceux qui purent avoir place chaque jour sentirent une douceur délicieuse et l'accomplissement de leur cœur ; mais les autres, qui étaient forcés de rester debout, n'éprouvaient rien que la faim : à quoi l'on connut qu'ils étaient les pécheurs.

Or, parmi eux, il en était un, du nom de Moïse, qui était faux, déloyal, décevant et luxurieux à merveille. Et il pleurait piteusement, jurant qu'il était sage et consciencieux, suppliant Joseph d'avoir pitié de lui et de permettre qu'il eût sa part à la grâce du Graal en s'asseyant à table. Alors Josephé se prosterna devant le saint vase et pria Jésus-Christ Notre Sauveur. Après quoi il dit :

— Si Moïse est tel qu'il paraît, qu'il vienne : nul ne lui peut ôter la grâce. S'il est autrement, qu'il garde d'approcher. Car, lorsqu'un trompeur veut duper autrui, n'est-il pas réjouissant que le trompé dupe le trompeur?

Mais Moïse répondit qu'il ne redoutait rien, et quand tous furent autour de la table, comme toutes les places étaient prises, il vint hardiment s'asseoir à celle de Judas. Aussitôt la terre s'ouvrit et l'engloutit comme traître ; puis elle se referma si étroitement qu'il ne parut plus qu'elle se fût écartée.

Ainsi ceux qui étaient de bonne vie vécurent du Saint-Graal, mais les autres se nourrissaient comme ils pouvaient. Un jour, la compagnie entra dans une contrée déserte et gâtée où ils ne purent rien découvrir à manger. Josephé dit à son plus jeune frère, Alain le gros, d'aller pêcher dans un étang proche. L'enfant jeta le filet et ne prit qu'un seul poisson. Pourtant Josephé ne voulut pas qu'il recommençât : il s'agenouilla devant le Graal et y demeura longtemps en prières et oraisons. Alors Notre Sire fit un grand miracle, car le poisson foisonna de manière que tous ceux qui avaient faim purent se rassasier aussi bien que s'ils avaient eu devant eux les meilleures viandes du monde. Et, en mémoire de cela, Alain fut surnommé le Riche Pêcheur.

*
* *

Joseph, Josephé et leurs compagnons errèrent tant qu'ils parvinrent dans le royaume des Écossais. Et là, un soir, à souper, tous eurent place à la table du Graal, sauf Siméon et Chanaan qui n'en purent approcher. Alors ces deux-là désespérèrent et l'Ennemi leur entra au cœur et au corps. Quand tout le monde fut endormi, ils prirent des épées très tranchantes, puis Chanaan vint couper le cou à tous ses douze frères, tandis que Siméon frappait son cousin Pierron, mais sans le tuer, car son arme lui tourna dans la main.

Et sachez qu'ainsi le voulut Notre Sire parce que c'est Pierron qui plus tard devait convertir le roi païen Orcan et en épouser la fille ; de lui descendent le roi Lot d'Orcanie et messire Gauvain.

Siméon et Chanaan furent jugés et condamnés à être enterrés vifs. Mais, durant qu'on creusait leurs fosses, voici venir deux hommes vermeils comme la flamme, qui volaient par les airs aussi légèrement que des oiseaux et qui enlevèrent Siméon. Pour Chanaan, il fut enseveli vivant selon le jugement, et autour de lui on enterra ses frères, chacun d'eux avec son épée, comme il sied à de bons chevaliers. Or, le lendemain, on vit que la tombe de Chanaan flambait comme un buisson ardent, tandis que les douze épées de ses douze frères étaient dressées vers le ciel.

Ensuite Joseph et Josephé parcourent l'Écosse et l'Irlande, annonçant toujours la vérité des Évangiles et envoyant leurs compagnons prêcher en tous lieux la sainte loi de Jésus-Christ. Enfin l'évêque revint avec son père à Galafort où il trouva Galaad le fils de Nascien, qui avait quinze ans et qui venait de recevoir l'ordre de chevalerie. Et comme ceux du royaume de Hocelice, qui étaient alors sans seigneur, lui demandaient de leur donner un roi, il le leur désigna.

Une fois qu'il avait chassé tout le jour, le roi Galaad le fort se trouva seul, ses chiens perdus, à la nuit tombante, dans une lande déserte où flamboyait un grand feu solitaire. Quand il en fut proche, il entendit la flamme l'appeler par son nom.

— Galaad, disait-elle, je suis Siméon, ton parent. C'est moi qui blessai Pierron, et à cause de ce forfait je brûlerai jusqu'à ce que le huitième de tes descendants me vienne délivrer : parce qu'en lui ne flambera pas le feu de luxure, sa présence éteindra ce bûcher. Mais, en nom Dieu et pour alléger ma peine, je te prie de faire bâtir ici une maison de religion.

Le roi promit, et, dès le lendemain, il manda maçons et charpentiers et fonda autour de la tombe de Simon une abbaye de la Trinité, qu'il protégea toute sa vie. Après sa mort, il y fut enseveli avec son heaume, son épée et sa couronne, dans un cercueil d'or, sous une tombe que personne ne lèvera avant celui qui doit mener à bien cette aventure. Et sachez qu'il était tant aimé des hommes de sa terre,

qu'à sa mort ils changèrent le nom de Hocelice pour celui de Galles, en souvenir de lui.

Cependant, après avoir sacré et couronné Galaad, Josephé était reparti pour Galafort. Son père y trépassa du siècle au moment qu'il y arriva et il en fut tout dolent et déconforté. Lui-même, il était très faible à force de veiller et de jeûner, de sorte qu'il fut averti que sa mort était prochaine. Avant d'expirer il voulut revoir le roi Mordrain.

— Sire, lui dit le roi aveugle, quand vous aurez quitté le siècle, il me faudra demeurer tout seul d'amis jusqu'à ma délivrance ; je vous prie pour Dieu de me laisser quelque souvenir de vous.

Alors l'évêque fit de son propre sang une grande croix sur l'écu du roi et lui annonça qu'elle demeurerait toujours fraîche et vermeille à travers les temps. Et Mordrain se fit mettre sur les lèvres l'écu qu'il ne pouvait voir et qu'il baisa en pleurant.

*
* *

Le lendemain Josephé connut que son dernier jour était arrivé. Il fit appeler son plus jeune frère Alain le Riche Pêcheur, qui lui promit de servir le Graal aussi longtemps que l'âme lui battrait au corps.

— Beau doux ami, vous serez donc gardien du saint vase après ma mort, lui dit Josephé : je vous en investis et revêts ; et, quand vous aurez laissé le monde terrestre, vos descendants en seront seigneurs après vous ; et, en souvenir de vous, ils seront surnommés les Riches Pêcheurs.

Après la mort de Josephé, Alain quitta le pays avec le Graal. Il parvint dans un royaume peuplé de sottes gens païennes qui ne savaient rien, hors cultiver les champs ; on l'appelait la Terre Foraine. Là régnait un roi lépreux, nommé Kalafe. Alain vint à lui et lui promit qu'il le guérirait pourvu qu'il fît ce qu'il lui dirait.

— Si vous me jurez de me rendre la santé, répondit le roi, vous ne m'ordonnerez rien que je n'accomplisse.

— Roi, abandonne donc la loi sarrasinoise, et fais-moi couper la tête si ensuite tu n'es guéri.

Kalaphe commanda d'abattre et brûler ses idoles, et Alain lui donna le saint baptême, en le nommant Alphasem ; puis il fit apporter le Graal, et, dès qu'il l'eut vu, le roi se sentit tout à fait sain. Même, il devint si prud'homme

qu'il fit occire tous ceux qui ne voulurent pas se faire chrétiens comme lui, de manière que tout le pays fut converti en moins d'un mois.

Ensuite Alphasem donna sa fille à Alain. Puis, pour conserver le Graal, il construisit un fort château qui fut nommé Corbenic, c'est-à-dire *Très Saint Vase* en chaldéen, dont il le fit roi et seigneur. Et d'Alain naquit Aminadap, et d'Aminadap Cathelois, et de Cathelois Manaal, et de Manaal Lambor, et de Lambor Pellehan, qui tous furent surnommés les Riches rois Pêcheurs.

Une nuit qu'il ne pouvait dormir, le roi Pellehan fut pris d'une curiosité si vive de voir le Graal qu'il n'y put résister. Il se rendit dans la chambre où le saint vase était conservé et il lui sembla entendre autour de lui mille voix qui rendaient grâces à Notre Seigneur et un bruit d'ailes aussi fort que si tous les oiseaux du monde eussent volé là. Il s'avança vers le Graal et souleva la patène pour regarder le précieux sang. Mais dans le même moment il aperçut devant lui un ange au visage ardent comme la foudre, qui lui traversa les deux cuisses d'un coup de lance.

— Roi Pellehan, tu es trop hardi. Jamais les merveilles du Saint-Graal ne seront vues par aucun homme mortel, hors un seul, qui sera le vrai chevalier de Jésus Christ et par qui la chevalerie terrienne deviendra céleste. Et sache que lui seul te pourra guérir en t'oignant du sang qui coulera de cette lance, lorsqu'il sera entré ici.

Désormais Pellehan fut nommé le roi mehaigné. De son fils, le roi Pellès, est née une pucelle qui passera en beauté toutes les femmes et elle mettra au monde celui qui achèvera les aventures du Saint-Graal et de la Bretagne bleue.

JACQUES BOULENGER.

Les maladies de la Monnaie

La monnaie consiste en pièces de métal frappées par l'autorisation souveraine qui en détermine la valeur nominale et marquées au coin d'un prince ou d'un État souverain. La monnaie sert au commerce. Elle nous paraît aujourd'hui indispensable à la vie sociale. Elle n'a cependant pas toujours existé. Son invention ne remonte pas à plus de sept cents ans avant notre ère, et de grandes civilisations, comme celles de l'Égypte, de la Chaldée, de l'Assyrie, ont vécu des milliers d'années dans l'activité commerciale la plus développée sans la connaître.

Le commerce se faisait alors par simple permutation, par troc. Il en est encore ainsi dans beaucoup de pays, dans la plus grande partie du continent africain, par exemple, ainsi que dans plusieurs régions de l'Inde anglaise. Le simple troc rend souvent les échanges difficiles. Il exige que des marchandises nombreuses et variées soient concentrées en un même lieu. Il ne réalise pas toujours commodément l'équilibre entre les produits, parce que la détermination de la valeur des objets peut être délicate et que l'on ne trouve pas forcément en échange d'une marchandise celle que l'on désire.

M. Yves Guyot citait récemment le cas d'une actrice qui, payée en nature dans une île lointaine d'Océanie, se rendit

rapidement compte des inconvénients du troc : « J'ai encaissé, écrivait-elle, pour ma part des huit cent seize billets pris hier soir : trois porcs, vingt-trois dindons, quarante-quatre poulets, cent vingt boisseaux de bananes, cent vingt citrouilles, mille cinq cents oranges. Mais, comment revendre, comment monnayer tout cela? Consommer la recette? Mais relis un peu, chère tante, ce qui m'est revenu hier pour ma part, et songe un peu à ce que la pauvre Zélie pourrait faire d'un pareil menu.

« On me dit qu'un spéculateur de l'île voisine, appelé Mangéa, doit venir demain pour nous faire des offres en espèces, à mes camarades et à moi. En attendant, pour tenir nos porcs en vie, nous leur donnons à manger des citrouilles, les dindons et les poules nous dévorent les bananes et les oranges, de sorte que, pour maintenir sur pied la partie animale de ma recette, je lui dois sacrifier tout le végétal. »

Avant l'invention de la monnaie, on avait ressenti le besoin de trouver un dénominateur commun de la valeur des choses. C'était, chez les Crétois du quatrième siècle, une hache, un trépied ou un chaudron, et chez les Grecs d'Homère, un bœuf. Un grand trépied de bronze, par exemple, était évalué douze bœufs, une femme esclave habile aux travaux de son sexe était payée vingt bœufs. D'après M. Babelon, on disait d'un homme dont le silence avait été acheté qu'il avait « un bœuf sur la langue ». L'habitude de compter le bétail par têtes (*capita*) a donné naissance au mot *capital*. Le mot *pécule* a signifié « un petit troupeau » (*peculium*) avant d'être synonyme de petit trésor d'argent.

Il va sans dire que, dans les échanges de la Grèce homérique, les bœufs ne jouaient pas le rôle de continuels intermédiaires comme chez nous les pièces de monnaie. Ils ne constituaient qu'un moyen commode d'évaluer la valeur des choses ; mais celles-ci étaient toujours directement troquées.

Quelqu'un, peut-être Phidon, roi d'Argos, ou bien Demodicé, fille d'Agamemnon, à moins que ce ne fût Thésée, découvrit un jour un lingot de métal précieux sur lequel était imprimée la marque officielle de l'autorité publique

en garantissant le poids et l'aloi. C'était la monnaie, telle que nous la connaissons de nos jours, du moins théoriquement. Cette marchandise jouit du privilège unique de convenir à tout le monde et de pouvoir être divisée sans rien perdre de son utilité. Lorsqu'on possède de la monnaie, le troc peut être remplacé par deux opérations successives qui le rendent plus facile : l'achat et la vente. L'achat, c'est l'échange, contre de la monnaie, de la marchandise désirée. Vendre, c'est recevoir de la monnaie en remplacement de l'objet dont on veut se défaire.

La monnaie permet de mesurer l'équivalence des marchandises ou des services échangés. Elle se présente comme un intermédiaire commode rendant les échanges plus aisés. Elle peut servir d'instrument de capitalisation parce qu'elle est de métal précieux, donc inaltérable et de grande valeur sous un petit volume et pour un faible poids. Ces qualités la désignent comme instrument de transport des richesses, particulièrement utile dans les relations internationales.

Telles sont les quatre fonctions de la monnaie.

Aristote dit, au cinquième livre de sa *Morale*, que « la monnaie est comme une caution contre les besoins à venir, parce qu'elle contient toute espèce de choses, puisqu'on peut les payer avec elle ». Ce n'est absolument vrai que pour la monnaie *réelle* dont la valeur numéraire n'est pas trop supérieure à la valeur marchande du lingot de métal précieux qui la constitue. La différence ne doit représenter que les frais de frappe augmentés parfois d'une légère taxe au profit de l'État souverain. Lorsque, sous Charlemagne, on parlait d'un sou d'or ou d'une livre d'argent, on entendait par livre une livre de poids et par sou la vingtième partie de la livre.

Le sens de ces mots a changé depuis.

La remarque d'Aristote peut être inexacte lorsqu'on l'applique à la monnaie *fiduciaire*, c'est-à-dire à celle dont la valeur dépend exclusivement de la confiance accordée à celui qui l'émet. Le billet de banque est une monnaie fiduciaire parce que celui qui le reçoit semble persuadé qu'en le rendant aux guichets de la Banque de France, il aura en échange la quantité d'or indiquée sur le papier. Le crédit est une belle chose, c'est la seule foi de beaucoup de nos contemporains. Mais, lorsqu'il disparaît, le billet

ne peut plus servir de « caution contre les besoins à venir », car il n'a même plus le prix du papier blanc.

Les industriels et les commerçants ont maintenant l'habitude de se servir de leur crédit, c'est-à-dire de la confiance qu'ils inspirent, pour emprunter de l'argent. Pour « financer » leurs opérations, c'est-à-dire pour les terminer, ils complètent leur capital par des emprunts à court terme, en escomptant leurs titres de créance. Ils remettent à la Banque de France les lettres de change qu'ils ont émises, et la Banque, après avoir accepté celles qui lui conviennent, donne en échange une certaine quantité de billets.

Le billet de banque ne sera donc pas seulement un reçu d'espèces en même temps qu'une promesse de les rendre sur présentation du papier, mais il pourra représenter une créance à échéance très proche résultant d'une opération commerciale effectuée.

Le billet de banque bien garanti est généralement considéré comme ayant la valeur de l'or. Cette confiance qu'on lui accorde lui permet de jouer le rôle de monnaie. Lorsqu'il est moins bien garanti, il ne peut plus s'appeler billet de banque : « Il est peut-être, dit M. Jacques Arthuys, du papier-monnaie, du papier-monnaie inconvertible, du papier politique. Il participe plus de la métaphysique que du commerce. »

* * *

La monnaie peut être affaiblie. C'est là, pour elle et pour le pays dans lequel elle circule, un grave danger. Si l'affaiblissement n'est pas trop étendu et si on le combat énergiquement, la guérison peut venir, sinon c'est la mutilation ou la mort. L'État souverain, toujours responsable de l'altération des monnaies, croit tout d'abord y trouver son avantage. Il a beaucoup de dettes, il lui reste de grandes dépenses à faire et ses coffres sont vides. Les faux-monnayeurs savent se tirer d'un aussi mauvais pas, à moins qu'ils n'aillent à l'ombre. L'État les imite. Il se croit sûr du succès parce qu'il ne peut pas se mettre en prison. Mais il s'aperçoit bien vite que ses ressources diminuent ainsi que celles de ses sujets. Le commerce ralentit ; la vie augmente de prix ; il y a bientôt des troubles publics et le désordre devient général.

Tout cela est normal : la confusion ne doit-elle pas régner dans un État où l'on change sans avis les poids et les mesures? Or, la monnaie est la plus précieuse des mesures puisqu'elle permet de comparer tout ce qui entre en commerce parmi les hommes. Elle devrait donc rester immuable. Mesure convenue, elle devrait demeurer fixe pour permettre de régler sans fraude la valeur des marchandises et des services. Son altération porte toujours atteinte à la prospérité publique.

Malgré toutes les expériences, malgré tous les déboires, il n'y a pas de pays se servant de monnaies où elles n'aient été maintes fois altérées. Quatre cents ans avant Jésus-Christ, Aristophane écrivait dans sa comédie des *Grenouilles :* « J'ai souvent remarqué qu'il en est à Athènes des bons et honnêtes citoyens comme de l'or ancien par rapport à la nouvelle monnaie. Les vieilles pièces sont d'un excellent titre ; c'est assurément la plus belle de toutes les monnaies ; seules elles sont bien frappées et rendent un son pur ; elles ont cours en Grèce et à l'étranger ; cependant nous n'en faisons nul usage : nous leur préférons de mauvaises pièces de cuivre tout récemment fondues et fort mal frappées. »

Dans une grande détresse financière par suite de la victoire de Sparte, les Athéniens avaient dû, en 406, nous apprend M. Babelon, recourir, pour la première fois, au monnayage du bronze. Les nouvelles espèces furent vite impopulaires. Les vendeuses du marché d'Athènes avaient l'habitude de loger dans leur bouche les piécettes d'argent qu'elles recevaient. Elles en perdaient pas mal, car ces « tartémarions » étaient tout petits. Lorsqu'on émit des pièces de bronze, elles continuèrent à les mettre dans leur bouche. C'était plus incommode parce que les nouvelles espèces étaient plus grosses, mais, par contre, elles en perdaient moins. Tant y a que les marchandes firent du bruit et qu'elles obtinrent le retrait de la monnaie de bronze. Aristophane fait dire à l'une de ses commères de *l'Assemblée des femmes* qu'elle avait la bouche remplie de pièces de bronze lorsque le héraut public vint en proclamer le décri.

Les changements de valeur des monnaies ont été nombreux en France. Leur histoire retient plus particulièrement

le nom de Philippe le Bel qu'elle appelle sans vergogne le « faux-monnayeur ». Ce roi altéra sans doute ses monnaies. Mais, en cela, il ne fit qu'imiter un certain nombre de ses prédécesseurs et ses monnaies, si dépréciées qu'elles fussent, avaient cependant une valeur réelle, puisqu'elles étaient faites de métal précieux. Peut-on en dire autant des billets plus ou moins crasseux dont nous nous servons aujourd'hui, si l'on n'a pas soin d'y ajouter l'idée métaphysique de crédit?

Philippe le Bel avait besoin de grandes ressources pour soutenir la lutte contre les Anglais et les Flamands qui voulaient envahir notre pays. Il ne pouvait point imposer ses sujets, comme le ferait un gouvernement moderne. Dans ce temps-là, le roi ne levait ni tailles ni subsides quelconques qui ne lui fussent librement accordés par les provinces. Il se croyait donc obligé d'altérer les deniers d'argent, ce qui lui permettait d'en avoir un plus grand nombre. En seize ans, il les avait affaiblis des deux tiers. La monnaie d'or était restée intacte.

On a maintes fois raconté les troubles qui s'ensuivirent dans le royaume. Personne ne voulait plus se servir de la monnaie d'argent. Le commerce s'arrêtait. Les marchands étrangers ne voulaient plus traiter avec les nôtres. Pour éviter la ruine, beaucoup de Français quittaient leur pays et se retiraient ailleurs. La noblesse, qui formait l'armée, voyait ses revenus diminuer en même temps que le prix de toute chose augmentait. Son courage s'affaiblissait comme la monnaie, ce qui faisait qu'elle avait souvent le dessous lorsqu'elle luttait contre les Anglais.

Le roi reconnut son erreur. Il prit les dispositions nécessaires pour en arrêter les conséquences et il ordonna une série de mesures relatives au rétablissement de la monnaie saine.

Si, parmi les successeurs de Philippe le Bel, il y en eut qui l'imitèrent dans le mal, aucun ne s'entêta. Tous revinrent à l'application des sains principes monétaires qui assurent l'ordre et la quiétude dans le pays. Ils se sont tous rappelé que livres, écus, sols, francs ne sont que des noms qui ne donnent aucune valeur aux espèces. Il n'y a qu'une chose qui compte : c'est le poids de métal précieux contenu dans les pièces de monnaie.

Une pièce de monnaie fausse se reconnaît assez vite. Le

poids anormal, la couleur plus mate, le son moins clair attirent l'attention. Il n'en est point de même pour la monnaie fiduciaire. Il est impossible de discerner un bon billet de banque d'un mauvais, un billet bien gagé par de l'or ou par un effet de commerce d'un billet sans garantie réelle. La raison en est simple : les bons et les mauvais billets sont identiques puisqu'ils sont imprimés par la même presse. Lorsque aux guichets de la Banque de France on vous dit que le billet vaut de l'or, vous le devez croire. Le client ne peut avoir la prétention de faire comme saint Thomas.

Les économistes distingués (et ils le sont tous, disait feu M. de Foville), les économistes distingués appellent *inflation fiduciaire* cette émission inconsidérée de billets de banque. Certains comprennent en outre dans cette expression l'augmentation exagérée des crédits en banque et, d'une façon générale, l'excès des moyens de paiement.

On chercherait vainement le mot *inflation* dans le dictionnaire de l'Académie. Ce néologisme est une des plus belles conquêtes de l'économie politique. Son sens indéfini sert de prétexte à de longues discussions, à de nombreux livres et à d'innombrables articles de journaux ou de revues. Diverses théories ont été édifiées pour le bénir ou pour le maudire qui eussent été inutiles si l'on avait tout bonnement continué à parler de fausse monnaie. Mais les économistes aiment à gazer leur pensée. Ils ressemblent en cela à Stéphane Mallarmé qui mettait toujours « un peu d'ombre » sur ses idées lumineuses.

Les « inflationnistes », s'appuyant sur ce que la Banque de France garantit une partie de ses billets par des effets de commerce à court terme, proposent simplement de lui faire escompter des créances d'échéances plus lointaines. Les nouveaux billets auraient la même valeur intrinsèque que les anciens. Les uns et les autres représenteraient de l'or futur. Il n'y aurait entre eux, comme différence, que quelques degrés de futur. La vertu d'espérance servirait de liaison.

C'est ainsi qu'un parlementaire, M. Bringer, voudrait une nouvelle émission de quelques milliards de billets de banque garantis par des travaux que l'État ferait exécuter. Des socialistes ont déposé un projet de loi proposant de créer 150 milliards de billets nouveaux. M. Paul Painlevé

s'est associé à ce projet en écrivant dans un journal du soir : « Je ne partage pas les préventions de certaines personnalités contre une nouvelle émission de billets de banque. » L'ex-président du Conseil partage donc la perspicacité de cet autre député qui déclarait, lorsqu'on lui opposait le chiffre des billets de banque en circulation : « C'est très simple. Il faut autoriser la Banque de France à émettre de nouveaux billets pour rembourser les anciens. »

Les « inflationnistes » croient avoir trouvé la pierre philosophale. Ils prétendent créer des richesses, faire de rien quelque chose. Ils oublient seulement que l'argent n'est pas la richesse, mais qu'il n'en est que le signe. La richesse ne comprend que les produits utilisés par l'homme pour vivre. Lorsqu'on accroît la quantité de monnaie, l'homme n'a pas plus de pain ni de vin. Il lui faut, par contre, plus d'argent pour se procurer un kilogramme de pain ou un litre de vin. L'augmentation de la circulation monétaire équivaut donc, dans la pratique, à un affaiblissement de la monnaie.

Une émission injustifiée de papier-monnaie a pour effet immédiat d'accélérer les ventes. Elle n'élève pas nécessairement les prix au début. Les personnes qui reçoivent en premier les nouveaux billets ont entre les mains des moyens d'achat plus grands. Elles s'en servent naturellement. La consommation s'accroît et les stocks de marchandises diminuent chez les commerçants. Alors ceux-ci, pour protéger leurs stocks d'un complet épuisement, élèvent leurs prix. Le coût de la vie augmente, désormais, de proche en proche.

Tous ceux qui vivent de leur travail, se faisant payer davantage, ne souffrent pas trop de la vie chère. Mais, pour les malheureux dont les revenus sont fixes, pour ceux qui ont, par exemple, prêté leur argent à l'État, la situation peut devenir terrible. Les gazettes nous signalent chaque jour des morts misérables ou désespérées de rentiers ou de retraités. Ces hommes forment cependant une classe particulièrement respectable : celle qui a donné pendant de longues années l'exemple de l'épargne, du loyalisme. Leur infortune actuelle est une nouvelle exception à l'adage de la vertu nécessairement récompensée.

La hausse engendrant la hausse, les moyens de paiement de l'État et des particuliers ne sont bientôt plus suffisants. Vite, la presse, et l'on imprime de nouveaux billets.

Cette « inflation » continuelle agit sur la vie économique comme un poison peut agir sur le corps humain. Le poison provoque une excitation factice et momentanée, mais il exige d'être absorbé en quantités toujours plus grandes jusqu'à ce que l'organisme, complètement ruiné, meure. Le nombre croissant des billets de banque fait tendre la valeur de chacun vers zéro. A cette limite, il n'y a plus d'instrument d'échange, il n'y a plus de commune mesure des valeurs, il n'y a plus de monnaie.

La mort de la monnaie n'est pas éloignée lorsque le public, doutant de la valeur du papier qu'il a entre les mains, cherche à s'en débarrasser et à l'échanger, à tout prix, contre quelque chose de plus sûr : bijoux, maisons ou terres. En France, nous n'en sommes pas là, heureusement. Mais la Russie et l'Autriche sont arrivées à ce terme logique et l'Allemagne s'y achemine à grands pas.

Lorsqu'il y a excès de monnaie, c'est-à-dire lorsqu'il y a trop de moyens d'achat par rapport aux produits existants, on achète forcément des marchandises à l'étranger. L'argent brûle toujours les doigts de celui qui l'a trop facilement. Il en résulte une augmentation de la dette nationale envers le pays exportateur. Le change de ce pays augmente. Tout le monde sait que le change, c'est « le prix, en monnaie nationale, que nous sommes obligés de payer pour nous procurer les monnaies étrangères nécessaires à nos paiements au dehors ». Il est donc normal que le change d'un pays devienne plus élevé lorsque nous lui devons des sommes plus considérables.

Dans l'évaluation des changes, le facteur humain intervient largement. Pratiquement, les cours sont fixés par quelques financiers de New-York qui possèdent ou qui gèrent un nombre respectable de milliards de francs français. Ces francs ont été versés en paiement des marchandises que nous avons achetées en Amérique pendant et depuis la guerre. Le prix de notre devise peut alors être considéré comme une sorte de baromètre de la confiance que les hommes d'affaires américains ont en nous. On comprend maintenant l'influence que peuvent avoir sur le change la politique intérieure et la politique extérieure. Une politique extérieure ferme obligerait l'étranger à ne pas mal préjuger notre pays. C'est ce que fit, dans des circonstances beaucoup plus graves

que celles où nous sommes, un roi de France qu'il est de bon ton de mépriser, le roi Henri III.

La perte de confiance ne signifie d'ailleurs pas toujours qu'on ait cessé de croire à la capacité ou à la volonté du gouvernement ou des particuliers de remplir leurs obligations. Lorsqu'il y a des émissions répétées de papier-monnaie, elle signifie qu'on a perdu confiance dans le futur pouvoir d'achat de l'unité monétaire elle-même et que, par conséquent, on s'attend à une hausse des prix. Il est donc prudent de se débarrasser de la monnaie qu'on possède. Lorsque les banquiers de New-York sont, pour une raison quelconque, mal disposés pour notre pays, ils jettent sur le marché une grosse quantité de francs. La contre-partie faisant défaut, puisque, malheureusement, nous n'avons pas beaucoup de dollars, notre devise baisse.

Lorsque le change est élevé, notre dette extérieure évaluée en monnaie nationale est plus forte. Nos charges sont plus grandes. Voilà encore une raison de faire tourner la presse à billets, de faire un peu plus d' « inflation ».

D'après notre Code civil, « s'il y a augmentation ou diminution des espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement. » Donc un objet acheté cent francs en 1914, mais payé seulement en 1922, ne doit être payé que cent francs papier, qui ne représentent guère que trente francs or de 1914. Une personne ayant emprunté à son voisin une pièce de toile de dix mètres et qui ne lui rendrait qu'une pièce de toile de cinq mètres, agirait conformément au code, puisque ayant reçu une pièce de toile elle en rend une autre. Cet exemple prouve que les rédacteurs du Code civil ne connaissaient pas le rôle de la monnaie. Ce qui fait la valeur de la monnaie, ce n'est pas son nom, c'est seulement la quantité de métal précieux qu'elle contient ou qu'elle représente. Si l'on ne reçoit pas le poids d'or ou d'argent auquel on a droit, on est lésé.

Cette disposition du Code civil permet la vie chère et entrave le commerce. Par exemple, un kilogramme de pain valait huit sous avant la guerre et, maintenant, on le paie vingt et un sous. En réalité, le pain est moins cher aujourd'hui qu'en 1914, puisque, par suite des émissions de papier-

monnaie, il faut au moins trois francs de 1922 pour faire un franc or d'avant-guerre. Si l'on vendait le pain vingt-quatre sous, on lui rendrait son prix d'autrefois. Malheureusement, les consommateurs, suivant l'exemple de leur gouvernement, continuent d'appeler sous et francs ce qui n'en est plus, et parce que leur monnaie diminue de valeur, ils s'étonnent de voir monter les prix de toutes choses, lorsqu'ils sont évalués avec cette monnaie dépréciée.

Nous avons déjà dit qu'il est fort difficile d'arrêter la presse à billets lorsqu'elle est lancée. Tant qu'elle marche, le papier-monnaie diminue de valeur. Les prix varient eux aussi, de même les changes. Cette instabilité rend incertains et difficiles le commerce et l'industrie. C'est la conséquence la plus grave de l' « inflation fiduciaire ».

L'État qui provoque l'instabilité des monnaies en souffre le premier. Pour combler le déficit budgétaire, si l'impôt ne rend plus, il doit faire appel à l'emprunt. Il demande aux souscripteurs d'abandonner de larges sommes de capital contre le paiement annuel d'un intérêt et éventuellement le remboursement lointain du capital prêté. Mais l'État peut-il prendre l'engagement de faire des paiements futurs en une unité qui peut valoir dans l'avenir plusieurs fois sa valeur actuelle? Inversement, les souscripteurs peuvent-ils accepter des promesses de paiement si l'unité monétaire doit se déprécier jusqu'à perdre entièrement sa valeur? L'opération est un jeu de hasard qui peut devenir désastreux pour les deux parties.

*
* *

Les maladies de la monnaie vont être prochainement examinées par un aréopage d'hommes d'affaires et de financiers éminents. La *Semaine de la monnaie* doit se réunir à Paris du 6 au 10 juin. Elle sera présidée par M. Raphaël-Georges Lévy, sénateur, membre de l'Institut. Les rapporteurs généraux seront MM. François Marsal et Georges Valois. Ces noms sont une garantie de sincérité et de succès. L'ancien ministre des Finances est le premier qui ait tenté l'arrêt de la folle politique du papier-monnaie. M. Georges Valois est universellement connu par ses travaux, et il est inutile de le présenter aux lecteurs de cette Revue. Avec les délégués des principaux ministères, parmi lesquels

nous relevons le nom de M. du Castel, directeur général des chemins de fer, il y a dans le comité d'étude de la *Semaine de la monnaie* des hommes de tout premier plan comme M. Coignet, M. Darcy, M. Kempf, trésorier de la Chambre de commerce de Paris ; MM. Georges Coquelle, Jacques Arthuys, Jules Descamps, Lucien Romier, Émile Baube, etc.

L'initiative de la *Semaine de la monnaie* est partie de la Confédération de l'intelligence et de la production françaises (C. I. T. F.) dont le président est M. Georges Valois. Son programme est très chargé. On étudiera l'instabilité monétaire, ses causes et ses conséquences : troubles sociaux, épargne et capital, questions de salaires, moralité commerciale, etc. On recherchera ensuite les remèdes pour tant de maux : diminution de la circulation fiduciaire ou « déflation », palliatifs commerciaux de toutes sortes, palliatifs techniques spéciaux au premier rang desquels nous tenons à citer le retour à la comptabilité en francs or. Enfin on essaiera de déterminer une politique monétaire.

Le sujet de la *Semaine de la monnaie* est donc vaste. Il intéresse toutes les industries, il intéresse tous les Français. Souhaitons que des solutions soient trouvées à tous les problèmes étudiés. Il ne restera plus qu'à les appliquer, ce qui ne manquera pas de troubler beaucoup d'intérêts particuliers. Mais si les réformes reconnues nécessaires sont un jour réalisées, on pourra dire que la renaissance de notre pays aura fait un grand pas.

MAURICE DENIS.

NIKY

Roman de l'émigration russe (*)

Pierre s'assit, triste et las. Le portrait de son père, des noires eaux du passé, avait fait remonter trop de souvenirs. Pourquoi Makar n'avait-il pas laissé cette photographie du grand-duc Ivan parmi les papiers d'affaires, les paquets de lettres qu'on ne relit pas, les boîtes de décorations qu'on ne porte jamais, bien au fond de la valise aux choses inutiles? Pourquoi n'avait-il pas à sa place posé comme un bouquet, le frais, le pur visage de la jeune princesse Marietensky?

— J'irai la voir tout à l'heure, murmura-t-il... Il faudra bien qu'elle me reçoive!

Pris soudain de fièvre, il achevait de s'habiller lorsque Ghourine surgit, comiquement engoncé dans une houppelande de soldat, avec une large serviette de maroquin sous un bras.

— Non, non, Ghourine, s'écria Pierre avec humeur, pas de comptes ce matin!

— Je ne viens pas pour des comptes! Cela — il montra le maroquin — ce sont les bijoux... Je ne veux pas les laisser derrière moi, tant que nous n'aurons pas loué un coffre... Mais quelqu'un est là.

— Je n'ai pas le temps.

Alors Ghourine, s'approchant de Pierre, lui glissa un nom à voix basse.

— Eh! qu'il aille au diable! s'écria Pierre. En tout cas, cinq minutes.

(*) Copyright by Jean Vignaud, 1922. — Voir la *Revue universelle* du 15 mai 1922.

Il alla s'asseoir contre la cheminée où par-dessus sa tête, son père, dans le cadre d'argent, aiguisait son rire diabolique. Alors la porte du salon s'ouvrit, un gros homme, à la face bouffie et rose, s'avança dans une série de courbettes qui s'adressaient aussi bien au grand-duc Ivan qu'à la personne de l'impérial héritier. Pierre, sans bouger ni prononcer une parole, considérait le baron Sakelberg, ancien chef de la police privée du tsar, puis d'un air ennuyé, il leva la main ; l'ancien fonctionnaire interrompit sa gymnastique protocolaire.

— Que Votre Altesse Impériale veuille bien me pardonner si je ne me trouvais pas à la gare de Lyon pour la recevoir.

— Il n'y a pas d'excuse à faire, Sakelberg ; j'arrive incognito, non pas un incognito de prince et je tiens à continuer.

— Incognito ! Pourtant l'arrivée de Votre Altesse était annoncée.

— Comment cela?

Sakelberg sortit de sa poche une feuille révolutionnaire. *l'Internationale*, qui portait à sa première page une large balafre de crayon bleu.

— Ces chiens-là sont toujours les mieux renseignés.

Il assujettit cérémonieusement un binocle et lut avec une étonnante volubilité :

Au moment où notre grand confrère *le Journal* annonce la publication des lettres de Guillaume II à Nicolas, à son cher Niki, empereur de toutes les Russies, nous apprenons qu'un grand-duc, prétendant au trône des tsars, doit débarquer ces jours-ci de Rome. Il irait habiter Passy sous le nom du lieutenant Nivolsky, dans un rez-de-chaussée où l'un de ses compatriotes s'est suicidé dernièrement. Par une étrange coïncidence, on assure que les familiers du pseudo-lieutenant l'appelaient à Constantinople, Niky, par abréviation de Nivolsky. Espérons que le monde en général et la sainte Russie en particulier ne seront pas troublés par les ambitions de ce singulier Niki ou Niky. Mais qu'attend donc l'Intérieur, si prompt à embastiller nos camarades, pour agir? Ah ! s'il s'agissait de quelque pauvre diable, disciple de Lénine?...

Pierre haussa les épaules.

— Les imbéciles ! Ah ! s'ils me connaissaient, s'ils savaient où j'en suis.

Il serra les poings, le regard perdu, oubliant le policier. Ce dernier rappela sa présence.

— Je suis venu, dit-il, me mettre aux ordres de Votre Altesse Impériale.

— Quels ordres? Je n'ai aucun ordre à donner.

Sakelberg fit un nouveau salut.

— Oh ! je sais, les ordres ne peuvent être les mêmes qu'autrefois. Sitôt que Leurs Altesses Impériales faisaient à Paris l'honneur d'un séjour, j'étais prévenu immédiatement — avant l'ambassadeur — et je savais ce que cela signifiait. J'organisais des soupers fins, des rencontres joyeuses, avec toute la discrétion exigée, bien entendu. Chaque fois, Leurs Seigneuries ont daigné me témoigner leur satisfaction. Mais par exemple... Que Votre Altesse me pardonne si je lui fais perdre son temps!

— Pas du tout, mon cher baron, s'écria Pierre en croisant les genoux et son visage eut la même expression féroce que celui du grand Ivan ; il voulait savoir jusqu'où pouvait aller l'impudence de ce vieux valet.

— Il me fallait déjouer les embûches de la rue de Grenelle, l'ambassadeur réservait ses salons à leurs Altesses ; la chancellerie devenait un hôtel de passage.

— Cela simplifiait votre tâche.

— Votre Altesse fait erreur ; on la compliquait au contraire. J'étais obligé d'entretenir des agents à l'ambassade.

Le chef de la police s'était exprimé sur un ton si sérieux, si pénétré de ses devoirs que Pierre fit un effort pour ne pas rire.

— Pourtant vous étiez, à cette époque, assez occupé?

— C'est vrai, dit le baron dont les yeux étincelèrent, mais ce n'étaient pas les nihilistes qui me donnaient le plus de mal ; ce n'était pas non plus la surveilllance de l'ambassade. Ce qui me coûtait le plus de travail, c'était le rapport quotidien à notre Empereur sur ce que disaient et faisaient à Paris les membres du gouvernement. Eh ! c'était difficile, on ne sait jamais ce que pensent les ministres français ; ils changent, chaque jour, d'opinions.

Tandis que le bonhomme parlait, une insurmontable lassitude avait gagné Pierre.

— Quoi, songeait-il, c'est cette ganache qui renseignait l'Empereur. C'est lui qui donnait le ton de la politique d'un pays comme la France. Ah ! pauvre Russie !

Un violent désir de chasser ce vieux renard le saisit ; cependant il se contint.

— Et aujourd'hui, baron, votre besogne doit être réduite?

— Changée, Altesse, c'est un tout autre travail, et qui exige du doigté. Avant, les gens comprenaient que la police était nécessaire, chacun avait sa petite fiche. On disait : « C'est la coutume russe ; c'est la loi. » Maintenant, il faut que nous prenions des précautions ; on y arrive quand même, seulement les intéressés ne s'en doutent

pas. Et puis le nombre des Russes à Paris est considérable. Votre Altesse doit posséder sûrement beaucoup d'amis, parmi eux ; mais elle ne les reconnaîtrait pas. Les temps sont durs, la Russie traverse de mauvaises heures. La baronne Aléief est placière en épicerie. La belle princesse Barisky est petite main chez un couturier place Vendôme ; l'amiral Sakarof copie des adresses commerciales ; Vera Tepof fait des traductions ; quatre généraux et six colonels de l'armée impériale sont conducteurs d'automobile ; le prince Chekof, l'ancien chambellan, vend des tableaux chez Hirchfeld, et combien d'autres ; tous ont leurs fiches chez moi. Si Votre Altesse avait quelque jour besoin de renseignements?

Pierre contemplait le dessin du tapis d'un air absent, comme si les paroles du chef de police l'assoupissaient. Il se redressa, demanda vivement :

— Vera Tepof, la fille du commandant la sixième armée, est ici? Il faut m'envoyer son adresse.

— Votre Altesse sera obéie, dit le policier avec un clin d'œil que Pierre ne vit pas.

Et tandis que le baron prenait une note, Pierre l'apostropha d'une voix rude :

— Retenez ceci, Sakelberg, je ne suis à Paris ni grand-duc, ni prétendant, ni quoi que ce soit ; je suis le lieutenant Pierre Nivolsky, simplement, vous m'avez compris? Donc, vous ne m'avez pas vu, vous jurez à tout le monde que je ne suis pas ici.

— Je jurerai, Altesse, mais on ne me croira pas. On sait déjà que vous êtes à Paris ; l'article que je vous ai montré tout à l'heure le prouve. Vos partisans vous attendent ; ils chercheront à vous voir. Et puis, Son Altesse est guettée par d'autres... Il ne faut pas qu'Elle sorte seule, sans armes. Je suis à la disposition de Votre Altesse pour l'accompagner. Elle peut compter sur ma discrétion. Les grands-ducs qui passent à Paris me font l'honneur de s'adresser à moi, pour des services personnels, délicats comme autrefois.

Et le vieux majordome eut un sourire si crapuleux que Pierre retrouva soudainement sa belle humeur :

— Eh bien, Sakelberg, c'est convenu ; tu vas me rendre un service.

— Que Son Altesse ordonne, s'écria le baron avec l'empressement joyeux d'un courtisan qui rentre en grâce.

Pierre jeta sur lui un regard méprisant.

— Voilà, j'ai fait tomber là-bas, tout au bout du salon, un billet de mille francs que je ne retrouve pas : si tu mets la main dessus, il est à toi. Va le chercher.

Le policier, après un nouveau salut, se dirigeait vers le fond de la pièce quand le grand-duc le tira brutalement par la manche...

— Depuis quand, ne se prosterne-t-on plus devant l'argent, s'écria-t-il d'un ton faussement courroucé. Allons, à genoux, à genoux et plus vite que ça.

Le vieillard obéit, souriant, soufflant, les basques de sa redingote traînant sur le tapis, telles de larges nageoires. Il rampait vers l'endroit indiqué, tandis que Pierre s'esclaffait, réjoui par les déhanchements grotesques du policier ; il riait fort, le visage empourpré d'une joie sauvage, rappelant à cet instant la férocité de son père envers les quémandeurs qui composaient la cour de la grande-duchesse.

— Eh bien ! criait-il, tu ne vois rien?

— Altesse, non, je ne trouve pas, gémissait le vieillard à bout de souffle.

— Imbécile ; fit Pierre s'esclaffant, économise donc tes culottes. Tiens, en voilà un autre ! et tirant un billet de son portefeuille, il le jeta sur la table.

Aussitôt, le baron Sakelberg se trouva debout, respectable et imposant, remerciant avec componction le grand-duc, moins de sa générosité que de l'amusante farce qu'il avait daigné jouer à l'un de ses plus fidèles sujets.

Pierre ne répondit pas, prit son chapeau ; le policier s'éclipsa.

La visite du baron avait mis Pierre en retard, mais il lui pardonnait à cause de sa course sur le tapis ; du reste, en vrai Russe, il allongea considérablement ce retard, en flânant encore pendant une grande heure avant de se rendre chez Hélène.

VII

— C'est par ici, votre rendez-vous?

Hélène sursauta :

— C'est à la porte d'Ivry, répondit-elle, levant son regard droit sur le chauffeur.

A travers son épaisse voilette blanche, ses yeux fiévreux mettaient deux points étincelants. Toute la nuit elle avait échafaudé des plans, élaboré des projets dangereux, difficiles, inventé des missions héroïques, dans une sorte de griserie mentale qui faisait tressaillir ses nerfs comme les cordes d'une lyre. Terrassée à l'aube par le sommeil, elle en avait vite secoué les liens pour accourir chez Loubkine, le chef des Temples vivants à qui le révérend Edwards

Philipp, de Constantinople, l'avait recommandée ; Loubkine... le fameux saint dont elle avait inscrit le nom sur le carnet de bal aux agrafes d'argent.

Hélène surprenait donc Paris à son réveil ; un Paris lavé, rafraîchi, reposé, où l'on respirait un peu de la suavité nocturne. Les conducteurs d'automobiles, dans l'avenue des Champs-Élysées, avaient fixé d'un regard équivoque cette grande jeune fille en ample manteau de voyage qui dissimulait son visage si soigneusement... L'un d'eux avait consenti de l'emmener, sans trop de fâcheuses remarques ; mais depuis quelques minutes, l'homme maugréait, pestait d'aller si loin. Hélène, décidée à ne rien entendre, regardait les théories d'ouvrières et de travailleurs déversées par les voies populeuses et que la bouche du métropolitain — la voiture venait d'aborder la place d'Italie — happait avec une voracité de squale. Les hommes avançaient d'un pas dispos ; les femmes, jeunes pour la plupart, étaient fraîches, pimpantes, dans leurs robes d'été ; elles passaient si vite, que la princesse avait à peine le temps d'apercevoir les figures éveillées, les tailles souples que fleurissaient — chez un grand nombre — des fleurs cueillies à quelque jardinet de banlieue.

— La liberté est peut-être possible ici, murmura-t-elle, mais pas chez nous...

Elle approchait de la demeure du chef des Temples vivants ; son appréhension croissait. Comment allait-elle aborder cet humble parmi les humbles, ce père des déshérités? Comment allait-il l'accueillir?

L'automobile s'arrêta ; Hélène descendit, le cœur serré, soudain, par la vue du terrain pelé, rongé, où surgissaient d'invraisemblables masures. Elle se sentit perdue... Enfin, des murs badigeonnés de noir et de bleu frappèrent ses regards ; c'était l'isba d'un pauvre moujik ; c'était sûrement l'asile du saint ; elle s'engagea dans un sentier boueux, tandis que la phrase d'un psaume monta, douce comme une salutation angélique.

Pour toi, Seigneur, j'ai aimé la porte étroite !

La porte étroite, bien étroite, en effet, et c'était celle que l'orgueilleuse petite princesse Marietensky devait franchir à son tour.

Elle entra. Au milieu d'une cour, une dizaine de paysannes russes, en sarrau de toile grise, coiffées d'un bonnet de drap fixé par un foulard noué sous le menton, la dévisagèrent de leurs yeux clairs et bienveillants.

Hélène dit en russe :

— Que la bénédiction soit avec vous toutes...

— Que la bénédiction soit avec toi, répondirent-elles.

A l'extrémité d'une allée, un homme venait de surgir ; instinctivement, Hélène chercha la porte. Mais Loubkine la tenait sous son regard.

Elle avait imaginé le saint déjà séparé de la terre, fait d'un corps flottant à la manière de ces buées qui s'élèvent de la surface des eaux par les chaudes matinées d'été, d'un visage pâl par la méditation ; et voilà que venait vers elle, dans une ruelle souillée d'ordures, un vieux et lourd paysan en caftan bleu, aux pieds traînants, dont le crâne luisant, les yeux noirs brasillants au-dessus d'une longue barbe grise, accusaient la brutalité, l'entêtement. Mais de cette rude enveloppe sortait une voix d'une surprenante douceur et la fièvre d'Hélène en fut rafraîchie, tout de suite.

— C'est toi celle que notre frère Edwards Philipp nous envoie? Sois la bienvenue parmi tes sœurs.

— Je suis votre servante, père, murmura la princesse, joignant les mains.

— Je t'attendais dans quelques jours, seulement, mais le Christ en a décidé autrement, dit-il en souriant ; c'est donc bien !

L'accent était celui d'un homme qui retrouve son enfant.

Hélène, avec un élan qui livrait toute son âme, murmura :

— Je suis venue plus vite vers vous, père, parce que je ne pouvais pas attendre. Votre expérience et vos forces me sont nécessaires. Il faut que Dieu m'aide par votre entremise.

— Dieu t'aidera si tu le mérites, dit doucement Loubkine.

Ils entrèrent dans l'izba composée d'une pièce unique, mais large, cellule et salle de prières, à la fois ; une paillasse disposée le long d'un mur servait de lit ; des bancs, des rayons chargés de livres complétaient le mobilier ; une inscription en lettres noires sur un fond d'andrinople : « Les hommes de Dieu sont des temples vivants », rappelait qui demeurait là.

Le saint attendit qu'Hélène se fût assise pour prendre place à son tour sur un banc de bois, son unique siège ; un large intervalle séparait le vieillard de la princesse.

— Mon frère Philipp, commença-t-il, m'a simplement annoncé ta visite. J'ignore tout des mobiles qui te conduisent ici ; est-ce au vieux Loubkine que tu veux parler, est-ce au père des Temples vivants?

— Que le père des Temples vivants daigne m'entendre, fit Hélène vivement.

— Que veux-tu? demanda le vieillard.

— Je veux, avec votre appui et celui des vôtres, sauver la Sainte Russie, lança Hélène d'une voix emportée.

— Notre appui, à nous, s'exclama Loubkine, les plus pauvres

parmi les pauvres... les plus humbles parmi les humbles ! Je ne comprends pas bien, ma fille.

— La Russie n'a plus de chef ; elle n'a plus de père, poursuivit Hélène d'un ton suppliant. Vous pouvez lui en donner un. Si vous le voulez, vous, alliés aux vieux croyants, aux milliers de moines qui prient encore dans nos couvents, un tsar bon, vrai, secourable comme Dieu, remontera sur le trône, si vous le voulez... Ce futur tsar, je le connais ; je sais qu'il peut sauver la Russie agonisante, mais il faut qu'on le sache là-bas... Il faut qu'une voix crie dans le grand désert qu'est devenu notre pays... et la mienne est trop faible. Viens à mon secours, père !...

Et la princesse Hélène Marietinsky, descendante de Rurick le guerrier, et qui pouvait s'enorgueillir d'un blason, certifié par le bureau des armoiries, plus ancien que celui des Romanof, tomba sur les genoux, les mains tendues vers le saint. Loubkine la releva dans un geste paternel.

— Et c'est moi que tu appelles à ton aide? Mais comment as-tu pu supposer un seul instant, que le pauvre Loubkine te seconderait dans une pareille tâche? Quoi ! tu en es là encore ; vous n'avez pas compris, toi et tant d'autres? Tout le sang répandu sur la terre n'a servi de rien. Seigneur, est-ce possible? Remettre un tsar sur un trône, en faire de nouveau le maître de toute une race, mais pourquoi? En quoi celui que tu connais mérite-t-il cette puissance? Dieu seul gouverne le monde. Et ton futur tsar, a-t-il la sainteté, la pureté du Christ? A-t-il la force, la science de Dieu lui-même? Tu ne réponds pas?... Vois-tu, le temps des dominations humaines est passé, toutes les dominations humaines doivent être détruites.

Il baissa la voix, rapprocha sa vieille tête du jeune visage désemparé.

— Lis ce qui est écrit là, fit-il, sa grosse main noueuse tendue dans l'espace, et il continua :

— C'est l'apôtre Paul qui l'a dit : « Les hommes de Dieu sont des temples vivants ». Or, nous sommes les hommes de Dieu.

— Je le savais, père.

— Savais-tu qu'en chacun de nous, que dans chaque temple vivant, s'est incarné le Christ? Chacun de nous est Dieu ; dès lors, qui pourrait nous commander? dit-il avec une soudaine majesté.

— Mais il y a les autres hommes, les faibles que le mal gouverne. Il leur faut un maître, s'écria Hélène d'une voix vibrante.

Le saint sourit à cette exaltation, comme à l'image de sa jeunesse, puis alla dans sa bibliothèque choisir un gros livre recouvert d'une toile noire.

— Voici notre loi, annonça-t-il sentencieusement.

Il lut d'une voix forte :

Ainsi qu'au lever du soleil, la lune et les étoiles s'éteignent, les fils de Dieu, quand ils possèdent le Christ en eux, n'ont plus besoin, ni de rois, ni d'autorités, ni de lois humaines.

Loubkine ajouta fermant le livre :

— Tu le vois ; les fils de Dieu ne peuvent rien pour toi...

— C'est bien, père, je lutterai seule, répliqua Hélène en se raidissant

Elle recula, droite, fière vers la porte ; une main lourde pesa sur son épaule :

— Princesse Marietensky, crains ton orgueil.

— Mon père..., balbutia Hélène.

— Et défie-toi de ton cœur.

Hélène, dans un regard anxieux, rencontra deux yeux clairvoyants, sagaces ; son visage devint de feu ; elle ne répondit point, sortit brusquement.

Comme elle traversait la cour, à pas rapides, sans même saluer les femmes qui guettaient son départ, une plainte d'une tristesse poignante monta de l'izba :

Ah ! cygnes, cygnes blancs.
Nous ne sommes pas des cygnes blancs.
Nous sommes des anges, des archanges
Venus de la terre céleste.

La princesse fuyait les cygnes blancs, les anges, les archanges... C'étaient des légions d'hommes armés qu'il lui fallait. Elle fuyait...

Apercevant l'automobile, elle s'y jeta comme dans une trappe, cacha son visage dans ses mains pour ne plus voir ce paysage désolé, cette terre d'épouvante et de malédiction.

La voiture se dirigea vers la rue François-Ier, reprit le même chemin, cette fois en sens inverse ; mais Hélène ne voyait rien, Hélène ne pensait qu'à elle-même... et à lui. Ah ! ce Paris, où tant d'êtres de sa race, de son rang apportaient leurs illusions, leurs rêves, les débris de leurs fortunes et de leurs vies, comme dans un immense creuset sans trop savoir quel alliage ou quelle scorie, un jour, pourrait en sortir, que lui réservait-il? C'était le second refus, en vingt-quatre heures, qu'elle subissait. Par une curieuse alchimie mentale, l'image du lourd paysan en caftan bleu s'effaçant tout à coup, celle du grand-duc Pierre surgit avec une autorité despotique. Elle le revit dans le compartiment, debout, inclinant sa haute taille, en disant : « Que Dieu soit avec vous, Hélène. »

Comme il lui manquait en ce moment ; avec quel besoin d'être consolée, rassurée, elle se serait blottie dans ses bras, comme une simple femme entre les femmes. Elle ferma les yeux, le souvenir de Pierre la troublait comme une présence ; alors, elle se secoua et sortant son étui de cigarettes, se mit à rêver silencieusement derrière les longs voiles bleus que la fumée tissait alentour d'elle.

Lorsqu'elle descendit devant la maison de Catherine Sovlona, un cercle de plomb pesait sur son front ; elle ôta son chapeau sans avoir le courage d'attendre plus longtemps, gravit lentement l'escalier. Ce ne fut point Kolia, le serviteur russe à l'habit maculé de taches, mais Mme Linzer qui vint ouvrir.

— Son Altesse Impériale vous attend au salon, princesse.

— Comment, Pierre est ici? s'écria Hélène.

Le miroir de l'antichambre lui renvoya son image, qu'elle considéra sans indulgence. Se présenter devant Pierre avec ces joues creusées, ces lèvres exsangues, n'était-ce pas avouer son second échec? Folie ! avait-il jeté dans le train, la veille ; qu'aurait-il dit, ce matin? Tout à l'heure, elle l'appelait dans une sorte de rêve, troublée par cette imprécision même ; maintenant, elle le redoutait, le sachant là, derrière cette porte.

Mme Linzer la fixait avec un regard réprobateur.

— Mais vous voyez bien, s'écria Hélène, que je ne peux pas recevoir Son Altesse ! Je suis trop lasse. Excusez-moi, fit-elle d'un ton radouci ; dites que c'est impossible.

Elle rentra dans sa chambre. Du salon venaient des piétinements, des paroles étouffées, comme si quelqu'un se débattait dans un couloir sans air : puis ce fut tout... Mais cela lui fut doux de sentir que Pierre tenait à elle, qu'il ne l'abandonnait pas.

Bientôt les bruits cessèrent ; le silence reprit possession de l'appartement ; alors, Hélène redevint tout d'un coup misérable. Mme Linzer fit une entrée de bête traquée.

— Son Altesse est terrible, terrible, s'écria-t-elle, j'ai cru qu'Elle allait m'écraser quand j'ai dit ne pas savoir où vous étiez. « S'il arrive malheur à la princesse, c'est à vous que je m'en prendrai. Elle vous a été confiée. »

— Pauvre Linzer ! dit Hélène d'une voix attristée ; mais son cœur battait violemment de plaisir.

La gouvernante consentit à s'asseoir.

— Dieu veuille que ce soit fini et que Son Altesse ne revienne pas, gémit-elle.

Dans les mains d'une Altesse Impériale, elle pesait moins, disait-elle, qu'une pincée de cendres.

— J'écrirai au grand-duc, fit Hélène conciliante ; et baissant la voix, elle ajouta :

— Catherine Sovlona?

— Elle était sortie ; mais je ne serais pas étonnée qu'elle fût aussi au courant de tout, que vous et moi, murmura la gouvernante, jetant derrière son épaule un regard rapide ; celle-là n'a pas besoin de voir ni d'entendre pour savoir, murmura-t-elle, avec un frisson qui fit sauter ses breloques.

VIII

— Qu'est-ce que me dit Kolia, chérie? Il a vu l'oiseau s'envoler de sa cage à huit heures du matin. Qu'avez-vous pu faire? Le Seigneur m'est témoin que je ne vous le demande pas. Mais vous devez être fatiguée.

Catherine Sovlona promenait dans la chambre d'Hélène sa longue taille élégante, sa perruque rousse, ses yeux vifs qui piquaient dans son visage maigre deux points de jais. Un bout d'ambre au coin des lèvres, elle parlait sans s'interrompre pour rejeter la fumée de sa cigarette, ses mains bossuées de bagues dans les poches de son costume tailleur.

— Comment votre domestique a-t-il pu me voir? Mes faits et gestes l'intéressent donc bien, s'écria Hélène, mécontente de se savoir surveillée.

— Eh ! chérie, que vous êtes drôle ; Kolia n'est véritablement ni un domestique, ni un espion ; nos corps sont des prisons de verre pour lui, voilà tout.

— Gênant parfois, fit Hélène avec un sourire sceptique.

Catherine Sovlona s'arrêta brusquement de marcher.

— Vous riez, Hélène, mais vous verrez ; Kolia c'est le pigeon blanc qui porte bonheur à la maison. Tous les pouvoirs d'En haut, il les a reçus. Il est mon seul médecin ; il devine quand mes crises approchent et les prévient ; car j'ai des crises, chérie, depuis que j'ai perdu mon bien-aimé Grégoritch. Il y a des jours où tous mes nerfs se nouent ; l'air me manque, tandis qu'une main cruelle me griffe le cœur. Kolia sait cela ; Kolia voit cela, et lui seul peut me secourir !

Elle s'était exprimée avec une passion qui marbra de rouge ses joues pâles et cette fougue causa chez Hélène un soudain malaise.

— Joli, le pigeon blanc ! pensa Hélène... elle est folle !

— Mais ce n'est pas pour vous parler de mes misères que je vous ai dérangée, dit Catherine, d'une voix plus calme. J'ai annoncé votre

arrivée à nos amis ; ils ont le plus ferme espoir de vous voir cet après-midi.

— Mais je n'ai rien à leur apprendre. Voilà quatre mois que je suis partie de Petrograd. Que leur dire? Que la Russie meurt comme Job, souillée de tous les ulcères, parce qu'aucun d'eux ne veut la sauver. Cela, ils le savent, je suppose !

Sa voix s'était élevée, véhémente, agressive presque.

Catherine Sovlona enleva le bout d'ambre de sa bouche, comme s'il l'empêchait de voir, et fixa Hélène avec étonnement.

— Ah, c'est cela ! Vous avez bien dit : personne ne veut ! C'est ce que répète Dimitri Wasilieff. Vous le connaissez? Non. Vous ne connaissez pas cet homme extraordinaire. Ah ! si nous en avions dix comme lui !... Mais vous voilà. Vous en valez bien neuf à vous toute seule. Vous réveillerez les endormis et les morts, car l'exil tue un peu moins rapidement que le typhus : mais voilà tout. Il faut qu'on vous voie, Hélène...

— Je resterai, chère Catherine Sovlona, si cela vous fait plaisir, dit Hélène résignée.

— A la bonne heure ! Je veux qu'on vous admire. Vous êtes fraîche comme une rose, chérie ; le vrai portrait de votre mère.

Hélène hocha douloureusement la tête ; l'étrange Sovlona venait de faire surgir les sombres images de l'épouvante. Pauvre Hélène... Elle revit la vieille demeure de Kiew ; sa mère morte de saisissement à l'approche d'une horde de paysans en armes. Elle revit le prince Marietensky retourné à la vie des casernes, muré dans un cellier. C'était sur l'ordre de son père qu'Hélène et Mme Linzer avaient dû fuir, déguisées en villageoises, traînant l'une un sac de pommes de terre, l'autre un sac de viande et tout le long de la route, en chemin de fer, en bateau, elles avaient dû se battre pour défendre leur nourriture contre des voisins affamés que la faim rendait assassins.

Hélène baissa la tête, découragée. Catherine Sovlona toucha de ses doigts maigres, bagués d'armoiries, les genoux de la jeune fille. Les yeux flambaient sous la fauve toison ; les lèvres minces et serrées donnaient au visage une expression singulière d'autorité et de force.

— Je vous ai dit : vous réveillerez les morts ; c'est une sottise, chérie, car les morts ne dorment pas. Ils sont actifs, vigilants, empressés autour de nous. Ils nous aident plus que les vivants. Tous nos martyrs, tous nos saints, notre Empereur, au nom trois fois béni, nous protègent, nous conseillent si l'on sait s'adresser à eux. Nous vous l'apprendrons.

Les mains dans ses poches, elle s'était redressée, et elle apparut à Hélène plus grande, plus impérieuse encore.

— Voilà six ans, cela fera six ans dans trois semaines, exactement dans vingt jours, que mon cher Grégoritch m'a quittée. Cependant, chaque nuit, il vient me parler, je le vois dans son uniforme de conseiller d'État avec ses épaulettes d'or et ses croix. Oui, exactement comme il était. Il me parle et sa vue me rappelle le beau temps, notre beau temps. Vous étiez trop jeune, Hélène, pour vous en souvenir. Mais dans notre salon, toutes les grandes étoiles ont brillé : Calvé, la Patti ; c'est chez nous qu'a débuté Chaliapine. Quelle révélation ! la huitième merveille, disait Grégoritch. Leurs Altesses daignaient se montrer à la maison. Mais revenons dans le temps. Le grand-duc nous avait fait espérer sa visite aujourd'hui, savez-vous?...

Ayant prononcé ces derniers mots, très vite, Catherine Sovlona fixa quelque objet au loin, comme un pêcheur surveille à la surface de l'eau les inflexions de la petite plume flottante. Hélène rougit et se tut. Alors, Catherine avec un travail compliqué, retira sa cigarette du bout d'ambre, dissimulant par son application sa déconvenue ; elle avait manqué sa pêche.

— Mon Dieu, pourquoi ai-je dit tout cela?... Je parle, je parle ; mais c'est que je suis une vieille amie de votre mère, et j'éprouve tant d'amitié pour vous, chérie.

Puis avec une tendresse inattendue chez cette grande femme aux gestes masculins, elle embrassa passionnément Hélène. Et la jeune fille resta seule, étourdie par ces confidences qui la laissaient craintive, comme entourée de menaces.

Le déjeuner terminé, Catherine s'efforça de mettre un peu d'ordre dans son salon, pièce haute et vaste, qui ressemblait presque à une salle d'entrepôt. Contre le parquet, sur les tapis usés, des tableaux étaient posés ; des écrins, des couverts d'argent, des paquets de livres s'amoncelaient sur le piano, sur les meubles. Tous ces objets, reliques ou défroques, avaient été confiés à Catherine Sovlona. Véritable agence, elle possédait des adresses de tous les marchands chez qui l'on pouvait obtenir le meilleur prix d'une fourrure, d'un bijou, d'une dentelle ; de n'importe quelle chose sauvée de la tempête. Elle connaissait tous les revendeurs et bricoleurs de Paris et les jours qu'elle ne recevait point, elle partait, une longue canne à la main, vers des boutiques louches, des échoppes clandestines, un ballot sous le bras, poussée par quelque mauvaise passion inavouée de chicane et d'antiquaille. Il lui arrivait de lever sa canne sur les marchands, des juifs qu'elle méprisait. Elle n'appartenait pas à

l'aristocratie ; bourgeoise, elle ne reniait point ses origines ; mais son grand-père, son père, son mari avaient fait carrière de fonctionnaires et reçu des tsars des décorations et des emplois ; en raison de ces bases matérielles, le culte de Catherine Sovlona pour l'Empereur pouvait légitimement prétendre au fanatisme.

Comme cinq heures sonnaient, le domestique annonça :

— Son Excellence le général Varof.

Le nom évoquait dans la mémoire d'Hélène un beau cavalier, saint Georges des combats et de l'amour, dont les prouesses légendaires tissaient les chansons des cosaques, aux airs emportés et bondissants comme leurs montures, et voilà qu'apparaissait dans le salon un vieil oiseau voûté, piquant autour de lui des regards soupçonneux. Une sincère pitié serra le cœur d'Hélène. Catherine Sovlona, après avoir nommé sa jeune amie, ajouta dans un salut :

— Le général Varof, chef de notre troisième armée.

— Ouvrier tailleur, rectifia le général.

Hélène eut un regard apitoyé.

— Ne me plaignez pas, princesse, la machine à coudre est un bon exercice pour les rhumatismes. Mes jambes vont mieux. Non, ce qui me fait mal, c'est ça.

Il avait sorti d'une de ses vastes poches une feuille imprimée. C'était la *Revue de Genève* ; il l'agita d'une main menaçante.

— Qu'on dise que nous avons fait des fautes... On n'a peut-être pas tort. Par le Christ, nous avons commis beaucoup de péchés. Mais qu'on imprime que je me pare du titre de général pour écrire dans les journaux, je ne peux pas le supporter. Je suis commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur, princesse, breveté d'état-major ; le maréchal Foch m'a serré la main et l'on ose.... Mais, je vais leur répondre.

Il se tut, soudain, pareil à ces vautours de jardins zoologiques qui, dans leur cage, sur leurs faux rochers, ont l'immobilité de la mort. A ce moment, de l'antichambre, une exclamation joyeuse retentit : Lenochka !

Hélène avait tourné, lentement, son visage hautain.

Une femme laide, avec une grosse face de dogue, se précipita : la baronne Alexeief, l'ex-multimillionnaire de Moscou.

— Te voilà dans ce grand Paris. Te voilà sauvée. Et que vas-tu faire, maintenant, Lenochka?...

— Je vous expliquerai, glissa la princesse à voix basse.

La baronne l'avait entraînée à l'écart, la pressant de questions : La Russie... les amis... les morts... les vivants... Puis, elle conclut subitement.

— Mais, dis-moi, je ne comptais pas te retrouver seule.

— Seule, fit Hélène, avec une gêne soudaine.

— On avait annoncé tes fiançailles ; j'espère que Son Altesse Impériale, le grand-duc Pierre est sauf aussi...

La princesse Marietensky, pendant deux années, avait travaillé sous les ordres de la baronne Alexeief, alors présidente de la Croix-Rouge de Moscou ; elle avait apprécié la bonté, la fidélité du vieux dogue.

— Oui, oui, il a pu s'échapper, lui aussi, chère baronne Alexeief, répondit-elle d'un ton ambigu. Mais il y a tant de difficultés ; tant de changements sont survenus dans nos existences. Il faut attendre.

— Au train dont va le monde, il faut au contraire se hâter de vivre, quand Dieu vous le permet. Voilà l'avis de l'expérience, Hélène !

Et comme Catherine Sovlona venait chercher la princesse, la baronne ajouta tout haut :

— Il faudra venir me voir. Ah ! par exemple, je ne te recevrai pas dans mon bureau de Moscou. Mais je ne le regrette pas. C'est grâce à lui que je vis maintenant. Tu te rappelles nos paquets de conserves, de tabac, de biscuits, pour les soldats? Eh bien, une des maisons de gros à qui nous achetions l'épicerie m'a procuré du travail. Je place ses produits. Et c'est curieux, Lenochka, comme on rencontre des gens complaisants. Je trouve toujours en route un gamin, un ouvrier, pour me porter mes boîtes...

Elle se mit à rire avec tant de bonne humeur, qu'Hélène rit à son tour. Cette vaillante femme avait ressuscité son courage.

Les autres amis de Catherine Sovlona arrivèrent par unités assez espacées ; car tous avaient dû solliciter une autorisation d'un chef d'atelier, d'une première, d'un contremaître, pour se rendre libres. Vers sept heures seulement, tous se trouvèrent réunis : l'amirale Sakarof dont le profil altier casqué d'argent avait ébloui tous les palaces d'Europe, et qui passait maintenant ses jours et ses nuits à transcrire sur des enveloppes des adresses commerciales ; le prince Nicolas Boresky redevenu à cinquante ans valet d'écurie chez son ancien entraîneur à Maisons-Laffite ; la comtesse Epresky, ex-ambassadrice à Vienne, aujourd'hui lingère, dont c'était la première sortie après un séjour d'un mois à l'hôpital Saint-Joseph ; Véra Tepof, la célèbre cantatrice de Moscou, qui vivotait de traductions ; Constantin Shumaker, le conservateur de l'Ermitage, sale et barbu comme un pope, commis de librairie sur la rive gauche ; le prince Lavrine, ex-chambellan de l'impératrice, ouvrier peintre chez un carrossier de l'avenue d'Italie. Il ne manquait que Dimitri Wasilief, l'homme extraordinaire.

Encombré de ces visiteurs aux mises démodées, ingénieuses et pauvres, le salon de Catherine Sovlona prenait l'aspect d'une salle d'émigrants. Les hommes, par indigence de linge, conservaient des imperméables boutonnés jusqu'au cou ; les femmes portaient des robes fanées d'arrière-saison, quémandées à des comités de secours. Seule, Vera Tepof, par sa beauté de Diane, son éclat de blonde, égayait d'un rayon de lumière cette sombre détresse. Pourtant, pas une plainte ne montait de ces cœurs résignés, de ces êtres perdus, ballottés par la tempête. Ames d'Asie, accoutumées depuis des siècles aux migrations, aux épidémies, elles acceptaient leurs épreuves avec un fatalisme oriental.

Les cheveux coupés, le visage aigu de chat, rapetissé, décharné par la fièvre, la comtesse Épresky contait dans un groupe ses souvenirs d'hôpital.

— Les sœurs étaient très bonnes pour moi ; elles s'asseyaient autour de mon lit ; elles me regardaient comme une petite monstre. Mais elles étaient trop bonnes, trop bonnes. En quittant l'hôpital, j'ai embrassé la supérieure, je lui ai dit : « Chère petite mama, vous avez très fort attrapé dans vos mains le cœur de la petite sauvage russe. » Je suis partie avec une grosse chemise et des chaussures neuves.

Hélène contemplait tous ces exilés, le cœur serré. Ces hommes et ces femmes, elle les avait rencontrés naguère à Moscou, à Pétersbourg, aux beaux jours tout remplis de quiétude, dans le décor de richesse qui les rehaussait, comme les écrins font valoir le feu des diamants et l'éclat des perles. Plus riches que les plus riches princes de l'Europe ; propriétaires de domaines dont on ne pouvait mesurer ni l'étendue, ni l'abondance ; possesseurs de trésors qui les égalaient aux plus fabuleux rajahs ; ils alliaient le luxe le plus raffiné que le génie de Paris et de Londres pût inventer au faste asiatique le plus barbare. Dans les grandes capitales du monde, les femmes avaient été chaque année les reines de la saison, les hommes les dieux de la mode, et le peuple les avaient fêtés partout, comme des souverains, comme des monarques, car ils avaient de la royauté la magnificence.

Et voilà ce que la tourmente avait fait d'eux : des manœuvres, des ouvrières, enrôlés dans la sombre armée de la misère. Et c'étaient les moins à plaindre. A Péra, à Kifissia, dans les faubourgs de Constantinople et d'Athènes, Hélène avait vu pire. Elle en avait retrouvé plusieurs, jouant, buvant, chantant, se vendant avec des regards fous de porte-faix ivres, de bayadères désespérées et perdues. Ceux-là, du moins, restaient fiers.

Bien que les amies de Catherine Sovlona fussent beaucoup plus âgées qu'Hélène, que l'amirale Sakaroff eût pu lui tenir lieu de mère, toutes s'inclinèrent comme les hommes devant la princesse Marietensky, saluant en elle la fiancée de son Altesse Impériale, le futur tsar, qui devait, un jour, les rétablir dans leurs biens, dans leurs dignités, et relevant leur orgueil, leur redonner le talisman de la puissance. Comme l'exigeait le protocole pour les personnages impériaux, ils n'osaient lui adresser la parole avant qu'elle ne les y eût autorisés. Hélène songeait à Pierre et tous ces hommages inutiles lui serraient le cœur.

Les présentations faites, elle alla s'asseoir à l'écart entre Mme Linzer et la baronne Alexeief.

Débarrassés de toute contrainte, avec cette mobilité slave faite de volte-faces et de soubresauts, les assistants se mirent à rire bruyamment tout en avalant les gâteaux de Catherine Sovlona qu'on voyait circuler avec des assiettes pleines, bientôt vidées. Car l'appétit russe est insatiable.

Des acteurs moscovites, une troupe de café-concert de Pétersbourg venaient d'arriver à Paris ; on en parla. Les refrains pétillaient dans les mémoires, chatouillaient les lèvres ; une jeune femme chanta, on se mit même à danser, car ils aimaient tous la danse où le corps et l'âme dans les tourbillons perdent le souvenir de la vie avec le contact de la terre. Il s'agissait evidemment avant tout, pour tous ces malheureux, d'oublier l'existence, de l'avilir encore à force de mépris, de l'user par des plaisirs qu'ils jugeaient vulgaires, stupides, mais dont ils se servaient comme autant d'acides pour corrompre, brûler leur ennui, l'inguérissable ennui russe qu'ils traînaient partout depuis leurs premiers balbutiements, depuis leurs premiers pas.

Hélène fixait avec désespoir ces évadés de l'enfer.

— Ah ! songeait-elle, avec cette violence de la jeunesse qui ne peut deviner quelle amertume cache souvent la légèreté ; ce n'est pas eux qui m'aideront. Ils ne croient plus à rien !

Quelque chose tomba à côté d'elle, avec un bruit sourd... Hélène se retourna brusquement. Le général Varof, au pied de son fauteuil, gisait raide comme un oiseau empaillé ; son pardessus entr'ouvert laissait voir la poitrine nue, d'une surprenante blancheur ; une croûte de pain dure comme une noix avait roulé de sa poche. Le vautour mourant de faim venait de tomber de son perchoir. Hélène se précipita ; Catherine Sovlona, qui était là, releva elle-même l'apprenti tailleur qui jetait autour de lui des regards hébétés ; mais les premiers mots de l'orgueilleux furent :

— Ils ne se sont aperçus de rien?

— Ils ne se sont aperçus de rien, répondit Catherine. Vous voyez bien qu'ils dansent...

Aux sons d'une musique languissante comme une chaude matinée de printemps, les couples glissaient, le visage tendu, les regards flottants. Rien ne pouvait les arrêter ; ils dansaient devant ce chef glorieux, agonisant de faim ; ils dansaient pendant que la Russie sombrait dans une fosse puante. Hélène détourna la tête pour ne plus voir, ne plus penser. Elle était silencieuse, isolée, quand une voix âpre la secoua :

— Vous croyiez, princesse, en quittant la Russie, avoir quitté pour toujours la maison de fous ; vous voyez qu'il s'en est échappé quelques-uns.

Elle releva la tête. Dimitri Wasilief — il se nomma — souriait en la regardant. Souriait-il, ce visage maigre et tourmenté que balafrait un rictus? Les yeux clairs brûlaient sous un front large et bombé. Figure étrange d'apôtre et de soldat que le mysticisme et l'action avaient marquée et d'autres passions aussi. Mince et droit, élégant dans son veston gris de coupe anglaise, il fumait avec nonchalance, debout devant la princesse, en jetant autour de lui des regards méprisants.

— On croit, poursuivit-il, d'un ton calme, que le peuple russe, là-bas, a perdu la tête. Mais dans l'exil, — il désigna les danseurs, — il ne l'a pas retrouvée.

Il avait fixé toute cette noblesse déchue comme une troupe de chiens turbulents.

— Mais ce sont ceux de là-bas qu'il faut sauver, dit Hélène.

Dimitri Wasilief approuva d'un signe de tête.

— Oui, princesse, ceux de là-bas. Mais allez donc faire entendre raison à des aliénés. Tous, et ils sont des millions, se croient Jésus-Christ ; tous veulent sauver le monde ; tous sont des rédempteurs. Quel médecin peut diriger une aussi vaste maison de santé où tous sont déments : les infirmières et les pensionnaires? Qui peut les guérir?

— Mais un nouveau tsar, je suppose, dit Hélène avec élan.

Deux lueurs fugitives jaillirent sous le front bombé.

— Un nouveau tsar. Lequel? Vous savez bien, princesse, que chez nous, il suffit de dire : « Je suis envoyé par Dieu » pour être couronné au Kremlin. On ne compte plus dans notre histoire les faux tsars. La Russie, c'est la terre de l'amour ; c'est aussi celle du reniement et de l'apostasie. Judas et Christ trinquent ensemble. Souvenez-vous de Razine, le sorcier du Don, le rival de l'empereur Alexis Mikailovitch et de Pougatchof le Cosaque de l'Oural? Celui-là, c'est mieux ; il se fit

passer pour Pierre III et reçut des prêtres le pain et le sel. Dans chaque province, il y a un Razine, un Pougatchof qui guette son heure. Ah ! le grand-duc Pierre Ivanowitch a raison de patienter. Il faut d'abord mettre de l'ordre dans la maison avant qu'il n'y rentre.

Le nom de Pierre jeté dans leur entretien fit tressaillir Hélène.

— Son Altesse pourrait se montrer, Dimitri Wasilief, encourager ses partisans?

— Pourquoi faire, ce n'est pas le moment, dit Wasilief avec autorité. Ses partisans n'ont pas besoin d'encouragements pour se mettre à l'œuvre, ajouta-t-il d'un ton ambigu. Ils y sont déjà.

Hélène baissa la tête pour ne pas laisser éclater sa joie.

— Je veux vous aider, Dimitri Wasilief, lança-t-elle. Comptez sur moi.

Il eut un haut-le-corps, puis se pencha vers cette enfant violente, enthousiaste, enivrée de sacrifices...

— C'est un engagement grave, princesse, fit-il.

Les danses venaient de finir : près du samovar qui gonflait dans un coin sa panse luisante et dorée, le vautour se nourrissait silencieusement, servi par Vera Tepoff. Les amies de Catherine Sovlona s'approchèrent d'Hélène avec des révérences de cour. Alors, Wasilief prit congé d'elle.

— Connaissez-vous, princesse, l'ataman Samarof? demanda-t-il cependant encore, comme s'il s'agissait de quelque banale relation mondaine.

— Je ne connais plus personne, dit Hélène en souriant, pressentant chez Wasilief une arrière-pensée.

— Alors, j'aurai le grand honneur de vous le présenter.

Et glissant avec une souplesse de chat entre les groupes, il sourit au passage à Vera Tepof et disparut.

Hélène s'était retirée dans la chambre. Les émotions de la journée l'avaient brisée et elle s'endormit sans dîner, avec cette facilité de la jeunesse qui se dilue et se recrée instantanément dans le sommeil.

Une église proche venait de sonner trois coups lents et graves, lorsqu'un cri réveilla Hélène. Elle se dressa ; le cri s'était enfoncé comme une flèche dans la nuit. Mais des murmures couraient dans l'ombre.

« Qu'est-ce qui se passe? fit Hélène. Ah ! oui. C'est Catherine Sovlona qui doit recevoir la visite du bien-aimé Grégoritch. » Une curiosité s'éveilla en elle ; Hélène se glissa jusqu'à la porte du salon. A travers les battants minces, des voix qui lui semblèrent étrangères s'exprimaient sur un ton craintif, soumis. Le cœur en tumulte, Hélène prêta l'oreille.

— Tenez-le donc, il va tomber. Voyons Kolia, explique-toi...

Kolia le pigeon blanc était là et cette voix âpre, autoritaire, Hélène l'avait entendue déjà. Dimitri Wasilief parlait ainsi ! Mais que pouvait faire à cette heure chez Catherine Sovlona, l'homme extraordinaire? Hélène retint son souffle. Alors des gémissements s'élevèrent, des ahanements d'homme qui ne peut venir à bout d'une tâche exténuante ; puis, il y eut un bruit de chaises remuées. Tremblante, Hélène revint vers son lit et resta les yeux ouverts, la gorge serrée. Dans quelle maison était-elle tombée? Elle se sentait engagée dans un long couloir obscur, menacée par des mains tendues dans l'ombre. Elle retrouva le sommeil seulement à l'aube ; un sommeil hanté de visions, dans lesquelles Loubkine, le chef des temples vivants, Kolia, Wasilief, jouaient des rôles à la fois effrayants et grotesques.

Quand la femme de chambre apporta le déjeuner, vers midi, Hélène fit demander Catherine Sovlona qui parut immédiatement, sa haute canne à la main, équipée pour la chasse aux revendeurs. A la question pressante d'Hélène, elle répondit d'un air mystérieux :

— On vous a réveillée, chérie ; pardonnez-moi. Mais si vous saviez ! Un peu plus ou un peu moins de sommeil, ce n'est rien, car il est venu, Hélène... Il nous a fait l'honneur...

— Pardon, fit Hélène, je ne comprends pas les énigmes.

— Eh bien ! Hélène, l'esprit de notre empereur lui-même s'est manifesté cette nuit... Et il a promis de revenir... Hélène, il faudra... il faut que vous soyez des nôtres...

JEAN VIGNAUD.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

L'EUROPE APRÈS L'ACCORD GERMANO-RUSSE

Comme toutes les expériences imaginées et conduites par M. Lloyd George depuis 1918, la Conférence de Gênes s'est terminée dans un brouillard où les ruines se devinent plutôt qu'elles ne se distinguent. Qu'y a-t-on gagné? Qu'y a-t-on perdu? L'avenir donnera de l'allure à ces questions.

Pour notre part, le pessimisme — un pessimisme d'ailleurs relatif — l'emporte sur la satisfaction. Il aurait mieux valu couper sec après Rapallo et laisser M. Lloyd George patauger jusqu'à l'échine dans ses « nouvelles amitiés ». Il en aurait très vite apprécié le charme et le monde entier aurait été à même d'évaluer en chiffres exacts le savoir-faire du plus grand brouillon des temps modernes. Un publiciste allemand, qui cherche à regarder un peu plus loin que ses compatriotes, a défini la politique de M. Lloyd George comme une politique d'actualité à la légère. Rien de plus exact, à condition de pousser la légèreté et l'actualité à leur maximum concevable.

Changer d'opinion et d'attitude cinq ou six fois par jour, écarter carrément les conséquences probables de ses actes pour ne s'en tenir qu'au succès, bon ou médiocre, des effets de scène, ces qualités-là pourraient avoir du prix chez une demi-mondaine, soucieuse de l'animation de son salon. Pour un homme d'État, cet histrionisme n'est justiciable que de la méfiance, pour ne pas prononcer un mot plus dur.

A Gênes, comme dans le Londres de 1914, nous avons surpris les

mêmes éternelles sottises du même éternel Lloyd George, car rien ne change moins que cette incessante mobilité. Cette sirène aveugle, dépourvue de cerveau, réduite aux réflexes élémentaires, croit toujours neutraliser le péril en se cachant la tête, non sous son aile, mais dans la gueule du loup. Le flair de M. Lloyd George, déjà connu par son opposition à toute guerre contre l'Allemagne, s'affirme une fois de plus par ses poignées de main à Tchitchérine. Regrettons avec amertume que le plus grand empire du monde — au moins provisoirement — ait à sa tête ce mélange d'homme de génie et de *minus habens*, ce Victor Hugo de la politique mondiale. Sans Lloyd George, ni Tchitchérine, ni Rathenau, ni Schanzer, ni Facta, pris ensemble ou séparément, ne pèserait très lourd. C'est le poids frauduleux de l'empire britannique qui leur donne de la masse et de la densité.

Et maintenant, tâchons de dresser le tableau des profits et pertes de la Conférence de Gênes.

Lloyd George en sort vaincu, non pas vaincu d'une de ces défaites éclatantes qui furent le lot de la Russie, par exemple, au congrès de Berlin, ou même de l'Allemagne à Algésiras, mais diminué, mais branlant, mais déteint. Il a perdu son vernis, sa fougue, sinon sa vieille impudence. Petit à petit, ce Lloyd George mue en George Dandin, Scapin transparaît sous ce tumultueux Chrysale. Il fera encore des farces, mais elles seront jugées de plus en plus mauvaises. Pour user de comparaisons moins sordides, le Lloyd George de 1922 ressemble au Napoléon de 1808, peut-être au Napoléon de 1812, voire au Napoléon de Leipzig. Il conserve son boutoir, mais il sait moins bien s'en servir.

Quand on est à son aise pour réfléchir, hors du coudoiement de ce qu'on appelle les idées, on se demande comment un homme adulte a pu concevoir ce projet de mettre fin aux difficultés européennes en rassemblant en bouquet ces difficultés mêmes. Jamais le mépris du bon sens n'est allé si loin qu'avec M. Lloyd George. Ah ! si le public savait ce qui se murmure dans les pièces secrètes des chancelleries ! Depuis quatre ou cinq mois, des affirmations angoissantes, concordantes, étranges, s'accumulent autour de la Russie. Tout serait prêt chez elle pour une prochaine offensive d'immense envergure, dont la Pologne et la Roumanie feraient les premiers frais. Sachons que la situation est grave, presque aussi grave qu'en juin 1914. C'est pourquoi la disposition des forces et des esprits après Gênes doit être considérée avec tant d'attention.

Nul doute, pour commencer par là, que les Russes n'en sortent bénéficiaires. N'ayant rien à perdre, ils risquent, partout et toujours, de gagner quelque chose. C'est pourquoi les inviter à des palabres

constitue en soi une erreur. L'atmosphère même de toute réunion de ce genre, évocatrice de grandes choses, permet *ipso facto* d'aborder des sujets qui autrement seraient réservés ou interdits, « grands desseins », accords fondamentaux, questions de vie et de mort. Les intéressés trouvent dans de pareils cas des forces et des prétextes, qu'une politique moins grandiloquente, moins risque-tout, leur retirerait. Qui empêcherait, par exemple, de sérier en cinq ou six casiers les difficultés provoquées par les Soviets et de les résoudre patiemment, l'une après l'autre, suivant leurs accointances? Croit-on qu'avec le Japon, avec la Finlande, la Pologne, la Roumanie, les éléments feraient défaut pour aller jusqu'au bout de cette tactique?

On a préféré, à la suite de M. Lloyd George, une méthode de bloc, éminemment périlleuse, puisque, de son fait, la simple échelle des grandeurs confère aux concessions éventuelles des dimensions prodigieuses et un intérêt souvent capital par suite d'échanges et de compensations sans rapports mutuels de nature. On se trouve ainsi amené à consentir hypothétiquement aux soviets des avantages dont le simple examen ferait scandale, s'il en était question tour à tour à la page exacte du chapitre concernant leur spécialité.

D'autre part, menacés sur toute la ligne, obligés d'avoir de l'audace et des vues cohérentes, en un mot dotés par leurs ennemis mêmes d'une politique d'ensemble qu'ils n'auraient peut-être pas eu par eux-mêmes la puissance d'ébaucher, les hommes de Moscou se sont trouvés grandis par le cadre où on les plaçait presque de force.

Dès avant la réunion de la conférence, cette *baraka* des idées générales déviait déjà en leur faveur. Ils n'étaient pas encore arrivés à Berlin que leur passage dans les équivoques pays baltes leur avait permis de racoler des appuis. Encerclée brusquement au cours de la bagarre, la Pologne elle-même s'engageait à demander aux grandes puissances la reconnaissance *de jure* des Soviets. Tchitchérine pouvait dès lors aller trouver Rathenau la conscience tranquille. L'éclat du traité de Rapallo se trouvait amorti déjà.

Les soviets ont donc gagné à la conférence de Gênes. S'ils n'ont pas conquis de haute lutte, suivant leurs ridicules prétentions, des privilèges en forme et catalogués, ils ont emporté par ruse une série de droits confus, mal définissables, comparables aux égards que l'on obtient, dans la rue, d'une personne qui ne vous reçoit pas — pas encore — dans son salon. Dans cet ordre de procédure, la conférence a atteint son plus haut comique le jour du blâme aux Allemands ; leurs partenaires moscovites s'en tiraient indemnes. On peut s'apercevoir alors, sans lunettes, dans quelle fange diplomatique M. Lloyd George avait précipité l'Europe.

A Gênes, tout ou presque tout fut de cette bassesse, depuis les tractations pétrolières jusqu'au régime de la liberté de conscience, et, s'il faut le dire, l'archevêque de Gênes se montra le digne partenaire de Schanzer, de Litvinoff, de Lloyd George et de Bénès ! Une vague d'irresponsabilité démocratique déferla du haut de l'Oural et couvrit toutes les consciences de son onde malpropre, à l'exception de la France et de la Belgique.

Cependant, l'accord germano-russe, si bien adapté aux convenances géographiques du traité de Versailles, n'a pas suscité outre-Rhin des éloges seulement. Pour que les relations diplomatiques, par exemple entre Berlin et Moscou n'aient été reprises que ces jours derniers, depuis plusieurs années qu'elles étaient rompues, il faut que d'énormes obstacles s'y soient opposés. On a dit — et ce doit être vrai — que le président Ebert, si bien vu des droitiers depuis quelques mois, n'avait pu retenir un accès de fureur en apprenant la conclusion des accords entre Tchitchérine et Rathenau. Ce dernier, non sans désinvolture, poursuit une politique personnelle, qui nous montre à quel point les gros industriels israélites de Londres, de Francfort et de Berlin prétendent chausser les bottes des grands seigneurs anglais, prussiens et russes. C'est lui le traducteur le plus pressant de cette Europe nouvelle tournée vers la revanche allemande, grâce à l'appui de l'Angleterre, de l'Italie, de la Russie. Qu'il exprime ainsi plus ou moins les désirs secrets, les convenances obscures du *Reich*, nous n'en disconvenons certes pas. Néanmoins, les répugnances ouvertes de beaucoup de ses compatriotes à toute connivence trop intime avec Moscou nous enseignent que nous pourrions disposer en Allemagne, pour une action d'ensemble, de certains appuis peu suspects d'insincérité.

C'est pourquoi nous devons, pour la seconde fois, regretter que M. Barthou n'ait pas profité de la stupeur causée par la divulgation du traité germano-russe pour se retirer sans phrases. Le succès du chancelier Wirth eût tourné, pour ainsi dire, à l'abus, et l'écroulement de la Conférence, visiblement provoqué par ses trop savants pourparlers, eût déchaîné contre lui, à Berlin même, une série de terreurs, de rancunes et de désillusions qui, par contre-coup, en eussent fini avec tout essai de contribution au relèvement et à l'inoculation des Soviets.

On a préféré une procédure moins efficace et grosse de risques. Pour le moment sans doute, la malfaisance soviético-prusso-lloydgeorgienne se trouve ou paraît être annulée. Avec quelque mérite et non sans quelque raison, MM. Barthou et Poincaré peuvent se faire gloire d'avoir repoussé sur tout le front les tentatives de l'ennemi.

L'ennemi n'en reste pas moins dispos et mobilisé. Notre défaut d'énergie, notre vigueur à retardement ont permis à la galère de Gênes de glisser, par le canal du mémorandum, dans les eaux académiques de la Haye. Nouvel atout pour les Soviets qu'après expérience de leur sombre mauvaise foi, de leur sinistre esprit d'intrigue, on les admette ainsi, tout gluants encore de leur péché, dans l'Olympe même des grandes idéologies internationales. A certains égards, le vestibule du palais de la Paix constitue comme une annexe du palais d'Hiver et la victoire morale est grande, pour un Lénine, de traquer Nicolas II jusque dans son souvenir, après tout sinon le plus auguste, du moins le plus sympathique.

La retraite de la France après Rapallo eût arrêté le mémorandum. Ni la Hollande, ni la Pologne, ni la Roumanie, ni le Japon n'eussent consenti à signer un texte en l'absence motivée de la Belgique et de la France. Leur abstention eût entraîné le refus de la Petite Entente. Ni l'Italie, ni l'Angleterre, même flanquées de la Suisse, n'eussent bravé le ridicule d'élaborer un papier à elles trois. Nous serions débarrassés une fois pour toutes de M. Lloyd George et de ses comparses.

D'ici le 26 juin, bien des choses peuvent se produire. Il en va de la période présente comme des années de guerre où l'on nous soutenait que le temps travaillait pour nous. Faux après Charleroi, ce mot d'ordre l'est devenu plus encore après Versailles. Peut-on soutenir que notre situation au début de juin l'emporte sur celle où nous nous trouvions en janvier après Cannes, au moment où M. Poincaré prit le pouvoir? L'atmosphère de Gênes a précipité l'accord germano-russe et nos hésitations répétées nous ont retiré le seul avantage que la divulgation de cet attentat au traité de Versailles eût pu nous valoir. La faute est commise. Le vin est tiré. Il faudra que nous le buvions, tôt ou tard.

René Johannet.

La leçon de Gênes.

« Jamais je ne renonce à une idée », a dit M. Lloyd George au cours d'une de ces interview-exhibition, qui n'ont pas été les épisodes les moins caractéristiques de la conférence de Gênes. Cette déclaration a peut-être fait sourire bien des gens, car nul homme n'a une réputation de versatilité mieux établie. Et pourtant M. Lloyd George ne se vante pas. Mobile dans les apparences qui vont jusqu'à donner l'impression du mouvement perpétuel, il est extrêmement tenace dans ses conceptions. Ainsi les directives qui ont inspiré le grand projet de reconstruction du monde ont des origines très loin-

taines. Certaines, comme la prétendue suprématie de l'économique sur le politique, le dogme mercantile, la tendance pacifiste, remontent aux origines du radical gallois. L'idée de la révision du traité de Versailles est en germe dans la formule même de création continue qui a été présentée comme le grand miracle de la biologie nouvelle. Quant au désir d'exploiter le chaos russe, de fraterniser avec ses bons confrères en destruction que sont les bolcheviks, à neutraliser par des conceptions la menace russe contre l'Inde, il s'est manifesté dès que l'armure a été déposée. L'armistice était à peine conclu que M. Lloyd George proposait d'associer les Soviets aux négociations de paix. Puis vint la proposition de Prinkipo, l'accord Krassine de mars 1921. L'évolution continue.

Ainsi se forme le dessein qui nous conduira à Cannes et à Gênes. Une série de faits vont contribuer à le préciser. D'une part, la conférence de Washington a permis à l'Angleterre d'assurer pendant dix ans, dans des conditions inespérées, sa maîtrise navale. Quelle tentation de chercher à écarter de la même manière la possibilité d'une concurrente militaire sur le continent ! Précisément certains symptômes attirent l'attention. La France est bien tenue par le traité de Versailles, mais elle commence à s'apercevoir qu'il n'y a pas grand'chose à en espérer. Elle va avoir une occasion d'agir, puisque le programme des réparations fait faillite. Le traité d'Angora montre qu'elle n'est pas incapable de toute initiative. D'autre part, le poids formidable des dettes de guerre pèse sur le monde des affaires, qui est dans le marasme. L'Angleterre s'inquiète de l'effort industriel que l'Allemagne devrait faire pour s'acquitter. Elle se rappelle les bons temps d'avant guerre. Elle rêve de retrouver les anciens marchés et caresse l'espoir d'en ouvrir de nouveaux au milieu des ruines et particulièrement dans le chaos russe. Perspective séduisante pour deux millions de sans-travail. On s'y laisse aller d'autant plus volontiers que la situation politique est précaire. Les élections ne pourront être beaucoup retardées. Des élections avec un commerce arrêté, des contribuables accablés d'impôts, et une horde de chômeurs. M. Lloyd George joue le tout pour le tout, il met sa fortune politique sur la carte de la liquidation de guerre, de l'embrassement général, de la remise en valeur de la Russie, de la reconstitution du monde, sans se soucier des principes à concilier, ni des moyens d'exécution. Il a foi dans son ingéniosité d'improvisation et dans la procédure des conférences où il excelle à jeter de la poudre aux yeux.

Force est de reconnaître que le calcul s'autorise d'un certain nombre de précédents, et des docilités constantes de ceux qui, de Paris à San Remo, Boulogne, Spa, Londres se sont inlassablement prêtés à la manœuvre. L'alerte de Cannes indique bien qu'il y a quelque chose de changé. M. Lloyd George ne se laisse pas démonter. Il est trop engagé. Les conservateurs qui lui ont laissé carte blanche

commencent à s'émouvoir en découvrant qu'ils vont faire les frais de la nouvelle plate-forme électorale. Ils ont assez d'énergie pour résister à une manœuvre d'intimidation, mais ils n'ont pas assez d'initiative pour prendre la barre. Une situation que nous connaissons bien.

Un autre élément nouveau est à considérer. M. Poincaré a succédé à M. Briand. Cela peut tout changer si le nouveau chef du gouvernement français, appelé par l'opinion publique en réaction contre les entraînements de Cannes, revendique une telle liberté d'action. Mais M. Poincaré accepte la solidarité du passé. Pourquoi? Pour plusieurs raisons. D'abord rigorisme constitutionnel : un engagement pris par un gouvernement lie ses successeurs. Ensuite réaction de l'atavisme terrien sur les conceptions juridiques : M. Poincaré ne croit pas à la possibilité de concilier les principes communistes et les principes capitalistes. Il pense donc que de deux choses l'une : ou bien les bolcheviks abandonneront pratiquement leurs théories, ou bien l'accord ne pourra se faire. Les risques de la tentative seront conjurés par des directives rigoureuses et l'épreuve aura peut-être l'avantage d'ouvrir les yeux de ceux qui s'obstinent à ne point voir. Autre considération, la tactique évite la responsabilité d'une rupture de l'entente et la nécessité de prendre la direction d'une nouvelle politique. Or, M. Poincaré a le scrupule de l'Entente, et peu de goût pour les initiatives. N'a-t-il pas été jusqu'à signer le traité de Versailles dont il discernait et dénonçait les vices pour ne pas ouvrir une crise? De même, parfaitement conscient de l'absurdité des théories de M. Lloyd George, il se contente de la dénoncer dans un mémorandum, modèle de dialectique, puis il consent à l'épreuve des faits. Il prend pourtant deux précautions : limiter le champ d'expérience en écartant formellement les questions scabreuses ; maintenir la direction de la manœuvre française en dehors de l'atmosphère enfiévrée de la Conférence.

Est-il besoin de dire que c'est l'abstention de M. Poincaré qui a le plus dérangé les combinaisons de M. Lloyd George? Les principes et les engagements n'ont jamais été pour l'embarrasser. Il sait que les réparations s'évaporent ; que les traités de paix sont élastiques ; que la Société des Nations travaille au désarmement et qu'on finit toujours par reconnaître les gens avec qui l'on traite. Les barrières sont faites pour être sautées. Par contre, la procédure perd sa raison d'être si le prestidigitateur opère dans le vide, si la réflexion paralyse l'improvisation, si le principal adversaire se soustrait au charme. Que d'efforts M. Lloyd George n'a-t-il pas prodigués pour ramener M. Poincaré ! Il n'a point réussi et les événements ont singulièrement justifié la réserve de l'homme d'État français.

Sans d'ailleurs qu'on puisse le moins du monde imputer à la tactique française les déboires de la Conférence. Ce serait faire injure à M. Poincaré que de supposer qu'il aurait adopté une autre attitude

sans le recul du temps et de la distance. Le seul effet de son éloignement a été d'atténuer les chocs, de ménager la sérénité des appréciations, de prolonger le débat ; enfin, de permettre des palinodies qui n'ont fait que souligner les vices fondamentaux du programme de Cannes.

Ces vices étaient apparus avant même l'ouverture de la Conférence. Considérer les bolcheviks comme des barbares, mais les traiter en gens civilisés ; leur demander d'accepter l'héritage du tsarisme tout en passant l'éponge sur leurs crimes ; parler de reconstruire la Russie sans envisager les garanties indispensables à l'effort financier nécessaire, enfin et surtout prétendre concilier le communisme et le capitalisme, autant de gageures. Les techniciens les plus pratiques en ont été victimes. On a fait un silence discret sur les propositions des experts français. Elles n'allaient à rien moins qu'à substituer l'emphythéose à la propriété, à accepter la législation des Soviets avec la simple protection de tribunaux mixtes. Que dire alors du rapport de la Commission interralliée d'experts de Londres? Toutes les concessions du mémorandum du 2 mai y sont en germe : le moratorium pour les dettes sans gages ; la liquidation des dettes de guerre ; l'escamotage de la restitution des biens privés. Pour M. Lloyd George, ce projet n'est qu'une étape vers des concessions plus grandes. M. Poincaré, lui, le met au panier et revient à son mémoire du 6 février. C'est sur cette équivoque, qui annonce tous les conflits futurs, que va commencer la Conférence.

D'autres facteurs entrent en scène. Comment se présentent-ils?

L'Italie, en bonne hôtesse, souhaite ardemment le succès de la Conférence. Elle a déjà un accord avec les Soviets. Elle est entraînée très nettement vers la gauche. Elle désire profiter de la grande liquidation qui a balayé la Russie pour développer son action sur les bords de la mer Noire et ressusciter les grandes réserves de blé. M. Schanzer a été à Washington l'initiateur des projets de désarmement terrestre. Nulle part les théories de réconciliation n'ont trouvé plus d'adeptes que de l'autre côté des Alpes.

Les Allemands se félicitent de rentrer dans la partie internationale. Ils sont bien décidés à profiter de l'occasion pour travailler à dissocier l'Entente et à esquiver leurs engagements. Ils n'en font d'ailleurs pas mystère. Le défi lancé à la Commission des réparations, la veille même de la réunion de Gênes, indique la manœuvre cynique.

Les représentants des Soviets n'affichent pas moins ouvertement leur programme. Ils veulent être reconnus pour asseoir leur pouvoir. Surtout ils veulent obtenir de l'argent pour le maintenir. Sous ces deux réserves, ils sont prêts à tous les maquignonnages et à toutes les exploitations du patrimoine national.

La Petite Entente est fort embarrassée. Elle craint beaucoup les Russes et souhaiterait un arrangement avec les bolcheviks. Elle en

a donné l'exemple par le protocole de Riga conclu le 27 mars entre les États balkans, la Pologne et les Soviets. Par ce protocole, les parties contractantes s'engagent à favoriser la reconnaissance du régime bolchevik et à préparer le gouvernement. On a fort peu parlé de cela en France. Peut-être parce qu'on préfère nourrir des illusions sur le concours de M. de Skirmunt et de M. Bénès. Les petits États ne redoutent pas seulement la Russie ; ils craignent aussi la discorde entre l'Angleterre et la France, qui les obligerait à choisir. Ils se font donc les avocats des compromis, plus préoccupés de les faire aboutir que de savoir qui en paiera les frais.

Enfin les neutres sont réservés, sceptiques, désireux surtout de ne pas être mêlés aux querelles des grands. Certains pourtant, les Pays-Bas, la Suisse, montreront beaucoup d'initiative et de sens pratique.

Le rideau se lève le 10 avril et, dès la première scène, on est en pleine incohérence. M. Facta et M. Lloyd George entonnent l'hymne de la réconciliation universelle. Tchitchérine répond en réclamant le désarmement général. M. Barthou proteste. Mais il ne sourcille pas quand les Anglais et les Italiens proclament qu'il n'y a plus ni vainqueurs ni vaincus, qu'il faut passer l'éponge sur le passé. Et pourtant cela signifie : plus de coupables ni de victimes, plus de créanciers ni de débiteurs. Enfin, on permet au chef de la délégation bolchevique de garder le silence sur les principes de Cannes, la reconnaissance des dettes, la restitution des biens privés, les garanties pour les étrangers. L'acceptation préalable de ces principes n'était-elle pas la condition préjudicielle de la réunion? Personne ne s'en soucie.

En récompense de leur provocation, les bolcheviks sont immédiatement admis — avec les Allemands naturellement — dans un comité de direction politique que M. Lloyd George avait, lors de son passage à Paris, formellement promis de ne pas instituer. Ce Comité, on se garde d'ailleurs de le réunir. Avant de traiter avec les Soviets, il faut bien que les Alliés commencent par se recueillir. Les bolcheviks se sont montrés agressifs et ardents. Comme entrée de jeu, ils ont foncé sur le Japon et la Roumanie.

Seulement, il y a à Gênes des éléments qui n'existaient pas à Paris, des éléments qui ne sont pas disposés à se laisser manœuvrer. Berlin et Moscou s'entendent pour troubler le jeu. C'est Moscou qui en trouve le moyen. Les bases d'un accord germano-russe ont été arrêtées à Berlin en avril. Cet accord, les Allemands auraient sans doute préféré le garder secret. Mais les bolcheviks tiennent à bien marquer qu'on ne pourra pas les traiter en partie négligeable. Ils veulent prouver qu'ils ne sont pas des isolés implorant secours, mais une force marchandant son concours. Les Allemands consentent à la publication, se disant qu'elle provoquera toujours du trouble et que cela permettra d'apprécier exactement les résistances. De fait, l'expérience est concluante. La colère de M. Lloyd George dure

juste le temps de ses inquiétudes sur la continuation de la Conférence. La France se lance dans le maquis juridique. Les Allemands ne se font pas prier pour faciliter l'apaisement en se plaçant en dehors d'un débat dont tous les profits éventuels leur sont assurés et dont ils ont tout avantage à éviter les risques. La séance continue.

Et aussi les palinodies de toutes sortes, banquets, réceptions royales, cours de communisme de Ratkowsky, meeting de presse de M. Lloyd George, tout cela pendant que l'on joue à cache-cache avec une note vague des Alliés et deux réponses alternatives et contradictoires des Soviets. La seule note sérieuse est donnée par les commissions techniques qui distillent laborieusement d'abondants truismes, tout en déjouant des intrigues allemandes contre le traité de Versailles à propos du traitement de la nation la plus favorisée et des représentants consulaires.

Cela ne suffit pas à remplir le cadre d'une assemblée de trente-quatre nations réparties sur un périmètre de 40 kilomètres. M. Lloyd George veut élargir le débat. Il présente le grand projet de pacte par lequel toutes les nations doivent s'engager à n'être honnêtes, à ne respecter leurs voisins, à n'observer les règles du droit des gens et à n'exécuter les traités que pendant dix ans. M. Bénès apporte à cette combinaison un précieux appui. Du coup, on découvre qu'il y a encore des questions brûlantes, la Bessarabie, Vilna, la Galicie orientale. Ce n'est pas encore assez. M. Lloyd George prend texte de certains passages du discours de Bar-le-Duc où M. Poincaré a envisagé les sanctions éventuelles contre une Allemagne défaillante. Il propose une réunion immédiate du Conseil suprême sur la Riviera pour statuer sur l'échéance du 31 mai.

A Paris, on commence à craindre d'être débordé. Une pluie d'instructions et d'observations a beau s'abattre sur la délégation française, on a l'impression d'un fléchissement continu. Il faut réagir. M. Poincaré invite M. Barthou à venir conférer à Paris. Sensation à Gênes. Va-t-on voir la réédition de la rafale de Cannes? On s'agite éperdument pour éviter le naufrage. Coûte que coûte, il faut gagner du temps et entrer dans le vif du sujet. On se décide à tâcher de mettre sur pied les conditions à présenter aux Soviets. Ce n'est pas une petite affaire. Le désaccord est complet, non seulement sur le fond, mais sur la forme même. Les Français réclament une mise en demeure. Les Anglais et les Italiens préfèrent désarmer les résistances par l'appât de concessions. Tant bien que mal, on élabore un préambule qui juxtapose les deux tendances dans un chef-d'œuvre d'incohérence. Ce n'est pas tout. Il faut en venir aux précisions. Quatre points à traiter : les dettes d'avant-guerre, les dettes de guerre, les biens privés et les garanties pour les résidents. Le dernier est purement et simplement escamoté. Déjà, à Londres, les garanties d'extorritorialité s'étaient réduites à de simples tribunaux mixtes ; à Gênes, ceux-ci mêmes sont supprimés. Pour les dettes d'avant-

guerre, on se met d'accord sur une formule qui demande simplement une reconnaissance de principes, admettant un moratorium et abandonnant les porteurs aux caprices des Soviets. Les dettes de guerre sont, dans l'idée des Anglais, destinées à une lessive générale. Bonne occasion d'amorcer l'opération et d'esquiver les demandes reconventionnelles présentées par les Russes pour les opérations de Koltchak, de Denikine et de Wrangel. Mais M. Poincaré ne transige pas sur les principes. Il faut que les gens de Moscou reconnaissent le principe de la créance alliée, il faut qu'ils renoncent à leurs propres exigences, sauf à passer plus tard l'éponge. M. Lloyd George négocie avec M. Barthou un compromis. Les Anglais accepteront les principes des dettes de guerre. En échange, les Français se prêteront à une formule de restitution des biens privés qui permet aux bolcheviks de les rembourser en monnaie de singe et de transmettre de nouveaux concessionnaires. L'affaire paraît être réglée.

Coup de théâtre, les Belges se cabrent. Ils ont compris que le zèle des Anglais et des Italiens à préparer la reconstruction de la Russie n'est pas purement philanthropique, que des hommes d'affaires sans scrupules se préparent à dépouiller les pionniers de la première heure. Justement, on annonce que le grand trust anglais des pétroles, la *Shell*, négocie avec les Soviets le monopole du naphte. L'histoire dira sans doute que toute l'opération de Gênes a tourné autour de cette affaire de pétroles.

A Gênes, l'attitude de la délégation française a été beaucoup plus hésitante que l'on ne l'aurait souhaité. La protestation belge reste d'abord sans écho. C'est tout juste si, avant de prendre le train, M. Barthou a la prudence de réserver sa signature, tout en laissant remettre le mémorandum du 2 mai à Tchitchérine. Heureusement, à Paris, M. Poincaré réagit vigoureusement. Il se range nettement aux côtés de la Belgique et désavoue le mémorandum. De plus, il repousse toute conversation, même indirecte, sur les réparations avant le 31 mai, et refuse d'envisager aucun pacte européen tant que la question russe ne sera pas réglée.

M. Barthou rentre à Gênes, lesté de ces instructions. Quel est son premier soin? De dire à M. Lloyd George : « On pourrait peut-être trouver une formule transactionnelle. » L'effet est immédiat. M. Lloyd George s'indigne. Impossible de rien changer tant que les Russes n'auront pas répondu. La France a choisi entre l'Angleterre et la Belgique. Elle n'aura pas à s'étonner si l'Angleterre cultive des amitiés nouvelles. C'est le petit chantage à la rupture bien connu, si connu qu'il ne provoque en France que des sourires. C'est à Londres que l'on s'émeut. On se demande si M. Lloyd George n'a pas perdu la tête de parler de rendre aux Français leur liberté d'action.

M. Lloyd George commence à sentir le vent de la défaite. Pour comble de déception, les bolcheviks, voyant s'évanouir les mirages

dorés, prennent des allures de plus en plus arrogantes. En vain, les Anglais et les Italiens multiplient les manœuvres conciliantes, ne se faisant aucun scrupule de solliciter les courtages de M. Rathenau ; une première réponse de Tchitchérine est si insolente que M. Schanzer prend sur lui de la refuser. Après vingt-quatre heures de réflexion, nouvelle réponse, définitive celle-là, qui est en vérité la plus jolie démonstration par l'absurde de l'erreur fondamentale de la politique anglaise : « Vous déclarez qu'il n'y a plus ni vainqueurs, ni vaincus : pourquoi nous traitez-vous en parias? Vous prétendez reconstruire la Russie et vous vous indignez qu'il faille de l'argent. » Tout cela pour aboutir à une conclusion toute douce, proposant de se réunir de nouveau pour tâcher de jeter les bases de la paix.

Les Anglais et les Italiens s'attendaient, et pour cause, à cette proposition. Ils ne voulaient pas croire qu'avant d'y arriver, les bolcheviks leur enfonceraient aussi rudement la tête dans leurs contradictions. Et puis ils ont compris tout de suite la nécessité de jeter du lest pour ne pas chavirer. La farce a assez duré. Il faut chercher une fin qui sauve la face et laisse l'espoir de reprendre l'affaire sur nouveaux frais, d'où l'idée d'un ajournement et d'une nouvelle réunion. Pour faciliter la manœuvre, on ne parle d'abord que d'une réunion d'experts. La France répond : « A deux conditions seulement. Les gouvernements garderont toute leur liberté d'action et les Russes ne participeront pas. Par contre, on pourrait inviter les Américains. » M. Lloyd George n'ose pas dire non : il a si grande envie de ramener les Américains dans les affaires européennes. Mais il désire non moins ardemment ne pas rompre avec les bolcheviks. Ceux-ci voient le jeu et reculent à mesure que les Anglais et les Italiens avancent. Peu à peu on leur accorde qu'ils pourront nommer eux aussi une commission qui se réunira dans la même salle, puis à la même table. Le lieu et le jour sont fixés. Les Alliés n'auront que quelques jours pour échanger des vues avant de prendre contact à la Haye, le 26 juin, avec les délégués des Soviets. M. Lloyd George déclare catégoriquement que les principes de Cannes seront maintenus. On signera un bon petit pacte de paix provisoire, ce qui veut dire en bon français qu'on reconnaîtra implicitement aux Soviets la possibilité de reprendre les questions de frontière et d'attaquer au besoin dans huit mois au plus tard. De même les biens des étrangers ne seront à l'abri des spoliations que jusqu'au 26 octobre au plus tard. Le droit à la guerre à terme et le droit au vol à terme. Voilà les bases de la réunion de la Haye.

Mais alors, répondent les Américains, les sophismes vont continuer. Dieu nous garde de cette galère. Rien à faire avec les Soviets. Les Français ont mille fois raison.

De tous les coups reçus par M. Lloyd George, celui-là certainement est le plus sensible. L'Amérique constatant la victoire de la pensée française : quelle humiliation ! Nous avons quelques raisons d'être

satisfaits. Prenons garde pourtant que cette victoire ne soit pas stérile comme celle de 1918 et celle de Varsovie.

Et tout d'abord comprenons bien ce qui nous a valu le succès. Est-ce une tactique supérieure? D'aucuns le proclameront peut-être et se féliciteront que nous ayons résisté à maintes occasions de couper net. Où en serions-nous pourtant si les fautes de l'adversaire et surtout le sursaut belge n'avaient pas arrêté l'entraînement des concessions? Mais l'aventure n'a pas été sans avaries. L'accord germano-russe consacré, le principe de la propriété ébranlé, la ruée des appétits déchaînés, l'Entente disloquée. Les Américains sont bien honnêtes d'approuver nos principes. Mais ils n'ont pas à courir après 20 milliards en Russie. Ils n'ont point à faire face à une alliance de peuples avides de revanche. Ils n'ont pas à appliquer des traités dont l'exécution suppose cinquante années de concorde entre les intérêts divergents et dont la ruine même de la France est l'enjeu. Pour réaliser un tel programme, il faut autre chose qu'une fiction d'entente entretenue par de perpétuels replâtrages. N'y aurait-il à regretter, dans ce qui s'est passé à Gênes, que la prolongation de cette équivoque que ce serait déjà beaucoup.

Mais ce n'est pas tout. La France n'est pas dans une situation qui lui permette de se contenter de la satisfaction platonique, de concevoir des théories justes. Il lui faut en tirer des applications actives, sans quoi le champ restera ouvert au retour offensif des sophismes et des utopies. L'inertie n'est pas une politique. L'inertie décourage les bonnes volontés. Nous venons d'en faire l'expérience. Combien de concours indécis et pourtant nécessaires se seraient ralliés autour d'un drapeau hardiment déployé !

Le fiasco de la politique de M. Lloyd George n'est pas une fin en soi. C'est une occasion de donner aux affaires d'Europe une autre direction. Voilà la vraie leçon de Gênes.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

LE « HUON DE BORDEAUX » DE M. ALEXANDRE ARNOUX

Il y a, dans la littérature française contemporaine, des symptômes de retour à la féerie auxquels on ne prend pas assez garde peut-être, mais qui n'en offrent pas moins de l'attrait.

Le premier, le regretté Alain-Fournier, dans le délicieux *Grand Meaulnes*, a démontré que Perrault ne se trouve pas aussi éloigné de nous que notre époque positive peut le laisser croire. En attelant à son carrosse les deux lézards verts, M. René Boylesve s'est avancé à son tour sur ce chemin plaisant où le bon Nodier, avant lui, avait promené Trésor des Fèves et Fleur des Pois ; Mme Gérard d'Houville, jusqu'aux confins de la forêt de Paimpont, est allée retrouver les traces de Merlin l'enchanteur ; et voilà que, pour ajouter à ce bagage rare et choisi de récits ingénieux et de livres savants, M. Alexandre Arnoux apporte, à son tour, un mélodrame féerique du plus haut intérêt, ce *Huon de Bordeaux* dans lequel la légende, l'histoire, le rêve se marient étrangement dans une œuvre vivante et où il est visible que M. Arnoux, qui a produit déjà de fort beaux livres, s'est élevé, avec une force lyrique et un grand talent, vers des sommets où, malgré tous ses dons, il n'avait pas atteint encore.

La vérité est que ces sommets, ces lointains escarpés et fondus d'une terre chimérique, d'une île d'Avalon mystérieuse, M. Arnoux les avait entrevus depuis longtemps. La *Mort de Pan*, *la Belle et la Bête*, ces œuvres de début de l'auteur de *Huon de Bordeaux*, se passent déjà

dans des châteaux singuliers ou des bois de féerie. Et qu'est-ce qu'*Abisag*, sinon une féerie où les statuettes animées d'une église ne sont qu'un prétexte à fournir au poète d'infinis et fastueux développements aux caprices de son imagination nourrie de vieux contes et d'histoires millénaires? Écrivain de féerie, M. Alexandre Arnoux l'est par destination ; et, si j'en avais ici la place, je citerais, pour m'aider à définir ce genre si particulier à l'auteur de *Huon*, une certaine *Ballade de Lullo-Mîr*, qui est bien le plus hallucinant poème que je connaisse, et dans laquelle M. Arnoux a témoigné de ce sentiment indéfinissable, de cet art visionnaire qui sont particuliers à son talent, ce talent qui s'est éveillé au bruit des « vieilles chansons » que son père lui apprit à lire, le soir, devant l'âtre, en écoutant le grillon et la bouilloire.

Comme Ogier le Danois, comme Roland, comme Lancelot ou Arthur, Huon de Bordeaux appartient à cette lignée de héros bretons ou carolingiens que M. Arnoux lui-même a nommés par ailleurs « des figures robustes, aventureuses, taillées dans la riche matière d'une langue jeune, pleine de sève et de naïveté, nourrie de la vertu du terroir ». « Un sang hardi, dit-il de Huon,

... circule dans ses membres;
De fine France il est la fleur sans prix.

Mais des gens de France aussi, Huon est bien l'image. Comme eux, il aime animer *la geste* hardie et guerrière ; son esprit vif et aventureux se complaît aux entreprises difficiles ; il a le cœur épique. A peine en effet a-t-il tué Karlot, le fils de Charlemagne qui le venait provoquer, qu'aussitôt, sans faiblesse ni crainte, il se présente devant l'empereur franc. Celui-ci le menace ; mais Huon le met au défi de le frapper. « Je sais que vous ne pourrez pas », dit-il. — « Et pourquoi ne pourrais-je pas? » demande Charlemagne. — « Parce que, répond Huon, mon destin est trop vaste et que je ne l'ai pas rempli. »

Or, c'est de tout l'accomplissement de ce destin que se trouve composé le mélodrame féerique de M. Arnoux. Huon est le meurtrier de Karlot ; l'empereur offre la vie sauve à Huon ; mais à une condition, c'est que Huon se rendra à Babylone, qu'il provoquera l'émir Gaudise, lui arrachera les quatre dents mâchelières de sa bouche et les tresses blanches de sa barbe, puis les rapportera en France ; « faute de quoi, à ton retour, ne te montre pas devant moi, dit l'empereur à son vassal, car je te ferai clouer aux fourches » !

Le bonheur veut que Huon rencontre bientôt Gériaume, ancien serviteur de son père le duc Séguin ; et c'est Gériaume qui lui enseigne que, pour aller à Babylone, il y a deux routes : « L'une est bonne et

sûre ; on y trouve des maisons riches, des bourgs, des villes et des châteaux ; mais elle est longue ; il faut un an tout plein pour la parcourir. L'autre vous conduirait à Babylone en quinze jours. » Mais, pour réaliser ce bref voyage, il faut passer par le bois du nain Aubéron ; ce bois est plein d'embûches ; et l'on peut, si l'on tombe dans l'une d'elles, ou si l'on répond à une seule question du nain, y demeurer à jamais captif et errant. L'on pense bien que Huon est trop pressé de remplir son message pour accepter de se rendre à Babylone autrement que par le bois enchanté.

Et c'est alors que commence la féerie. Un écrivain qui aimait bien les fées et les a peintes dans un livre informé et délicieux, nous avait déjà conté cette histoire. « Retenu par une influence cachée dans le bois merveilleux où règne le nain Obéron, Huon de Bordeaux, en butte à la vengeance et à la haine de Charlemagne, tente vainement de s'enfuir. Il doit, pour se sauver, accomplir les exploits que lui impose l'empereur. Obéron le guette au passage et lui promet son amitié, s'il veut lui parler. Qu'il est charmant, cet Obéron ! Il a trois pieds de haut. Il est plus beau que le soleil. Il porte un manteau de soie et d'or. Il est, dit-on, fils de la fée Morgane et de Jules César (1). » M. Alexandre Arnoux a repris en partie ce thème féerique. Il l'a repris avec son talent imagé, souple ; tantôt au moyen de ce vers ductile, malléable, dont il use si bien ; tantôt à l'aide de cette prose cadencée, solide, aux belles courbes ; et c'est tout à fait ce qui convient à une œuvre de cet ordre.

Enfin, voici Huon dans les jardins de l'émir. Aubéron, le *gentil roi de la forêt verte*, lui a enseigné le moyen de maîtriser les gardiens, de franchir les portes. Huon pénètre ainsi chez le roi de Babylone. On est le jour de la Saint-Jean d'été. L'émir, en compagnie de toute sa cour, se réjouit des accordailles de sa fille Esclarmonde avec Galafre. Cependant apparaît Huon de Bordeaux. Il pénètre dans la salle du festin ; il a son épée-fée ; il est armé de foi et de courage. Et c'est à peine s'il a vu Galafre, le laid fiancé d'Esclarmonde, qu'il bondit sur l'estrade, et sous les yeux de l'émir, soufflette durement le Sarrasin. Puis, s'élançant de nouveau, il réussit à la faveur du tumulte à se glisser sur l'estrade où Esclarmonde est demeurée ; il la prend à bras le corps et l'embrasse par trois fois.

Pourtant le Franc succombe sous le nombre. L'émir veut lui faire trancher la tête ; mais Huon sauve sa vie en la jouant aux échecs avec Esclarmonde. Cependant le voici condamné à mourir de faim, plongé en un cachot où Gériaume pénètre, où la fille de l'émir qu'a

(1) Lucie Félix-Faure-Goyau, *la Vie et la Mort des fées* (Paris, 1910).

touchée l'amour, et qui admire l'audace et le courage du Franc, vient apporter à celui-ci des fruits et des gâteaux. Toute cette partie de l'œuvre est très belle. Parfois, d'actuelles allusions en rehaussent encore, s'il est possible, la valeur vivante. D'abord, il y a ce mot de l'émir disant à son prisonnier : *Les Français sont de beaux hommes et c'est dommage de les détruire!* que plus d'un « Européen » devrait bien méditer un peu dans ce moment ; puis, il y a ces paroles de Huon à Esclarmonde, à laquelle il vient de se fiancer, en lui désignant le dévoué Gériaume : *C'est ainsi qu'ont coutume d'agir les gens de France; ils donnent leur vie et ils rient ensuite, s'ils en réchappent, comme des enfants...*, qui ne peuvent nous laisser oublier que l'auteur de *Huon* lui-même a vu le danger et qu'il s'en est diverti plus tard dans *le Cabaret* et dans d'autres pages de guerre.

Cela dit, Huon, Esclarmonde la belle païenne que Huon épousera après qu'elle se sera convertie, et Gériaume s'échappent de Babylone non sans avoir dérobé les quatre dents mâchelières et les poils de la barbe de l'émir pour les rapporter à Charlemagne. Et, pour regagner l'Occident, les voici tous embarqués sur la nef ! Mais pas plus que Tristan ne peut toucher à Iseut (séparés qu'ils se trouvent être par l'épée), pas plus Huon, gardé par la défense d'Aubéron, ne peut user d'Esclarmonde, avant que celle-ci ait reçu le baptême.

Échappés aux sirènes, aux récifs, aux tempêtes, délivrés enfin par Aubéron lui-même des dernières menaces et des dernières brutalités de Charlemagne, Esclarmonde et Huon, qui sont venus en une nef à la cour des Francs comme Tristan et Iseut à la cour du roi Marc, mieux qu'Iseut et Tristan connaîtront enfin que leur destin est accompli et touche au bonheur.

Pour traiter ce sujet ample et farouche, martial et tendre, M. Arnoux a déployé toutes ses ressources, montré tous ses dons et c'est un charme de considérer combien les couleurs effacées de cette vieille tenture de France, de cette tapisserie où de naïfs vieux maîtres avaient tissé les phases de l'épopée carolingienne, ont retrouvé sous ses doigts de grâce et de fraîcheur. A la différence que ce n'est pas une œuvre d'érudition, mais seulement une œuvre d'art que l'écrivain a tentée, on peut répéter, à propos de l'auteur de *Huon de Bordeaux*, ce même mot que Gaston Paris avait prononcé jadis sur le transcripteur actuel de *Tristan*, M. Joseph Bédier : « Il ne suffisait plus d'être un savant, il fallait être un poète. » Ce poète, M. Arnoux n'a cessé un instant de l'être d'un bout à l'autre de sa puissante et douce féerie épique.

Edmond Pilon.

LA PHILOSOPHIE

DISCOURS SUR L'ART

(Deuxième cahier de Théonas.)

Faut-il croire que le saint homme Théonas ait un jour formé l'intention d'aller en mission chez les aborigènes du Caméléon, de la Place du Tertre ou du Bœuf sur le Toit? C'est l'hypothèse à laquelle, après avoir soumis aux lois de la critique interne le singulier projet de discours contenu dans ce second cahier, s'est arrêté mon érudit collaborateur M. Égalité Beautruchot, professeur à la Faculté des Lettres de Périgueux (fondation Hégésippe Simon). Il pense d'ailleurs que le saint homme, averti d'une recrudescence inopinée des mœurs anthropophagiques ordinaires aux nourrissons des Muses une fois parvenus à l'âge adulte, a dû renoncer à exécuter son dessein apostolique.

I

DE LA DIGNITÉ DE L'ART

Les philosophes nous disent que l'art consiste essentiellement à faire, non pas un acte moral, mais une chose, une œuvre, à fabriquer un objet en considérant non pas le bien humain de celui qui agit, mais les exigences et le bien propre de l'objet à faire, et en employant les voies de réalisation déterminées à l'avance par la nature de cet objet.

L'art apparaît ainsi comme quelque chose d'étranger en lui-même

à la ligne du bien humain, presque comme quelque chose d'inhumain, et dont les exigences cependant sont absolues, car il n'y a pas à dire, il n'existe pas deux manières de bien fabriquer un objet, de bien réaliser l'œuvre qu'on a conçue, il n'en existe qu'une, et il ne faut pas la manquer.

A cela les philosophes ajoutent que cette activité fabricatrice est principalement et avant tout une activité *intellectuelle*. L'art est une vertu de l'intellect, une vertu de l'intellect pratique, on pourrait l'appeler la vertu propre de la raison ouvrière.

Mais alors, me direz-vous, si l'art n'est autre chose qu'une vertu intellectuelle de fabrication, d'où vient sa dignité et son ascendant parmi nous? Pourquoi cette branche de notre activité tire-t-elle à elle tant de sève humaine? Pourquoi a-t-on toujours et dans tous les peuples admiré le Poète et l'Artiste à l'égal du Sage?

On peut répondre d'abord que créer, produire intellectuellement quelque chose, fabriquer un objet *raisonnablement construit*, c'est une chose très grande dans le monde, cela seul est déjà pour l'homme une manière d'imiter Dieu. Et je parle ici de l'art en général, tel que les anciens le comprenaient, comme vertu de l'artisan.

Mais là surtout où le fabricateur d'œuvres devient un imitateur de Dieu, là où la vertu d'art touche à la noblesse des choses absolues et qui se suffisent à elles-mêmes, c'est dans cette famille d'arts qui constitue à elle seule tout un monde spirituel, je veux dire dans les beaux-arts.

Il y a deux choses à considérer ici. D'une part, quelles que soient la nature et les fins d'utilité de l'art envisagé, il participe à quelque chose de surhumain par son objet : puisqu'il a pour objet de créer de la beauté. La Beauté n'est-elle pas un transcendantal, une propriété de l'être, un des noms divins? « L'être de toutes choses dérive de la divine Beauté », dit saint Thomas. En cela donc l'artiste imite Dieu, qui a fait le monde en lui communiquant une ressemblance de sa beauté.

...L'architecte, par la disposition qu'il sait,
Construit l'appareil de pierre comme un filtre dans les eaux de la Lumière de Dieu,
Et donne à tout l'édifice son orient comme à une perle.

D'autre part, créer une œuvre belle, c'est créer une œuvre sur laquelle brille harmonieusement l'éclat ou la splendeur d'une *forme*, au sens métaphysique de ce mot, d'un rayon d'intelligibilité et de vérité, d'une irradiation de la clarté première. Et sans doute l'artiste perçoit cette forme dans le monde créé, monde extérieur ou monde

intérieur, il ne la trouve pas tout entière dans la seule contemplation de son esprit créateur, car il n'est pas, comme Dieu, cause des choses. Mais c'est son œil et son esprit qui l'ont perçue et dégagée, et il faut qu'elle-même soit vivante en lui, qu'elle ait pris en lui vie humaine, qu'elle vive dans son intelligence d'une vie intellectuelle et dans son cœur et sa chair d'une vie sensible, pour qu'il puisse la communiquer à la matière dans l'œuvre qu'il fait.

Ainsi l'œuvre porte la marque de l'artiste, elle est fille de son âme et de son esprit.

En cela encore l'art humain imite Dieu, il réalise dans l'ordre de l'intellectualité, c'est-à-dire dans l'ordre naturellement le plus haut (je ne parle pas de l'ordre de la charité qui lui est supérieur, étant surnaturel), il réalise en action un des aspects fonciers de la ressemblance ontologique de notre âme avec Dieu.

C'est en effet l'aspiration, le vœu de l'intelligence prise à l'état pur, d'engendrer un vivant semblable à soi. Aussi bien toute intelligence profère-t-elle un verbe. « Avoir fécondité pour manifester ce qu'on possède en soi, c'est là une grande perfection, qui appartient essentiellement à la nature intellectuelle », nous dit le grand théologien Jean de Saint-Thomas (1). Ainsi dans le monde des esprits purs, où il n'y a pas de génération naturelle, il y a la production spirituelle du verbe mental, dans lequel l'Ange en se connaissant se dit lui-même à lui-même, et par lequel il manifeste ce qu'il connaît à qui il lui plaît parmi les autres esprits purs. Ce verbe mental, il est vrai, cette parole spirituelle demeure une qualité du sujet ; ce n'est pas une substance, c'est un signe. Dans les créatures, l'intellect n'arrive pas à produire en similitude de nature un autre lui-même, une personne subsistante, il n'engendre pas à proprement parler, il dit une parole, cette parole n'est pas un fils. Mais c'est là un fait dû à la condition essentiellement déficiente de la créature ; l'Intelligence elle-même prise à part ou à l'état pur, dans sa pure ligne formelle, l'Intelligence demande à engendrer, à produire en se connaissant elle-même quelque chose qui ne soit pas seulement une ressemblance, un signe, une idée de la chose connue, mais la chose connue elle-même existant pour soi.

En Dieu seul, dans l'Acte pur seul, l'Intelligence, qui est alors Intelligence subsistante, peut réaliser pleinement les exigences foncières de sa nature, et donner naissance à un *autre soi-même* substantiel et personnel, à un Verbe qui soit réellement un Fils. C'est dans la sainte Trinité seule que nous voyons coïncider deux fonc-

(1) *Curs. theolog.*, t. IV, p. 133.

tions qui partout ailleurs sont séparées, la diction du verbe et la génération du fils, que nous voyons l'Intelligence aboutir à un terme subsistant, dans lequel passe substantiellement l'intégrité de sa propre nature.

Eh bien ! nous aussi, si faible que soit notre intelligence, qui est au rang infime parmi les esprits, nous devons participer à la nature de l'intelligence. C'est pourquoi, avec toutes les déficiences propres à notre espèce, l'intelligence s'efforce d'engendrer en nous, elle veut produire, et non pas seulement le verbe intérieur, l'idée qui reste au dedans de nous, mais une œuvre à la fois matérielle et spirituelle, comme nous, et où surabonde quelque chose de notre âme.

C'est à cause de cette exigence de l'intelligence qu'il y a des artistes parmi nous.

Et vous voyez que pour établir complètement la dignité et la noblesse de l'art, il nous a fallu remonter jusqu'au mystère de la Trinité.

Remarquons bien cependant que nos œuvres d'art restent infiniment loin de pouvoir être appelées en réalité nos filles. Elles sont inanimées, elles ne procèdent pas de nous *in similitudinem naturæ*, elles sont l'effet d'une fabrication artificielle, non d'une génération naturelle.

Mais remarquons qu'accidentellement et sous un certain rapport, il y a dans l'œuvre d'art quelque chose qui répond mieux aux exigences de l'idée de génération, je veux dire que dans son œuvre le grand artiste est sûr de se mettre réellement, il est sûr d'y imprimer sa ressemblance à lui, tandis que, dans l'enfant, à cause de la matière et de l'hérédité, ce n'est pas sûrement le père ou la mère, c'est tel ou tel ancêtre plus ou moins désirable qui peut revivre et manifester sa ressemblance. Le père croit se retrouver dans son enfant, c'est le grand-père ou le bisaïeul, c'est la belle-mère qui apparaît. Il y a dans l'enfant un terrible inconnu qui n'est pas dans l'œuvre d'art. Et l'on comprend, je ne dis pas que le grand artiste aime mieux ses œuvres que ses enfants, mais du moins qu'il les aime d'un amour presque aussi personnel et à un certain point de vue moins inquiet, et qu'il dise en pensant à elles : *je ne mourrai pas tout entier.*

II

DE LA GRATUITÉ DE L'ŒUVRE D'ART

Toutes ces considérations montrent que l'art est *gratuit* ou désintéressé comme tel, — c'est-à-dire que dans la production même de l'œuvre la vertu d'art ne vise qu'une chose : le bien de l'œuvre à

faire, la beauté à faire resplendir dans la matière, la chose à créer selon ses lois propres, indépendamment de tout le reste ; avec cela elle veut qu'il n'y ait rien dans l'œuvre qui échappe à sa régulation, et elle veut être seule à régler immédiatement l'œuvre, à la toucher et à la façonner.

Il y a bien des manières de manquer à cette « gratuité ». Par exemple on peut croire, comme il arrive parfois à des écrivains bien pensants, que les bonnes intentions morales suppléent à la qualité du métier ou de l'inspiration, et suffisent à fabriquer une œuvre. Ou bien on peut se laisser aller à *altérer* l'œuvre elle-même, telle que l'exigeaient les règles et les voies déterminées de l'art, en lui appliquant de force, pour la régler, des éléments étrangers, — désir d'édifier, ou de malédifier, de ne pas choquer le public, ou de faire scandale, d'être dans le monde un personnage arrivé, ou dans les Cafés et les cénacles un *artiste* fier et rare...

Vous voyez en quel sens on doit admettre la doctrine de la gratuité de l'art : en ce sens que la vertu d'art dont l'artiste se sert, à quelque fin qu'elle soit employée par ailleurs, ne vise par elle-même que la perfection de l'œuvre, et qu'elle ne souffre dans l'œuvre aucune régulation qui ne passe par elle.

Mais cette doctrine et ce mot de gratuité sont souvent entendus en un sens tout différent, et infiniment plus ambitieux. On leur fait signifier alors, non seulement ce que je viens de dire, mais encore que l'art doit jouir *dans l'homme* et *parmi les hommes* d'une indépendance absolue, qu'il ne doit souffrir dans l'artiste aucun intérêt humain ni aucune loi supérieure, absolument rien en dehors du pur souci de fabrication artistique, ce qui revient à dire que l'homme artiste ne doit être *qu'artiste*, — et donc ne doit pas être homme. Mais s il n'y a pas d'homme il n'y a pas d'artiste : en mangeant l'humanité, l'art s'est détruit lui-même. C'est ce que Baudelaire appelait *l'école païenne :* « Absorbée, écrivait-il, par la passion féroce du beau, du joli, du drôle, du pittoresque, car il y a des degrés, la notion du juste et du vrai disparaît. La passion frénétique de l'art est un chancre qui dévore le reste... La spécialisation excessive d'une faculté aboutit au néant. »

*
* *

Il me semble maintenant que cette conception erronée de la gratuité de l'art revêt deux formes spéciales.

Sous une première forme, plutôt par opposition au romantisme, on trouvera la notion de la gratuité telle qu'elle a été professée au

Parnasse, puis par les symbolistes, et surtout par Mallarmé et ses disciples, puis, dans un ordre un peu différent, par les amis de Max Jacob et d'Erik Satie, par ceux qu'on pourrait appeler les *jeunes-classiques*, et dont l'art plein de promesses se réduit volontiers (mais déjà quelques-uns d'entre eux n'en sont plus là) à l'ironie et au pur divertissement. Le contenu de l'œuvre d'art, la matière à façonner, la *chose* artistique, les matériaux lyriques et intellectuels, tout cela est une gêne et un poids, une impureté qu'il faut éliminer. Bref, l'art pur, autour de rien, par exténuation du sujet. J'appelle cela un péché d'idéalisme par rapport à la *matière* de l'art : au terme, une construction parfaite, avec rien à construire.

Après l'exaspération de la sensibilité procurée par l'impressionnisme, après tant de prétentions tapageuses, après tant de prestiges, d'évocations, de pâmoisons, de frissons psychologiques, cette conception de la gratuité a pu être une phase purificatrice et bienfaisante, parce qu'elle nous a rappelé que l'essentiel dans l'art, c'est la *régulation* que l'esprit impose à la matière ; c'est en ce sens que Georges Auric écrivait très justement : « *Un équilibriste et un danseur*, voilà les deux êtres que réunit en lui chaque artiste qui me touche. Toute œuvre nouvelle est une corde raide posée au-dessus d'une piste éternelle... Aujourd'hui même, un Stravinsky, un Satie, sentez-vous de quel pied prudent il leur faut traverser ce fil qui doit être leur unique chemin ». Mais la théorie de la gratuité, telle que je viens de la définir, reste foncièrement erronée, parce qu'elle oublie précisément la matière elle-même de la régulation artistique et son rôle indispensable.

Sans doute, si la matière est presque nulle, le travail de l'artiste sera plus facile. Mais l'art ne doit pas chercher la facilité. Il lui faut au contraire des résistances et des contraintes, les contraintes des règles et les résistances de la matière. Plus la matière est lourde et rebelle, mieux l'art qui en triomphe réalisera sa fin propre, qui est de faire resplendir sur la matière une intelligibilité dominatrice. M. André Gide le dit fort bien : « L'art est toujours le résultat d'une contrainte. Croire qu'il s'élève d'autant plus haut qu'il est plus libre, c'est croire que ce qui retient le cerf-volant de monter, c'est sa corde. La colombe de Kant, qui pense qu'elle volerait mieux sans cet air qui gêne son aile, méconnaît qu'il lui faut, pour voler, cette résistance de l'air où pouvoir appuyer son aile... L'art n'aspire à la liberté que dans les périodes malades ; il voudrait être facilement. Chaque fois qu'il se sent vigoureux, il cherche la lutte et l'obstacle. Il aime faire éclater ses gaines, et donc il les choisit serrées. »

*
* *

Mais la doctrine de la gratuité de l'art peut donner naissance à une autre erreur, plus subtile peut-être, et plus captieuse, et cette fois c'est M. André Gide lui-même qui se charge de nous la proposer. « C'est après le repas, nous dit-il, qu'on appelle l'artiste en scène. Sa fonction n'est pas de nourrir, mais de griser. » Et il prend à son compte le mot de Renan : « Pour pouvoir penser librement, il faut être sûr que ce que l'on écrit ne tirera pas à conséquence », d'où il suit que tout penseur qui envisage les conséquences de ce qu'il écrit ne pense pas librement. « Les questions morales vous intéressent? se fait-il demander par un interlocuteur fictif. — Comment donc, répond-il, l'étoffe dont nos livres sont faits! — Mais qu'est-ce donc, selon vous, que la morale? — Une dépendance de l'Esthétique. » Oscar Wilde avait dit, à peu près au même sens, et dans une formule plus noble : « L'Art supérieur rejette le fardeau de l'esprit humain. »

C'est-à-dire qu'en réaction contre les préoccupations exclusivement moralistes, ou apologétiques, ou civiques, regardées comme « utilitaires », la doctrine de la gratuité exige non plus l'exténuation de la *matière* artistique comme tout à l'heure, mais l'élimination de toute *fin humaine* poursuivie. Que l'artiste prenne pour matière et pour étoffe de son ouvrage ce qu'il y a de plus profond, de plus noble et de plus vil, la vie morale de l'homme, ce cœur de l'homme qui est « creux et plein d'ordure », et les plus rares passions, et la vie spirituelle elle-même, que dis-je, l'Évangile et la sainteté, on ne s'en privera pas ; mais en tout cela défense absolue, sous peine de sacrilège contre l'art, défense à l'artiste de poursuivre une autre fin que la pure délectation de l'art, l'ordre, le luxe, le calme et la volupté que l'âme doit goûter dans l'œuvre. Ce n'est plus l'art *sur rien*, comme dans la doctrine de la gratuité première manière ; c'est l'art *pour rien*, pour rien que lui-même.

La doctrine de la gratuité, sous cette seconde forme, est singulièrement captieuse, parce qu'elle exploite et déforme quelque chose de très vrai, qui touche à la nature intime de l'art, et que nous devons nous garder de méconnaître. Et c'est même peut-être, pour une part, une trop grande susceptibilité de la vertu d'art, chez lui singulièrement affinée, hypersensible, qui est responsable ici des théories de M. Gide. Mais cette doctrine de la gratuité est cependant un poison très pernicieux, qui doit à la longue exercer sur l'art une action complètement stérilisante.

Précisément parce qu'étant donné telle œuvre à faire, il y a des voies strictement déterminées pour la réaliser, et qui dépendent des pures exigences de l'œuvre elle-même, et qui n'admettent pas de jeu, la vertu d'art, je l'indiquais tout à l'heure, ne souffre pas que l'œuvre soit atteinte et réglée immédiatement par autre chose qu'elle. Elle veut être seule à toucher l'œuvre, à se tenir en contact avec elle pour la faire surgir dans l'être ; en un mot, l'art exige que rien n'atteigne l'œuvre que *par lui*. Voilà ce qu'il y a de vrai, ainsi que je le notais en commençant, dans la doctrine de la gratuité. Malheur à l'artiste qui manque à cette exigence de son art, exigence jalouse et féroce, comme toutes les exigences de l'intelligence et de ses vertus ! Ici encore, nous pouvons retrouver dans notre art comme un vestige de la sainte Trinité. *Le Verbe*, dit saint Augustin, *est en quelque sorte l'art du Dieu tout-puissant*. Et c'est par lui que toute l'œuvre divine a été faite, *omnia per ipsum facta sunt*. C'est par son Verbe et par son art que Dieu atteint, règle et réalise tout ce qu'il fait. Et de même c'est *par son art* que l'artiste humain doit atteindre, régler et réaliser tout son ouvrage.

Mais cela prouve-t-il que l'œuvre ne dépend que de l'art tout seul, et non pas de l'âme entière de l'artiste, qu'elle est faite par l'art tout seul, séparé, coupé de tout le reste dans l'homme, et non pas par l'homme artiste, avec toutes les volontés humaines et toutes les pensées humaines qu'il a dans le cœur, et tous les choix qu'il consent, et toutes les fins qu'il poursuit, et toutes les lois supérieures auxquelles il se veut soumis? Allons donc ! Et c'est ici que la théorie de la gratuité devient proprement insensée. C'est comme si on disait, sous prétexte que tout a été fait par le Verbe, c'est comme si on disait que le monde, ayant été fait *per Verbum*, n'a pas été fait par la Trinité tout entière ! Gratuitement sans doute, ah ! oui, gratuitement, et c'est le seul exemple d'art parfaitement gratuit, et parfaitement pur de toute intention intéressée. Mais pour une fin cependant, pour une fin qui n'était pas la seule perfection de l'œuvre à accomplir, qui était d'un ordre supérieur à l'art, — pour la communication de la divine Bonté.

Pour traiter la question philosophiquement, je dirai que les théoriciens de la gratuité négligent une distinction élémentaire, une distinction de sens commun, ils négligent de distinguer *l'art*, qui n'a comme tel d'autre fin que le bien de l'objet à fabriquer, et *l'artiste*, qui peut avoir comme homme opérant toutes les fins qu'il lui plaît. Et ils négligent cette distinction de sens commun parce qu'ils méconnaissent une distinction plus subtile et plus philosophique, la distinction de l' « agent principal » et de la « cause instrumentale »,

de l'ouvrier et de l'instrument. Par l'instrument que meut l'ouvrier passe une activité invisible et intangible, qui fait que l'instrument produit un effet plus noble que lui-même, et produit véritablement tout l'ouvrage, mais à titre d'agent subordonné. Ainsi le tableau est tout entier du pinceau et tout entier du peintre, il n'y a rien, absolument rien en lui qui ne lui vienne du pinceau, et il n'y a rien en lui qui ne lui vienne du peintre.

Cette distinction joue un rôle capital en métaphysique ; seule elle permet de comprendre comment l'acte libre de la créature est tout entier de la créature, cause seconde, et, s'il est bon, tout entier de Dieu, cause première. Les philosophes qui n'entendent pas cette distinction sont contraints de regarder l'action divine comme venant insérer dans la liberté humaine je ne sais quel élément étranger, je ne sais quelle concurrence qui en compromettrait la pureté. Eh bien ! c'est une erreur semblable que commet M. Gide. Il ne voit pas que l'art, que la vertu d'art avec toute sa perfection et ses exigences propres, est un *instrument* par rapport à l'artiste, agent principal. L'âme de l'artiste avec toute sa plénitude humaine, avec toutes ses adorations et tous ses amours, avec toutes les intentions d'ordre extra-artistique, humain, moral, religieux, qu'elle peut poursuivre, est la cause principale qui use de la vertu d'art comme d'instrument, et ainsi l'œuvre est tout entière de l'âme et de la volonté de l'artiste comme cause principale, et tout entière de son art comme instrument, sans que celui-ci perde rien de sa domination sur la matière et de sa rectitude, de sa pureté et de son ingénuité, de même que nos actes bons sont tout entiers de nous à titre de cause seconde et tout entiers de Dieu à titre de cause première, sans rien perdre pour cela de leur liberté.

Il n'y a pas là juxtaposition de deux forces tirant chacune de son côté. Il y a subordination instrumentale de la vertu d'art à l'âme qui agit par elle. Plus l'artiste est grand, plus son art est fort, non pas incliné ni courbé, certes, mais droit et impérieux, — et plus l'homme réussit à passer tout entier dans son œuvre, par son art. Si on exténue l'homme dans l'artiste, on exténue forcément l'art lui-même, qui est quelque chose de l'homme. La doctrine de la gratuité sous sa seconde forme est encore une hérésie idéaliste. Ce n'est plus la *matière* de l'œuvre d'art, c'est le *sujet humain*, dont la vertu d'art est une qualité, qui est ici méconnu.

Si l'artiste n'a pas pris parti dans le grand débat des anges et des hommes, s'il n'est pas convaincu qu'il apporte, avec la délectation, une nourriture, et non pas seulement une griserie, son œuvre restera toujours déficiente et mesquine par quelque côté. M. Gide,

quoi qu'il ait pu dire, le sait aussi bien que nous. En fait, les plus grands poètes, et les plus désintéressés, et les plus « gratuits », avaient quelque chose à dire aux hommes. N'est-ce pas le cas de Dante, de Cervantès, de Racine, de Shakespeare, de Gœthe, de Baudelaire, de Dostoïevsky? Combien sont raisonnables, faut-il remarquer à ce point de vue, et peu immoralistes, les explications que Gœthe, dans *Dichtung und Wahrheit*, nous fournit sur la genèse de son *Werther!* Et, dans *Mon cœur mis à nu*, quel souci tragiquement religieux nous découvre brusquement le dandysme de Baudelaire!

L'art de La Fontaine n'est-il pas un exemple éminent d'art *gratuit?* Mais, comme dit fort bien Henri Ghéon, « s'il n'y manquait un grain de spiritualité, une teinte de christianisme, l'art de ce faiseur d'apologues serait un art d'*apologiste*, le type de l'art *édifiant* ».

— Soit, me dira-t-on. Mais La Fontaine, à supposer qu'il eût acquis ce grain de spiritualité tout en restant La Fontaine, La Fontaine tel que nous le connaissons, en exerçant son art d'apologiste, n'aurait jamais été dévoré par le zèle des âmes et de l'apostolat. Plus généralement, ne semble-t-il pas que les conditions les plus heureuses pour l'artiste soient des conditions de paix et d'ordre spirituel en lui et autour de lui telles qu'ayant, nous le voulons bien, son âme en règle et tournée vers la fin dernière, il n'ait cependant après cela d'autre souci que de bien faire son métier, et de se libérer lui-même — tel qu'il est — dans son œuvre, sans penser davantage, sans poursuivre aucune fin humaine particulière et déterminée? N'est-ce pas ainsi précisément que travaillaient les artisans du moyen âge? ou, de nos jours, un Cézanne?

A cette objection, — qui ne manque pas de force, et qui d'ailleurs accorde l'essentiel, — je réponds deux choses : d'abord, s'il est vrai que pour l'ouvrier qui poursuit en faisant son ouvrage une fin particulière et déterminée, une œuvre donnée d'ordre humain, — tel Lucrèce voulant répandre la philosophie d'Épicure, Virgile entreprenant les *Géorgiques* pour ramener des bras à l'agriculture, que sais-je, Wagner poursuivant la glorification du germanisme, — la besogne est plus difficile, le danger de fléchissement plus grand, cependant ce danger n'est pas insurmontable, cette besogne n'est pas impossible, les noms que je viens de citer le montrent assez.

Ensuite et surtout ceux qui veulent par leur art étendre le royaume de Dieu, servir la Vérité qui est le Christ, faire connaître et aimer le Seigneur Jésus, ceux-là ne poursuivent pas une œuvre humaine, une fin humaine particulière, ils poursuivent une fin divine, une fin universelle comme Dieu même. Plus ils vivent leur foi, plus leur vie

intérieure se spiritualise, plus profondément ils sont de l'Église, et plus ils s'élèvent au-dessus des limitations humaines, des conventions, des opinions, des intérêts spéciaux de tel ou tel groupement social. En sorte que comprenant mieux la pure spiritualité et l'universalité de l'action de Dieu dans les âmes, leur art et leur pensée se purifient de toute étroitesse humaine, pour n'être plus dirigés que vers la Beauté subsistante et la Vérité subsistante, qui est et qui agit sur la terre comme au ciel. Voilà ce que ne peuvent pas comprendre ceux qui ignorant la foi catholique ne voient dans le zèle des âmes qu'une entreprise de domination humaine, de boutique ou de parti. Ils ne voient pas que ceux qui prennent part en chrétiens, parce qu'ils sont chrétiens, aux œuvres de la pensée, ne font pas, qu'on me permette cette expression, de la philosophie *cléricale* ou de l'art *clérical :* ils font de l'art *catholique*, de la philosophie *catholique*. Et catholique veut dire universel.

J'ajoute que l'on sert toujours un maître, et que les diables ne sont pas les seigneurs les moins exigeants. En faisant défense à l'homme de poursuivre une autre fin que l'art lui-même, on assigne positivement à l'homme, quoi qu'on fasse, une fin dernière, un souverain Bien, un dieu : l'Art en personne. On se lie à une religion, et bien plus exigeante et bien plus tyrannique que la vraie. On se livre au cléricalisme esthétique, qui est à coup sûr un des plus pernicieux cléricalismes.

Un artiste tel que M. André Gide nous apparaît constamment contraint, guindé, serré, piqué par les barbelures de conventions implacables, jamais libre, jamais gratuit. Toujours hanté par la morale, du vocabulaire de laquelle il fait d'ailleurs un si singulier abus. A tous les coins de rue voilà qu'un choix moral se propose à lui, il va être mis dans l'obligation d'opter : vite, il lui faut fuir ! Quel tourment ! L'immoralisme est la plus ennuyeuse et la plus asservissante des morales.

L'artiste qui consent à être homme, qui n'a pas peur de la morale, qui ne craint pas à chaque seconde de perdre la fleur de son ingénuité, c'est celui-là qui jouit de la vraie gratuité de l'art. Il est ce qu'il est, sans souci de son paraître, il affirme s'il a envie d'affirmer, il croit, il aime, il choisit, il se donne, il suit sa pente et sa fantaisie, il se délasse, il s'amuse, il joue. Il y a infiniment plus de gratuité chez Verlaine, chez Claudel ou chez Léon Bloy, il y a infiniment plus de gratuité dans les pièces d'Henri Ghéon — je ne parle pas seulement de *Sainte Cécile* et du *Pauvre sous l'escalier*, je parle de ses pièces *pour patronages* — que dans les raffinements de rareté de nos délicatissimes puritains de l'art. On peut leur demander des

leçons de sévérité dans le métier ; mais s'il y a une chose qui leur manque, c'est bien la gratuité.

III

D'UNE ANTINOMIE TROP HUMAINE

A vrai dire, je ne crois pas qu'en dehors du catholicisme il soit possible de concilier parfaitement dans l'homme, sans leur faire subir diminution ni violence, les droits souverains de la Moralité et les revendications absolues de l'intellectualité, de l'Art ou de la Science. La Moralité comme telle ne vise que le Bien humain, les intérêts suprêmes du Sujet qui agit ; l'Intellectualité comme telle ne vise que l'Objet pour lui-même et pour lui seul, ce qu'il est, s'il s'agit de le connaître, ce qu'il doit être, s'il s'agit de le faire. Quelle tentation pour la pauvre nature humaine, de n'être fidèle à l'une qu'aux dépens de l'autre ! Il est vrai, nous le savons, *hæc oportebat facere, et illa non omittere :* mais le moyen pour les fils d'Adam de tenir l'équilibre? Hors de l'Église et de sa vie divine, il est naturel que le zèle moral et religieux tourne l'homme contre l'intelligence ; et il est naturel, hélas, que le zèle de l'art ou de la science détourne l'homme des lois éternelles. Voyez dans un camp les juges de Socrate, voyez Luther, Rousseau, Tolstoï, et nos bons pragmatistes anglo-saxons. Dans l'autre camp voyez Bruno, Bacon, les grands païens de la Renaissance, et Gœthe lui-même, et Nietzsche.

Le catholicisme ordonne toute notre vie à la Vérité elle-même et à la Beauté subsistante. Il met en nous, au-dessus des vertus morales et des vertus intellectuelles, les vertus théologales, et, par elles, fait la paix en nous. *Et ego si exaltatus fuero, omnia traham ad meipsum.* Le Christ crucifié tire à lui tout ce qui est dans l'homme ; toutes choses sont réconciliées, mais à la hauteur de son cœur.

Voici une religion qui a des exigences morales plus élevées que toute autre, puisque l'héroïsme de la sainteté peut seule les pleinement satisfaire, et qui en même temps aime et protège l'intelligence plus que toute autre. Je dis que c'est un signe de la divinité de cette religion. Il faut une vertu surhumaine pour assurer parmi les hommes le libre jeu de l'Art et de la Science sous la domination infrangible de la Loi divine et la primauté absolue de la Charité, et pour réaliser ainsi la conciliation supérieure du *moral* et de l'*intellectuel.*

JACQUES MARITAIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. LÉON BÉRARD

N'est-il point banal de faire l'éloge de M. Léon Bérard? N'est-il point superflu de rappeler sa rapide carrière? Au collège, M. Bérard fut un élève brillant. Au sortir de l'École de droit, il fut, au jeune Palais, l'un des plus remarquables secrétaires de la conférence. Entré au cabinet de M. Poincaré, il sut, au contact de ce maître, s'enrichir de clarté et de précision. Au bout de quelques années de cette collaboration illustre, il abordait enfin la vie publique. Là encore, les dieux qui avaient veillé sur son berceau lui sourirent. Il entra sans peine au Palais-Bourbon, précédé d'une réputation déjà flatteuse. Cet agréable murmure n'a pas cessé de le suivre et de grandir.

Et cependant sa tâche parlementaire était difficile. D'autres moins fins, d'une qualité personnelle moins forte ou moins conscients de leur valeur, s'y fussent rebutés. M. Bérard était originaire du Béarn; déjà un astre de première grandeur y resplendissait et la province entière en adorait jalousement l'éclat. Par un raffinement de la destinée, qui semblait alors ne multiplier les embûches sous les pas du débutant que pour donner, en quelque sorte, plus de prix à ses succès, aucun domaine de l'activité publique n'était étranger à cet aîné toujours jeune, aucun terrain vierge ne semblait laissé pour un cadet. Tranchons le mot : il était difficile de se faire une situation, même seconde, dans les Basses-Pyrénées, où M. Louis Barthou jouait un rôle essentiel. M. Léon Bérard est parvenu tout naturellement à ce résultat. Il a grandi aux côtés de M. Louis Barthou, homme d'État et académicien, et il s'est

créé une position personnelle et originale aussi bien au Parlement que dans le monde des lettres et des arts. En sorte que le département des Basses-Pyrénées a cette heureuse fortune de compter au Palais-Bourbon (en attendant que M. Barthou passe au Sénat) deux députés célèbres et très parisiens.

Il est encore banal de dire que M. Léon Bérard a traversé la vie entouré d'une sympathie universelle. C'est qu'il a cette bonne grâce qui désarme l'envie. Et il est dépourvu de cette ambition inquiète qui alarme les concurrents. Aussi les uns admirent-ils sa vaste et profonde culture; les autres goûtent son éloquence à la fois élevée et familière, d'autres encore sa conversation spirituelle, sans compter tous ceux qui subissent le charme de sa cordialité délicate. Un soir, à dîner (nul n'est plus recherché que M. Léon Bérard), les convives s'amusaient à trouver ce qu'ils feraient s'ils n'étaient députés ou académiciens. « Vous, Bérard, lui dit M. Alfred Capus, si vous n'étiez ministre, vous seriez encore un causeur. » Il serait aussi un homme de goût et un artiste. C'est pourquoi il convient d'admirer que cet esprit, né pour les nobles loisirs, ait choisi, entre tant de postes qui s'offraient à ses talents, celui où il pouvait rendre à son pays, au prix d'un rude labeur, les services les plus utiles. M. Léon Bérard eût été — et sera sans doute — un excellent président d'assemblée. Il eût été — et sera sans doute — un très bon garde des sceaux. Il eût été — et sera sans doute pour peu qu'il le veuille — bien des choses qu'il n'eût déjà tenu qu'à lui d'être. Mais il vaut mieux pour tout le monde, en ce moment, qu'il soit ministre de l'Instruction publique et qu'il ait accepté ces difficiles fonctions.

Les difficultés de la charge, personne ne les contestera. Il s'agit d'un ministère ancien, régi par une tradition séculaire puisqu'elle date de Napoléon et de M. de Fontanes. Le grand maître de l'Université, à côté de directions omnipotentes, doit compter avec des corps illustres et antiques, jaloux de leur autonomie, de leurs prérogatives, de leurs attributions. L'Institut, le Conseil supérieur, les conseils d'Université, les conseils académiques, que sais-je encore; autant d'institutions vénérables et orgueilleuses auprès desquelles un parlementaire, investi d'un titre ministériel éphémère, risque de sembler bien mince, ou même de passer inaperçu. Une compétence insuffisante entraîne vite une diminution d'autorité, dont la malignité s'empare, à défaut de l'indifférence et de l'oubli. En revanche, une compétence trop affirmée conduit à des écueils plus perfides encore. Pour faire, rue de Grenelle, figure de ministre et non de proviseur, et de ministre que les membres de l'Institut, et ceux de la Sorbonne, et ceux du Conseil supérieur, et ceux du Collège de France, tiennent en considération, il ne faut pas un mérite léger; mais pour être un ministre actif, qui sache parler en

maître et même en grand maître et vouloir des réformes sans se départir d'une agréable courtoisie et sans heurter de front les idées d'universitaires vénérables, il faut beaucoup d'intelligence. Il faut aussi beaucoup de tact.

Songez enfin que ce ministre est encore celui des Beaux-Arts, et qu'il faut, s'il veut l'être réellement, qu'il s'intéresse au peuple jaloux et susceptible des artistes, des gens de lettres et des comédiens, sans compter les comédiennes! Tous les jours, il est harcelé par les quémandeurs de subventions, de commandes et de récompenses, assailli de convoitises qui se disputent un maigre budget d'argent et un plus maigre contingent d'honneurs. Si le ministre, avec cela, demeure écouté, goûté de tous ces rivaux, s'il a su ne se faire parmi eux ni détracteurs sarcastiques ni implacables ennemis, c'est qu'il a reçu du ciel des dons incomparables. Et ces dons n'ont pas été refusés à M. Léon Bérard.

Son prestige personnel, l'autorité que lui vaut sa culture intellectuelle, permettent à M. Bérard d'exercer une action efficace auprès des collèges les plus fiers et les plus considérables. Et quand le ministre se retourne du côté d'où peuvent lui venir d'autres préoccupations, c'est-à-dire du côté du Parlement, là encore, ses qualités simplifient sa tâche. Il est de ces hommes qui doivent à leur valeur propre et à leur intelligence ornée l'indépendance de la pensée et de l'action. Aussi a-t-on confiance qu'il ne mettra pas l'éducation nationale, dont il a la charge, au service d'une politique, et ce n'est pas assez de dire que son libre esprit a le respect de toutes les croyances; il faut ajouter au moins que ce respect est fait, chez lui, de la connaissance de leur sens profond. Il représente donc pour la majorité de la Chambre — et elle le sait — le maximum de garanties. Comme, par ailleurs, son loyalisme républicain incontesté et sa droiture, autant que sa modération spirituelle, le gardent des attaques de l'extrême gauche contre lesquelles le protègent aussi de nombreuses sympathies personnelles et de solides amitiés, il se sent vraiment à sa place, et vraiment fort, et c'est cette force qui permet d'accomplir une tâche sérieuse. Cette tâche, M. Léon Bérard l'a tentée. Ceux qui veulent voir en lui un sceptique, charmant sans doute, mais nonchalant, et qui ne nourrirait que le souci égoïste d'une carrière facile, brillante et fêtée, ceux-là n'ont pas mesuré la difficulté de cette entreprise. La restauration des études classiques, voilà ce que M. Léon Bérard poursuit avec une patience, une énergie, une ténacité que nul obstacle ne rebute, qu'aucun dégoût ne décourage. Ce prétendu sceptique a donc choisi une œuvre à sa taille; il s'y est donné tout entier, et il a mis au service d'un effort que lui seul, peut-être, pouvait mener à bien, son exceptionnelle situation de ministre et de parlementaire.

La restauration des études classiques, c'est la conservation et la res-

tauration du génie français par sa tradition. Sans cette tradition, la victoire pour « la civilisation » et pour la vie de la France serait stérile. Et propter vitam... *Si l'esprit français renonce à ce qui l'a formé, pourquoi ne pas avoir accepté la* kultur *germanique? Il y aurait un million et demi de morts en moins et trois cents milliards en plus. Cela, personne ne le sait mieux que M. Léon Bérard. Et si le génie de la nation, son « génie latin », à la suite de la campagne insidieuse et maligne qui a été dirigée contre lui, a pu donner aux plus superficiels observateurs des signes de décadence, personne n'en pouvait souffrir plus douloureusement que ce jeune ministre, nourri de la tradition classique et familier avec les maîtres de la pensée française.*

Une vague formation encyclopédique et primaire, un prétendu sens pratique, fruit d'une spécialisation hâtive et d'une technique sans bases solides, tentait de se substituer à notre génie national de logique et de mesure, d'élégante et claire généralisation, formé au cours des siècles par des méthodes éprouvées. Un des plus grands chagrins qu'on pût ressentir à ce spectacle, c'était sans doute qu'une démagogie spéciale eût gâté ceux-là même qui étaient investis du dépôt de l'éducation par les humanités. L'antiquité, disait Goncourt avec mépris, c'est le pain des professeurs. Les professeurs l'ont cru. Ils ont cru aussi qu'ils seraient des esprits libres et avancés en crachant sur leur pain. C'est contre eux, ou du moins contre une partie d'entre eux, que les Chambres de commerce elles-mêmes prennent aujourd'hui la défense des études classiques.

M. Léon Bérard a engagé la lutte contre ce mal déjà profond. La victoire qu'il cherche sera essentielle parce qu'il s'agit de sauver la France intellectuelle et morale, menacée dans ses sources. On voit tout ce qu'il s'agit de défendre et de restaurer. Et précisément à cause de cela, nous avons voulu, en montrant l'importance de cette œuvre et les conditions dans lesquelles elle peut s'accomplir, conclure qu'à ses talents et à son esprit, M. Léon Bérard joint de la clairvoyance et du courage, ce qui ne s'accompagne pas toujours.

***

L'Anarchie de M. Bernard Shaw.

M. Bernard Shaw est Anglais, auteur dramatique, ironiste et anarchiste. Il est un des coryphées de l'anarchie contemporaine, et il l'a formulée en ces termes : « La règle d'or, c'est qu'il n'y a pas de règle d'or. » Seulement, comme il est Anglais, l'anarchie n'a pas chez lui cet âpre accent de revendication et de révolte, que lui donne le Latin logicien et réaliste. Elle n'est pas non plus révérée, mys-

tique et symbolique comme chez le Scandinave ou le Slave : M. Shaw a beau honnir et renier sa patrie, il ne peut perdre le tour d'esprit et l'accent de sa race. Rien n'est plus anglais que l'anarchie de M. Shaw. Elle est faite d'humour, d'illogisme et de puérilité. Elle est conçue pour la joie de scandaliser un pays de puritains. C'est une anarchie nationale ; M. Shaw, citoyen du monde, est un type traditionnel de la vieille Angleterre au même titre que le cockney de Londres, le pasteur gallois, le joueur de football, le marin ou le marchand de la Cité. M. Shaw est un personnage comique pour Dickens ou pour Thackeray.

On cherche à l'acclimater chez nous. En cela encore, M. Shaw rentre dans la règle et dans la tradition. Un anarchiste n'est sacré que par Paris. Il n'a rien fait tant qu'il n'a pas obtenu le suffrage de la nation la plus réactionnaire du monde. Le prestige de l'esprit français est encore assez grand pour que l'applaudissement de quelques badauds de chez nous fasse illusion à l'univers. Remarquons que ce n'est pas nous qui fournissons cette denrée : naguère les écrivains anarchistes venaient d'Allemagne, de Russie, de Suède, de Norvège. Maintenant, ils viennent d'Angleterre. Il en pousse très peu chez nous. Nous nous contentons de décerner la couronne à ceux du dehors.

Le théâtre de l'*Œuvre*, avec ses succédanés, s'est spécialisé dans cette importation, sous le prétexte de nous faire connaître les littératures étrangères. Il nous découvre de temps à autre un fol, un sot ou un mauvais plaisant : le dernier en date était Strindberg, qui jouit d'une grande réputation en Allemagne. Voici maintenant le tour de M. Shaw. Dans la même semaine, Mme Desprès jouait au Tréteau-Fortuny *la Profession de madame Warren* et l'*Œuvre* représentait *le Dilemme du Docteur*.

La Profession de madame Warren est une pièce déjà ancienne. Elle remonte au temps lointain où il passait pour élégant de scandaliser la bonne société. Mme Warren est une ancienne laveuse de vaisselle. Elle a trois sœurs : les deux premières ont voulu mener une vie honnête. L'une s'est mariée, l'autre travaille. Le résultat a été le même : la misère. La troisième sœur, au contraire, a mal tourné. Celle-là est l'orgueil et l'honneur de la famille. « Elle occupe, dit glorieusement Mme Warren, un des premiers rangs dans une ville archiépiscopale. » Ce dernier trait emporte tout, Mme Warren a suivi le bon exemple : il est inutile de désigner plus clairement la profession qu'elle embrasse et où elle réussit.

L'action se passe au moment où elle retrouve sa fille Vivie, qu'elle a fait élever loin d'elle. Vivie est fille de tête et de décision ; bien que riche, elle a travaillé afin de rester indépendante. Elle est douée, cette jeune intellectuelle. Elle peut gagner sa vie toute seule si elle le veut. Cependant, elle sent qu'un mystère plane autour de son enfance délaissée. Elle interroge sa mère, elle la presse. Mme Warren,

bousculée par cette enfant impérieuse et se rendant compte qu'elle n'aura pas le cœur de sa fille aussi longtemps que Vivie n'aura pas confiance en elle, cède à un mouvement bien naturel de la part d'une femme de sa « profession » : poussée à bout, elle éclate, elle crie à Vivie : « Ma petite, si tu es libre, riche, instruite, c'est parce que ta mère n'a pas voulu se résigner à demeurer laveuse de vaisselle... Voilà ce que j'ai fait : Juge moi. »

Vivie, la vierge forte, ne s'écarte pas de sa mère après cette confession. Au contraire, elle l'aime davantage. Mais elle ne laisse pas d'en éprouver quelque gêne. Un lord d'âge canonique lui offre de lui donner un grand nom en échange de sa jeunesse. Elle le repousse, comme elle repousse la fortune indignement acquise par Mme Warren et elle déclare qu'elle vivra de son travail, libre et seule.

La pièce est loin d'être sans mérites. La scène de la confession a de la force, et le caractère de Vivie est dessiné d'une façon charmante. M. Shaw, auteur dramatique, mériterait l'attention, sinon les louanges hyperboliques qu'on lui décerne dans un parti où les talents sont assez rares pour qu'on se contente de peu. Mais, par malheur, M. Shaw ne se contente pas d'être auteur dramatique. Il veut aussi être un penseur. Et la pensée de M. Shaw, qui se flatte d'être audacieuse et nouvelle, est le carrefour de toutes les vieilles lunes qui avaient déjà cessé d'être fraîches en 1835.

La Profession de madame Warren a la prétention d'être une attaque contre toute la société : famille, morale, respect humain, religion et capital, rien n'est épargné, tout est bouleversé. Mme Warren présente son apologie : « Dans la société capitaliste, dit-elle, la femme n'a pas d'autre ressource que de se vendre, en mariage ou autrement, c'est la même chose. » Ailleurs, M. Shaw esquisse une réhabilitation de l'inceste. Enfin, tous les personnages respectés par la société sont traités de Turc à More : le pasteur est un vieux polisson et le noble lord un vieillard crapuleux. O candeur éternelle des pièces à thèse ! M. Shaw s'imagine avoir prouvé quelque chose en accumulant ces noirceurs. Il n'a prouvé que l'infinie faiblesse de pensée des prédicants de l'anarchie.

Car la pensée de M. Shaw est un abîme de contradiction. Toute la pièce est construite pour démontrer cette vérité : dans la société capitaliste, la femme est esclave, elle ne peut vivre qu'à condition de se vendre, soit dans le mariage, soit hors du mariage. Cependant, au dernier acte, Vivie déclare qu'elle vivra librement de son travail. Alors la pièce n'a plus de sens. Il reste, disent les apologistes de M. Shaw, une démonstration que le bien et le mal sont relatifs. Mme Warren n'avait pas d'autre ressource que d'exploiter la débauche. Pour elle, la débauche est le bien ; pour Vivie, elle serait le mal. Si c'était vrai, ce serait une bien grande découverte, et l'on n'y avait pas encore pensé, en effet. Les Grecs eux-mêmes, au temps

de Périclès, étaient fatigués de philosopher là-dessus. Mais encore faudrait-il admettre le postulat de M. Shaw : qu'une femme n'a de carrière que dans le déshonneur. Les deux sœurs de la laveuse de vaisselle ont mal tourné parce que M. Shaw avait besoin de cette grande preuve pour assommer la société. Mais, enfin, elles pouvaient bien tourner. Cela s'est vu. On a rencontré, même chez les peuples puritains, des ouvrières honnêtes et heureuses, des femmes d'ouvriers parfaitement satisfaites de leur sort. Seulement, elles ne parvenaient pas à la fortune. Voici qui est curieux et fort divertissant. M. Shaw a dit, sans y prendre garde, tout le contraire de ce qu'il voulait dire. Sa pièce, écrite pour chambarder la société capitaliste, aboutit exactement à une glorification du capital.

Cette pièce a pourtant encore du mérite et de l'intérêt. *Le Dilemme du Docteur* montre que la pensée de M. Shaw n'est pas redevenue plus solide en vieillissant. Il est difficile d'imaginer rien de plus incohérent, de plus décousu, de plus absurde.

Le premier acte se passe chez un médecin illustre, le docteur Colenso : ce nom qui rappelle à l'Angleterre une défaite de la guerre contre les Boers a été sans doute choisi à dessein pour choquer les compatriotes de M. Shaw. Colenso a inventé un sérum contre la tuberculose. Il reçoit les visites de nombreux confrères, ce qui donne lieu à des scènes satiriques qui sont les seules bonnes parties de l'ouvrage. Puis il accueille et rudoie groissèrement une jeune femme qui vient l'implorer de sauver son mari. « Non, dit-il, impossible. Tout mon temps est pris, je ne puis soigner que dix malades. Ni temps ni place pour un onzième. » Cependant la jeune femme est belle et son mari est un peintre de génie. Qu'ils reviennent le lendemain tous les deux, un aréopage de médecins célèbres décidera si le jeune peintre mérite d'être sauvé.

Ce grand conseil médical nous est montré au second acte. M. Shaw prend soin de nous assurer que ces hommes célèbres sont des ânes. Sans doute, Molière n'a pas été plus tendre à l'égard des médecins de son temps, mais il ne raillait que les faux savants inégaux à leur devoir. M. Shaw, on le verra, a une autre intention. Les princes de la science constatent que leur jeune malade est une abominable canaille ; il est bigame, escroc, et quelque chose de pire encore. Il emprunte de l'argent à tout le monde, sans qu'on se rende compte au juste pourquoi, car il n'est pas pressé par la misère, puisque sa femme le nourrit ; il n'a pas de vices. M. Shaw l'a peint ainsi pour accumuler sur sa tête les traits odieux. Mais il a du génie : le dilemme du docteur (les traducteurs eussent dit du médecin, s'ils avaient mieux su le français) est donc celui-ci : doit-on sauver ce vilain monsieur parce qu'il a du génie? Qui doit-on laisser mourir, cet artiste amoral, ou un honnête homme sans génie?

On le voit, il est difficile d'imaginer une donnée aussi absurde et aussi dépourvue d'intérêt. Le premier venu répondra que jamais médecin n'a été placé dans cette situation invraisemblable, que la difficulté n'existe pas parce qu'il est trop facile de la résoudre en soignant les deux malades et que ces inventions extravagantes ne méritent pas qu'on perde une soirée.

Mais attendons : ce n'est pas là que M. Shaw a voulu nous mener. Au troisième acte, les médecins réunis condamnent le jeune peintre au nom de la morale et de la société, et il les écrase du haut de son génie et de sa grandeur. Car c'est lui le héros cher à M. Shaw. Il se proclame « disciple de M. Shaw, l'homme le plus avancé du monde ». Pauvre M. Shaw ! Oui, décidément, c'est un personnage pour Thackeray. Il mérite une place de choix dans le cortège ridicule de *la Foire aux vanités*.

Voilà donc où l'auteur voulait en venir : les honnêtes gens sont des malfaiteurs imbéciles et le héros est celui qui plane par delà le bien et le mal, qui n'a pas honte de voler, d'escroquer, d'être vil. Est-ce que M. Shaw a jamais pensé à un dilemme qui pourrait être posé à bien plus juste titre que celui du médecin? Dans quelques jours, on va guillotiner en France un jeune dégénéré qui a appliqué les principes prêchés par M. Shaw et par ses disciples. Il s'appelle Mécislas Charrier. M. Shaw a probablement lu *le Disciple* de Bourget. Ne lui demandons pas la noblesse d'âme d'un Adrien Sixte. Mais si, simplement, un juge d'Angleterre ayant à juger un Mécislas Charrier envoyait M. Shaw faire un petit tour au *hard labour* et méditer sur le problème de la responsabilité, qui aurions-nous le cœur de plaindre et le courage de blâmer?

La pièce s'achève dans l'absurdité la plus pure. Le jeune peintre, assassiné par les « moralistes », meurt devant nous en récitant le *Credo* des temps futurs : « Je crois en Michel-Ange, je crois en Vélasquez, je crois en Rembrandt. » Ici, du moins, on a la ressource de rire franchement du ridicule involontaire de M. Shaw. Anglais, monsieur Shaw, *in æternum*. Vous n'êtes qu'un prêcheur retourné, un frère de l'Armée du Salut. Vous n'êtes d'ailleurs pas plus drôle qu'eux. M. Shaw, c'est la vache à Colas devenue enragée.

Au dernier acte, pour que la démonstration soit complète, nous apprenons que ce n'est pas au nom de la morale que Colenso a tué le peintre, c'est parce qu'il convoitait sa femme. Voilà encore M. Shaw qui renverse sa marmite ; ce n'est donc pas parce qu'il est moral que Colenso a mal agi, c'est parce qu'il est immoral, et votre histoire ne tient pas debout.

Qu'il y ait dans une société bien constituée des plaisants comme M. Shaw qui nous donnent le spectacle de leur humeur d'Alceste, c'est toujours drôle. Mais qu'on le prenne au sérieux, qu'on le baptise le Molière de l'Angleterre, c'est une farce qui est de nature, d'une part, à nous apitoyer sur le suicide de la pensée, comme dit Ches-

terton, et d'autre part à nous rassurer sur le destin éternel de la société : ce n'est pas encore avec les pétards de M. Shaw qu'on la fera sauter.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LA CONFÉRENCE DE GÊNES. — *Notre collaborateur Saint-Brice a donné plus haut un récit complet des incidents qui ont marqué la Conférence de Gênes. Il nous suffira donc de noter ici les dates principales :*

(1er *mai*) *: la Belgique refuse de signer le mémorandum;* (2-5 *mai*) : *M. Barthou vient à Paris;* (9 *mai*) *: le pape Pie XI demande que des garanties soient exigées des Soviets pour l'exercice du culte catholique;* (11-12 *mai*) : *les bolcheviks répondent par une fin de non-recevoir au mémorandum des Alliés. M. Barthou annonce que le rôle de la délégation française est terminé;* (15 *mai*) : *projet de réplique aux Russes élaboré par la sous-commission politique.*

FRANCE. — *Renouvellement sans changements importants de la moitié des Conseils généraux et des conseils d'arrondissement. On note toutefois un léger glissement à gauche* (14 *mai*).

GRÈCE. — *Démission de M. Gounaris, président du Conseil* (12 *mai*). *M. Stratos est chargé de constituer le nouveau cabinet.*

Le Gérant : GEORGES MOREAU.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 27921.